



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 31 janvier 2019**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Mademoiselle Bodkin de bien vouloir faire l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Avant de vous confier un certain nombre d'informations, traditionnellement, nous avons coutume de conférer la médaille de la Métropole à une personnalité appartenant à l'une des 31 communes de cette Métropole. Aujourd'hui, nous avons souhaité honorer – et nous le remercions pour sa présence – le Général d'armée Elrick Irastorza, qui nous fait la joie d'être présent parmi nous et que je vais convier à la tribune.

Mon Général, c'est un honneur pour nous tous de vous accueillir ce soir, afin de vous remettre la médaille d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole. Je tiens également à saluer la présence parmi nous de Monsieur Claude Gradit, Président du Comité d'Entente des Anciens Combattants de l'Hérault, du Général de gendarmerie Jean-Valéry Lettermann, de Madame Danielle Aben, Présidente du Comité Départemental de l'Hérault de la Légion d'Honneur, et de Monsieur Alain David, Directeur de l'Office National des Anciens Combattants.

Réfléchissant à ce qu'allait être mon propos, je me suis immédiatement posé la question la plus évidente, mais sans doute la plus difficile, en notre époque troublée : « qu'est-ce qu'un soldat ? » C'est en premier lieu un citoyen, animé de l'esprit militaire, ce qui signifie honneur, respect, courage et amour de la patrie. Pendant plus de quarante ans, vous avez bâti votre carrière au sein de l'Armée française sur ces quatre piliers. Mais avant cela, clin d'œil de l'histoire, que vous savez si bien raconter et faire partager aux autres, vous êtes né à Maillezais, cette commune de Vendée qui est un peu liée à l'histoire de Montpellier, puisque François Rabelais y fut secrétaire de l'évêque Geoffroy d'Estissac, en l'abbaye Saint-Pierre de Maillezais, avant de rejoindre la faculté de médecine de Montpellier. Ce Montpellier, qui était un peu inscrit dans vos gènes, vous le retrouverez pendant deux ans, de 2002 à 2004, lorsque vous avez assuré le commandement de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Résumer quatre décennies de carrière militaire en si peu de temps, c'est prendre le risque d'être incomplet, et par là même injuste. Mais ce soir, j'insisterai sur une étape de votre vie militaire, une étape intimement liée à la notion même de démocratie. En 1992, on vous confie le commandement du bataillon multinational de l'ONU au Cambodge. Vous avez pour mission de veiller au respect des Droits de l'Homme, de conduire des élections générales libres et régulières, d'assurer l'administration civile et le maintien de l'ordre. Mon Général, vous avez été un acteur de cette réussite. Vous avez contribué à l'édification de la paix au Cambodge, qui passait nécessairement par la promotion et le rétablissement de la démocratie. À l'été 2008, vous êtes nommé chef d'état-major de l'armée de terre, qui est le grade le plus élevé de votre arme. Puis vint le temps de la vie civile. Vous quittez l'armée française, sans toutefois vous en éloigner, puisque l'on vous confiera la Présidence de la mission du centenaire de la Première Guerre mondiale en 2012.

Pendant toutes ces années, vous n'avez eu de cesse de rendre à tous les soldats morts pour la France l'hommage qui leur est dû. Parallèlement, démontrant de nouveau votre esprit de progrès, vous n'avez cessé de rappeler et de mettre en valeur les acquis de la construction européenne. Je ne peux oublier de rappeler ici les très nombreuses conférences que vous avez données, tant à Montpellier que dans les communes de notre Métropole, ainsi que votre présence constante lors de nos commémorations.

Mon Général, vous résidez aujourd'hui à Castries, autre lieu important de l'histoire de notre pays et de notre Métropole. Ce soir, j'ai l'honneur de vous remettre la médaille d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Je vais demander à Lorraine Acquier de bien vouloir me rejoindre, et à Gilbert Pastor, Maire de Castries, de venir également à mes côtés. Au nom de l'Assemblée, je vous fais citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Je vous offre le bouquin que nous avons édité, qui s'intitule « Montpellier, citoyenne du monde ». La parole est à vous.

Elrick IRASTORZA

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, Monsieur le Maire de Castries, d'abord, mes remerciements, pour l'honneur que vous venez de me faire, auquel je suis particulièrement sensible, parce qu'attaché à cette région.

Nous venons de traverser une très longue dynamique mémorielle, et j'insiste sur un point : à travers tout le pays, tout ce qui est remonté du tréfond de la France, de cette France que nous aimons, rien n'aurait pu se faire sans les collectivités locales. Rien. Ici, comme ailleurs, et partout où je vais, je leur rends hommage, et je rends hommage ici à la Métropole de Montpellier, bien évidemment. Elle nous a aidés de façon ponctuelle, de façon plus générale. Cette dynamique nous a portés pendant ces sept ans.

Deux petits points. On ne va pas revenir sur la Grande Guerre. Ou plutôt si, on va y revenir, mais de façon très ciblée, pour réparer une injustice ici et pour s'interroger. Réparer l'injustice d'abord. Les soldats du 15^e et du 16^e corps. Le 16^e corps, c'était Montpellier. Le 15^e, c'était Marseille. On les a accusés à tort d'avoir cédé un peu rapidement à la bataille de Morhange. À Castries, le lieutenant Jacques Durand de Fontmagne a été tué le 19 août 1914, à Morhange. Mais dix jours auparavant, déjà, son régiment avait été insulté par des cavaliers qui passaient par là, au motif qu'ils étaient du Sud. C'est une vraie question à se poser, dans ce pays. Le Nord, le Sud. Est-ce que les gens du Sud sont plus démeritants que ceux qui entouraient le Roi Philippe Auguste à la bataille de Bouvines en 1214 ? Je ne le pense pas. Il faut s'en souvenir. Ce pays est un. Comme je l'ai rappelé au Ministre, aussi, cette armée est une, entre ses cadres d'active, ses réservistes, ses appelés. Tous ont eu droit à l'hommage de la nation.

Puisque nous sommes à Montpellier, comment ne pas évoquer le 81^e RI, régiment de tradition de Montpellier, qui a renouvelé complètement ses effectifs pendant la Grande Guerre. Il a eu 3 500 morts. Plus que ce qu'il avait quand le régiment a embarqué ici, à la gare de Rondelet, pour partir au front. Ils n'ont pas démerité, comme le 56^e régiment d'artillerie qui les appuyait, comme le 2^e régiment de génie qui les soutenait, comme le 96^e régiment d'infanterie de Béziers dans lequel a été blessé – on l'oublie bien trop souvent – Apollinaire. Le 81^e RI, non seulement n'a pas démerité, mais lorsqu'un de ses caporaux, qui s'appelait Gabriel Boissy, a eu l'idée d'installer sur la tombe du soldat inconnu la flamme qui brûle pour l'éternité, il a demandé à ce que ce soit le 81^e régiment d'infanterie qui, compte tenu de ses états de services, rende les honneurs ce jour-là au Général Gouraud. Je m'en suis souvenu le 1^{er} décembre. Le 1^{er} décembre, l'Arc de triomphe a été saccagé. Même les armées nationales-socialistes ne l'avaient jamais fait. Cela n'a pas été un moment de gloire pour notre pays, en particulier à l'extérieur, au plan international.

Après l'offuscation, le temps des résolutions, le temps des vœux. Je forme le vœu que le pays retrouve le chemin qui va bien. Je sais que tous, là où vous êtes, avec les responsabilités qui sont les vôtres, vous vous y employez. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, mon Général, et merci d'avoir rappelé que c'est le 81^e régiment d'infanterie de Montpellier qui a allumé la flamme du soldat inconnu sous l'Arc de triomphe à Paris.

Je vais donner maintenant la parole à Rosy Buono qui, pour nous, a obtenu un magnifique trophée. Elle va nous en faire part.

Rosy BUONO

Monsieur le Président, chers collègues, à l'occasion du salon de l'enseignement supérieur de Montpellier, j'ai eu l'honneur de représenter Philippe Saurel. J'ai reçu le prix où il fait bon étudier à Montpellier, en présence notamment de Madame Béatrice Gille, Rectrice de l'Académie Occitanie, très enthousiaste de sa nomination à Montpellier, puisque ville classée troisième au palmarès général des villes étudiantes. Nous étions classés quatrième l'an dernier. Plus de 70 000 étudiants occupent nos établissements universitaires, dont 10 000 étrangers. C'est cette jeunesse qui contribue à l'identité de Montpellier, qui s'enrichit d'une identité multiculturelle, que bien des Métropoles nous envient. Oui, étudier dans une ville où le sport est roi, la culture toujours en mouvement, la qualité de l'enseignement multiple est une vraie chance.

Montpellier est donc remercié pour la qualité de l'accueil qui est fait à nos étudiants et je suis ravie, Monsieur le Président, de vous remettre ce prix.

Monsieur le Président

Plusieurs informations, à présent. Première information. Je voudrais saluer Monsieur Stéphane Boubennec, nouveau Directeur Général d'ACM Habitat qui a remplacé Claudine Frêche à la tête d'ACM Habitat.

Deuxième information. Je voudrais vous faire part du fait que nous avons reçu, avec Jean-Pierre Rico, Vice-Président, avec Mylène Chardes, Adjointe à la mobilité à la ville, avec Mustapha Majdoul, Conseiller métropolitain, Monsieur Olivier Schneider, Président de la FUB, cet après-midi, avec Vélocité. Nous avons eu des échanges très constructifs. J'ai fait part à Madame la Ministre Elisabeth Borne et à François de Rugy, que j'ai reçu la semaine dernière, du souhait d'inscrire la Métropole de Montpellier dans l'appel à projets national sur le plan vélo national.

Autre information. Ce matin-même, à 11 heures, à Millau, nous avons signé le contrat de réciprocité entre la Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agglomération de Millau et la ville de Millau, qui porte essentiellement sur la French Tech, le numérique, qui porte également sur la culture, avec les échanges possibles entre Lattara et le musée de la Graufesenque, mais aussi le musée national de Millau. Nous avons également parlé des métiers d'art. Tout cela fait l'objet d'un contrat que nous avons signé ce matin-même. Je remercie Christophe Saint-Pierre, Maire de Millau, et Gérard Prêtre, Président de l'Agglomération, pour leur accueil et leur amitié. Coopération que nous avons entamée avec l'Agglomération des Monts de Lacaune, à cheval sur l'Hérault et sur le Tarn, La Salvetat-sur-Agoût, pour la filière bois, pour le tourisme, pour la médecine, et avec Millau dans les conditions que je viens de vous indiquer. Je vous indique aussi que nous sommes en discussion pour passer un contrat de coopération avec la ville et l'Agglomération de Florac, en Lozère, qui pourra aussi porter sur le bois, puisqu'elle dépend du Parc national des Cévennes. Nous allons, dans les mois à venir, utiliser davantage le bois, le bois-énergie pour nos centrales trigénération, mais aussi le bois de construction pour les édifices à venir dans la Métropole, notamment le Douglas, qui est un bois traité, imputrescible et propice à la construction.

Le prochain Conseil de Métropole aura lieu le 21 février à 18 heures.

Nous allons passer à l'ordre du jour.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 31 JANVIER 2019

Monsieur le Président

L'ordre du jour appelle à se prononcer sur 58 affaires. Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

ADOPTION DES PROCES-VERBAUX DES CONSEILS DE METROPOLE DES 03 ET 21 DECEMBRE 2018

Monsieur le Président

Vous avez reçu les procès-verbaux des séances des 3 et 21 décembre 2018. Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Pas de demande d'intervention. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptés à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions qui ont été prises depuis le dernier Conseil.

AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION - ÉLECTION DU 19EME VICE-PRESIDENT

Mme A. YAGUE entre en séance (le pouvoir accordé à M. R. COTTE est annulé).

Monsieur le Président

Je passe à la première affaire, qui appelle à l'élection du 19^{ème} Vice-Président. Je propose la candidature de Jean-Luc Savy, Maire de Juvignac. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y a pas d'autres candidats. Nous sommes obligés de faire un vote secret. Donc nous allons voter avec l'urne. Ceux qui veulent Jean-Luc Savy mettent son nom sur le bulletin. Les autres font ce qu'ils veulent.

Avant que l'urne ne se déploie parmi les allées, je voudrais vous faire part des décisions prises en termes de délégations. J'en parle avec l'accord des intéressés. La délégation de la voirie et de l'espace public, qui était la délégation de Pierre Dudieuzère, ancien Vice-Président et Maire de Vendargues, sera attribuée à Thierry Breysse, Maire de Cournonterral et Vice-Président. La délégation de Thierry Breysse, participation citoyenne, augmentée de la mission d'évaluation sur le schéma des mutualisations, sera attribuée au nouveau Vice-Président, s'il est élu, Jean-Luc Savy, Maire de Juvignac. De même que j'ai confié à Mustapha Majdoul, ancien chef de file d'Europe Écologie Les Verts aux dernières élections, la délégation du vélo et des mobilités actives. Il l'aura à la Métropole et à la ville de Montpellier, sous l'autorité de Jean-Pierre Rico, Vice-Président à la Métropole, et de Mylène Chardes, Adjointe à la ville.

Vous pouvez procéder au vote. Ceux qui ont les procurations votent deux fois. Vous êtes obligés mettre le papier dans la petite enveloppe jaune, du meilleur effet. Je vous félicite pour le choix des enveloppes. Très belle couleur.

Il est procédé au vote à bulletin secret.

En parlant de cela, le débat d'hier soir s'est très bien passé, même si *Midi Libre* a fait allusion de façon assez insistante sur les premières minutes, ce que je peux comprendre. Mais les 2 heures et demi suivantes ont été apaisées. Plus de 700 personnes aux compteurs. Pas 400, mais 700 personnes étaient présentes dans la salle des rencontres. Il y a eu une prise de parole libre de chaque citoyen. Je remercie, *vià Occitanie*, qui a suivi le débat du début jusqu'à la fin. Je remercie aussi *Public Sénat*, qui, ce matin, pour la première fois, a choisi Montpellier pour illustrer son émission sur le grand débat national.

Nous allons désigner les scrutateurs. Je vais demander à Mademoiselle Bodkin et à Mademoiselle Lledo de se rendre à la table de scrutation – et pas d'auscultation.

Je voudrais également vous faire part que la ville, et donc la Métropole également, de Montpellier ont obtenu la plus haute distinction dans le domaine du sport, celle des villes sportives et actives. Ce trophée lui sera remis à Angers par la Ministre des Sports.

Si j'ai parlé du débat et de *vià Occitanie* tout à l'heure, c'est parce que j'ai souhaité que le grand débat soit animé par des journalistes indépendants et non pas des élus ou des associatifs qui auraient pu être suspectés de connivence avec les uns et les autres. Donc j'ai choisi la presse, qui est par nature neutre et bienveillante.

Mademoiselle Lledo, Mademoiselle Bodkin. Est-ce qu'un conseiller ou une conseillère demande encore à voter ? Je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller. Nous allons attendre la fin du dépouillement. Cela fait longtemps qu'on n'a pas fait un vote, dans cette Assemblée. Donc il faut en profiter, toutes papilles au vent. Pour ceux qui seront candidats, il faut qu'ils commencent à s'entraîner à la procédure.

Il est procédé au dépouillement.

C'est bien long. Y a-t-il un problème ? Merci aux deux scrutatrices. Résultat. Bulletins : 84 ; 10 nuls ; 14 blancs ; exprimés : 60 « pour ».

1er tour de scrutin

Présents (émargement) : 87

Votants : 84

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L.65 et L.66 du Code électoral) : 10

Bulletins blancs : 14
Suffrages exprimés : 60
Majorité absolue : 31
Suffrages obtenus :
Monsieur Jean-Luc SAVY: 60 voix.

Monsieur Jean-Luc SAVY ayant obtenu 60 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

Monsieur le Maire de Juvignac.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, juste un mot pour vous remercier pour la confiance que vous me portez, remercier également tous les élus qui ont voté ou pas pour moi ; peu importe les élus de cette Assemblée. Je mesure la responsabilité qui est la mienne désormais de rejoindre un exécutif qui compose cette Métropole, cette grande Métropole, pour laquelle je m'engage aujourd'hui, dans un contexte national qui, on le sait, est compliqué. Le grand débat, vous venez de le rappeler Monsieur le Président, cette participation citoyenne, on en a besoin, à 465 070 habitants – je crois que c'est exactement cela – qui sont tous acteurs de ce territoire. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup.

AFFAIRE N° 2 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - PRESENTATION DU RAPPORT PREALABLE AU BUDGET SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Mme J. FRÊCHE (avec le pouvoir de M. R. CALVAT) entre en séance.

Mme S. BOUALLAGA entre en séance (le pouvoir donné à M. EL KANDOSSI est annulé).

Mme V. DEMON entre en séance (le pouvoir donné à Mme M. DRAY-FITOUSSI est annulé).

Mme P. DANAN sort de séance donnant pouvoir à Mme B. ROUSSEL-GALIANA.

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 2 : présentation du rapport préalable au budget sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement durable. La parole est à Stéphanie Jannin, Vice-Présidente.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, préalablement au budget, selon les dispositions introduites dans le Code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de présenter ce soir le rapport de développement durable de la Métropole de l'année 2018, que je vous invite à lire, puisqu'il s'agit d'un travail de repérage exhaustif de toutes les actions en faveur du développement durable dans les différentes compétences de la Métropole. C'est donc le travail de l'ensemble de mes collègues Vice-Présidents dans leurs délégations respectives, et sous votre impulsion, Monsieur le Président, qui est ici décrit.

Notre territoire est attractif, doté d'une biodiversité exceptionnelle, qui est imbriquée dans le paysage urbain. Mais elle est aussi vulnérable au changement climatique. Elle doit rester accueillante, en positionnant la question climatique au cœur de son développement, en respect des trois piliers du développement durable, qui sont l'environnement, le social et l'économie.

Nous avons choisi d'aborder la question centrale du développement durable, selon une approche non dogmatique, en ne cherchant pas à hiérarchiser entre elles des notions tout aussi vitales pour le territoire, que sont par exemple la protection de la biodiversité, la gestion des risques, le développement économique ou encore la création d'équipements ou de logements. Aujourd'hui, la transition écologique de notre Métropole s'accélère, menée sur deux fronts complémentaires, que sont l'écologie du quotidien et l'écologie des grands projets, c'est-à-dire penser global et agir local.

Ce grand chantier a démarré dès 2014, avec l'étude Montpellier Métropole Territoires, qui a permis de co-construire une vision partagée avec les élus, en particulier les Maires de cette Assemblée, afin de répondre collectivement à la question qui était posée : quelles sont les grandes valeurs que nous partageons pour notre territoire à l'heure du défi climatique ? Aujourd'hui, ce socle solide irrigue l'ensemble des documents de planification qui auront tous été révisés pendant le mandat. Le prochain plan climat qui est en cours de révision sera le socle de cette nouvelle dynamique collective accrue vers une Métropole résiliente, productive, solidaire et écoresponsable. Cette vision globale et interconnectée dessine un territoire métropolitain pleinement engagé dans sa transition écologique, qui sera de plus en plus identifiable au niveau national, de par sa politique volontariste, mais aussi par sa situation très particulière : la plus forte croissance démographique de France, un territoire qui fait partie des 35 hot-spots mondiaux de la biodiversité et un territoire qui, sous différents aspects, est particulièrement vulnérable au changement climatique.

Je voudrais mettre le coup de projecteur sur différentes démarches ou projets, selon deux aspects indissociables : l'écologie du quotidien et l'écologie des grands projets. D'un point de vue global, l'écologie des grands projets peut se résumer en dix points.

Le point 1 concerne des projets et documents de planification territoriale : Montpellier Territoires, le Schéma de Cohérence Territoriale, avec les deux tiers d'espace naturel et agricole préservés pour vingt ans, la validation du SCoT par la Chambre d'agriculture et la fermeture à l'urbanisation de 400 hectares qu'il était initialement prévu d'urbaniser dans le SCoT précédent, ainsi que la mise en place du Pan Local d'Urbanisme intercommunal, pour la première fois un Plan Local d'Urbanisme pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Le point 2 est la politique de l'agroécologie et de l'alimentation. La Métropole a engagé une véritable démarche collaborative d'élaboration de cette politique ambitieuse, en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé. Après avoir signé à Milan en octobre 2015 le pacte des politiques alimentaires urbaines, aux côtés d'une centaine de villes du monde, elle accueillera à l'automne prochain le pacte de Milan et ses 170 communes présentes.

Le point 3 est la transition climatique et énergétique, avec la mise en place du Plan Climat Air Energie Territorial en 2019, auquel sera adossé un Schéma directeur des énergies, ce qui n'est pas une obligation mais un choix de la Métropole, qui dressera donc la feuille de route de sa politique énergétique, notamment l'aspect concernant la Métropole solaire.

Le point 4 est la mobilité et les déplacements, avec le Plan de déplacement urbain, le Schéma directeur des mobilités actives et le réseau de transports urbains.

Le point 5 est la politique locale de l'habitat, avec le Plan local de l'habitat, la plateforme de rénovation thermique et le programme d'intérêt général.

Le point 6 est l'innovation pour le développement durable avec le programme Écocité.

Le point 7 est la transition numérique en faveur du développement durable avec la Cité intelligente.

Le point 8 concerne les appels à manifestation d'intérêt « Démonstrateur industriel ville durable et Montpellier capital santé aux quatre âges de la vie ».

Le point 9 concerne les stratégies urbaines résilientes et les écoquartiers.

Le point 10 est la Métropole au sein des réflexions stratégiques nationales.

Concernant l'écologie du quotidien, les projets sont également très nombreux. Je vous renvoie au rapport complet. Mais on peut citer quelques actions phares. Il s'agit de la mise en place d'une ZFE (Zone à Faibles Emissions) sur le cœur de Métropole pour lutter contre la pollution, intégrant la réflexion sur la logistique urbaine en cœur de ville. Cette ZFE sera mise en place en trois temps : une ZFE sur l'aire piétonne pour les véhicules de livraison, puis sur l'aire piétonne pour l'ensemble des véhicules, et enfin étendue aux faubourgs.

On peut aussi citer l'offre complète en ce qui concerne la rénovation thermique, enjeu majeur pour notre territoire métropolitain, puisque le secteur du bâtiment est l'un de nos principaux émetteurs, avec le programme des travaux de rénovation sur le parc des équipements publics de la Métropole, du programme de rénovation thermique des copropriétés dans le cadre de l'Écocité (avec un travail déjà engagé auprès de plusieurs copropriétés qui représentent environ 900 logements). Il s'agit aussi de la mise en place du dispositif Rénov'énergie cet automne, qui offre un véritable nouveau service public complet d'accompagnement à destination des particuliers qui souhaitent engager une rénovation thermique, pour lequel nous avons un objectif de 1 300 logements rénovés sur trois ans. Nous avons eu depuis l'automne énormément de demandes d'accompagnement. Aujourd'hui, ce sont environ 280 foyers qui sont accompagnés dans cette démarche. Il s'agit du programme SLIME (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie), dont l'objectif est d'intervenir rapidement et massivement auprès des ménages en difficulté pour lutter contre la précarité énergétique. Il s'agit de la rénovation thermique de copropriétés dégradées, dans le cadre de la signature du protocole de l'ANRU à la Mosson. Ce protocole inclut la réalisation de six programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété, développés sur neuf copropriétés, pour un coût de 1,6 millions d'euros.

Il s'agit encore d'une nouvelle OPAH (Opération Pour l'Amélioration de l'Habitat) en renouvellement urbain pour les copropriétés dégradées sur les secteurs Courreau, Figuerolles et Nord Écusson pour une durée de cinq ans (2016-2021), qui fait suite à l'OPAH dénommée Gambetta Figuerolles Nord Écusson. La nouvelle OPAH a pour objectif de réhabiliter 201 logements privés et 65 parties communes de copropriétés fragiles ou dégradées.

L'écologie du quotidien, c'est aussi une ligne 5 de tramway, concrètement sur les rails, concertée, avec les premières acquisitions qui démarrent et qui, après plus de dix réunions publiques, aura permis de remodeler le tracé pour desservir les quartiers populaires, éviter l'urbanisation du parc Montcalm et l'abattage de 700 arbres. Nous pouvons aussi citer le renforcement de la plantation d'arbres en ville, au travers de différentes règles qui sont mises en place : un arbre abattu = un arbre planté ; 1 000 nouveaux arbres par an sur Montpellier et l'encouragement pour les plantations participatives ; l'identification au Plan Local de l'Urbanisme intercommunal des arbres remarquables, des espaces boisés classés et des espaces verts à protéger.

L'écologie au quotidien, c'est aussi la protection, en partenariat avec la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup, de la source du Lez, qui alimente près de 340 000 habitants de la Métropole de Montpellier. Une eau de qualité, qui trouve son origine dans les ressources souterraines au Nord de Montpellier, protégée en surface par un écran agro-naturel de plus de 500 km². Nous pouvons aussi citer la valorisation des circuits courts comme mode de commercialisation des produits agricoles et artisanaux au travers du soutien de la Métropole aux diverses fêtes de terroirs tout au long de l'année, qui favorisent la vente directe du producteur au consommateur, et également son engagement pour une démarche participative d'identification des points de vente de produits locaux. Aujourd'hui, la plateforme internet lancée en 2017, désormais célèbre, Bocal (bon et local), recense bien une base de données dynamique et cartographiée, avec plus de 275 points de distribution en produits bons et locaux sur le territoire de la Métropole, mais également sur le territoire du Grand Pic Saint-Loup et du Pays de l'Or.

Je voudrais citer aussi le programme GD6D, qui consiste à accompagner des habitants, commerçants et employés, dans la mise en pratique d'écogestes au quotidien. Cette démarche expérimentale d'une durée de trois ans fait appel à une startup, E3D, qui développe une solution informatique (GD6D), permettant d'adapter les écogestes proposés à la typologie des foyers, à leur niveau d'implication, et de les suivre ainsi de manière personnalisée. Il s'agit de les aider à faire mieux au quotidien en leur expliquant leurs gestes et comment les améliorer.

Au regard du succès de cette expérimentation, il a été décidé d'étendre le périmètre d'accompagnement des habitants afin de passer du stade expérimental à celui de démonstrateur – c'est ce que nous faisons aujourd'hui –, permettant d'évaluer les coûts et impacts de cette technique innovante de sensibilisation des habitants. Ainsi, de janvier 2018 à fin 2019, ce sont 6 000 foyers et salariés supplémentaires qui seront accompagnés pour la mise en pratique d'écogestes dans le quartier Port Marianne de Montpellier.

Pour conclure, je voudrais rappeler l'activité de l'Écolothèque tout au long de l'année, dont l'ensemble du travail porte sur la sensibilisation et l'éducation à l'environnement pour un développement durable.

C'est un formidable outil de sensibilisation auprès des enfants, qui a accueilli cette année, en 2018, 11 800 scolaires, plus de 12 000 enfants au travers de l'accueil de loisirs, plus de 7 800 enfants au travers des centres spécialisés et des crèches. Tous visiteurs confondus, nous sommes à plus de 37 000 visiteurs pédagogiques en 2018 sur l'Écolothèque.

Pour conclure, je souhaiterais partager avec vous le poème qui a été écrit par Gabriel, 10 ans, dans le cadre de son séjour à l'Écolothèque, justement. Gabriel a écrit : « Le vent fait danser l'harmonie des fleurs bleues. La beauté de la vie apparaît comme un ciel étoilé. L'odeur de la mousse humide un matin de printemps. Au pied des arbres, mes rêves s'étaient envolés. Le climat avait changé et je souhaite que vous nous aidiez. » Soyons à la hauteur. C'est une vision complète et solide d'engagement pour la transition écologique, pour laquelle nous travaillons autour de vous, Monsieur le Président, résonnant à l'échelle des grands projets et à l'échelle du quotidien, à court, à moyen, à long terme, du global au local, dans tous les secteurs si riches et variés de notre territoire, des contreforts du Pic Saint-Loup à la mer, du littoral au secteur Piémonts Garrigues, de la plaine Ouest au secteur Cadoule et Bérange, et du cœur de Métropole à la vallée du Lez. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin. Tout à l'heure, vous avez dit « un arbre arraché, un arbre planté ». C'est deux arbres plantés. Un arbre arraché, deux arbres plantés.

J'ai oublié tout à l'heure – que le Maire de Cournonterral me le pardonne – de citer l'exceptionnelle victoire des joueurs de tambourins de Cournonterral qui, pour la troisième année consécutive, sont champions d'Europe indoor.

Vous avez la parole, sur le rapport de développement durable de la Métropole. Qui demande la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, j'ai lu avec un grand intérêt le rapport que vient de présenter Stéphanie Jannin, qui est très riche et qui mérite vraiment d'être regardé – et *a minima* le petit résumé qui en est fait pour la délibération que nous avons à voter. Cela concerne des choses extrêmement importantes sur la lutte contre le réchauffement climatique, sur la cohésion sociale. Ces deux sujets sont particulièrement liés. C'est important de le rappeler aujourd'hui. Quand on aborde un sujet comme la rénovation thermique des logements et d'autres sujets qu'évoquait Stéphanie Jannin, c'est bon pour l'emploi, c'est bon pour le pouvoir d'achat, et il y a un lien entre cette préoccupation environnementale et la préoccupation pour la situation de nos concitoyens – en particulier des plus démunis. Parallèlement, c'est d'autant plus important que nous savons que la France aujourd'hui ne tient pas encore ses engagements de la COP 21 en matière d'émission de CO₂. Ces engagements eux-mêmes, quand on les totalise sur l'ensemble des pays, ne suffisent pas à ce qu'on reste dans la limite de 1,5°C. Il y a donc là un sujet extrêmement important. Le rapport est pluridimensionnel. Le sujet est pluridimensionnel et il faut l'aborder comme tel.

Je voulais juste apporter deux petites précisions complémentaires. La première, c'est que le Plan Climat Energie qui va suivre est un plan très important. Je souhaite que les associations soient associées à l'élaboration de ce plan. De même que, quand il s'agit de pistes cyclables, on sait que c'est important d'associer les associations de cyclistes. Là, il faut associer toutes les associations et toutes les entreprises qui sont concernées par cette préoccupation-là. Cela me paraît être un engagement qu'on doit prendre.

Le deuxième point, c'est qu'un sujet évoqué dans le rapport complet n'est pas repris dans la synthèse : la question du logement social et du prochain Plan Local de l'Habitat (PLH). Dans le rapport détaillé, il y a des objectifs beaucoup plus ambitieux qu'aujourd'hui. Vous savez qu'aujourd'hui, c'est 30 % de logements sociaux dans les nouveaux projets, 20 % de logements abordables et 50 % de privés. Dans le rapport détaillé, il est dit 36 % pour le logement social, 42 % même si on intègre la nouvelle nomenclature issue de la loi ELAN, et 17 % pour le logement en accession à la propriété abordable, notamment pour nos jeunes concitoyens. Personnellement, cela ne me choque pas du tout. Mais je pense que cela mériterait, par contre, un vrai débat, parce que c'est un sujet extrêmement important. Les chiffres que je viens de citer sont dans le rapport détaillé qu'on va approuver, mais ne sont pas dans la synthèse. Donc je tenais à ce que cela soit dit et qu'il y ait l'engagement d'un débat très clair sur ce sujet pour le prochain Plan Local de l'Habitat. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Sur les associations, cela fait partie de la création du Plan climat et du comité de pilotage que préside Madame Jannin. Donc vous pouvez être rassuré sur ce point.

Pour ce qui est du pourcentage de logements sociaux, lundi matin, en Conférence des Maires, nous avons présenté, avec l'ensemble des Maires présents, le PLH. Les chiffres que vous venez de donner sont 36 % de logements sociaux, auxquels se rajoutent 6 % de Prêt Social Location-Accession (PSLA - accession abordable). À l'unanimité, ce plan a été accepté par les Maires.

Il s'agit là de prendre acte. Ensuite, il faut que nous votions sur le fait que le rapport ait été présenté en Assemblée publique. Est-ce que quelqu'un est contre le fait que le rapport ait été présenté ? Quelqu'un s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N° 3 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - APPROBATION

M. P. KRZYZANSKI entre en séance (le pouvoir donné à Mme M. BODKIN est annulé).

Monsieur le Président

Toutes les affaires à partir de l'affaire 3, c'est Max Lévitá et la présentation du Budget primitif 2019. La parole est au Vice-Président, Max Lévitá.

Max LÉVITA

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, dans l'affaire 3, je dois vous présenter les Autorisations de Programme et les Crédits de Paiement, les créations, révisions et approbations. Vous savez que notre fonctionnement en APCP exige que toutes les autorisations soient présentées, ainsi que toutes les modifications, ce que je vais donc faire.

Premier point : la création de nouvelles autorisations de programme. Je vous propose 19 créations. Sur le budget principal : l'aménagement du carrefour au droit de la ZAC des Châtaigniers, la Halle French Tech Cambacérès pour 6,9 millions, le jalonnement touristique pour 2,2 millions, l'enfouissement des lignes à haute tension pour 9,9 millions, la dernière phase de l'usine de méthanisation, la reprise des rampes de l'ouvrage d'art de l'aéroport pour 1 million, la piste cyclable de Montferrier pour 1,25 million, la traversée de Sussargues, la traversée de Restinclières pour 1,7 millions. Sur le budget transport, je vous propose 4 créations : l'extension de la ligne 1 de tramway (41,958 millions), le schéma directeur d'accessibilité et des mobilités (1,65 million), l'acquisition de navettes et de bus (22,582 millions), l'inscription de la ligne 5 de tramway (418 millions), ce qui fait un total, pour ces 4 créations, de 484,283 millions. Sur le budget d'assainissement : la station d'épuration de Murviel, la station de Saint Georges d'Orques, l'extension de la station de MAERA pour 110 millions, le réseau primaire MAERA - Artis pour 4,28 millions, pour MAERA Cholet Mas Saint Pierre 3 millions, et pour MAERA - Verdanson 2 millions. Il y en a pour 124 millions.

Je rappelle en deuxième point les autorisations de programme, avec des modifications, des variations. En général, il faut les ajouter. Le total, vous l'avez sous les yeux. Je ne vais pas le lire. Il y avait 201 millions. Je vous propose d'ajouter 78 millions. Pour le budget principal, cela donne un peu moins de 280 millions.

Le troisième point concerne les AP, inchangés. Sur le budget principal, il y en a pour 340 millions. Sur le budget assainissement, il y en a pour 38,485 millions.

Au total, notre PPI (plan pluriannuel d'investissement) s'élève à 1,3 milliard. Voilà ce que nous avons à réaliser dans les années à venir. Bon courage.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Léviata. Avant d'ouvrir le débat sur cette affaire, je voudrais dire à Monsieur Rouilleault que le PLH sera discuté et voté au prochain Conseil de Métropole, et que lundi, en Conférence des Maires, à l'unanimité, les Maires ont accepté l'idée de pouvoir arrêter le PLUi, comme ils le demandaient, avant les élections municipales. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix.

Abstentions : 2 voix.

Se sont abstenus : M. Alex LARUE, Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 4 : FINANCES - BUDGET PRIMITIF 2019 - ADOPTION

Mmes A. BRISSAUD et P. MIRALLES entrent en séance.

M. A. MOYNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir donné par M. G. BALAZUN est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 4 : Budget Primitif 2019. Max Léviata.

Max LÉVITA

Mes chers collègues, j'ai l'honneur de vous présenter ce Budget 2019, qui s'élève en opérations réelles à 878 millions : 484 millions pour le budget de fonctionnement et 394 millions pour le budget d'investissement. C'est un budget rigoureux, qui répond à un certain nombre de contraintes que je vais vous présenter. C'est un budget destiné à préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. C'est un budget destiné à préparer l'avenir. Ce budget participe aux efforts qui ont été demandés par l'État dans le nouveau contexte des finances publiques, puisque, comme vous le savez, nous nous sommes engagés à respecter une évolution des dépenses réelles de fonctionnement, plafonnées à 1,5 %. C'est le contrat que vous avez signé, Monsieur le Président, le 23 mai 2018, avec Monsieur le Préfet. Ce qui est important de souligner, c'est que cette gestion nous permet de garder une capacité à agir. L'avenir n'est contraint par aucune décision d'aujourd'hui. C'est un budget qui permet une dynamique solidaire de développement durable du territoire, qui vient de vous être présentée par ma collègue, autour de trois ambitions : une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, une Métropole qui fédère. Cela se traduit essentiellement par 239 millions de dépenses d'équipements programmées en 2019, et l'ouverture que je viens de proposer, et que vous avez soutenue, de 19 nouvelles autorisations de programme, avec la caractéristique de ne toucher à aucun taux de fiscalité pour la sixième année consécutive.

Je vais vous présenter ce rapport. Il y a deux parties. Première partie : les équilibres budgétaires. Deuxième partie : c'est bien d'avoir un budget, mais ce qui est essentiel, c'est de savoir à quoi il est consacré.

Première partie : le budget, dans sa partie budgétaire et financière.

Il a été construit dans l'optique de préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. C'était d'ailleurs la raison de notre engagement, de ne pas toucher au taux de fiscalité, ni à la ville, ni à la Métropole.

Premier point : ce qui nous caractérise – Stéphanie Jannin en a parlé –, c'est bien sûr la dynamique démographique de notre territoire. Nous sommes la Métropole qui connaît le taux de croissance démographique le plus élevé. Nous sommes à 1,7 % par an depuis 2010. Au 1^{er} janvier 2019, ainsi que l'a dit Jean-Luc Savy, nous sommes à 472 573 habitants – c'est le chiffre officiel –, ce qui représente une augmentation de 1,6 % par rapport au 1^{er} janvier 2018.

Le second point sur lequel je veux insister c'est qu'il s'agit d'un budget toujours plus transparent. Nous avons à respecter un nouveau règlement budgétaire et financier. La matérialisation de toute la chaîne comptable a été mise en place en 2018. Enfin, en annexe 9, vous avez un miroir budgétaire pour détailler les relations financières entre la ville-centre et la Métropole.

Aujourd'hui nous avons enregistré les dernières décisions des communes, puisque nous avons dans le processus les attributions de compensation. Je vous rappelle, mes chers collègues, qu'en 2018 nous avons proposé deux opérations. D'abord, en février 2018, on a proposé de bonifier les Attributions de Compensation d'Investissements (ACI) rajoutées par les communes. C'était une opération gagnante pour les communes, qui ont vu leur ACI bonifiées. C'était une opération gagnante pour la Métropole, qui a vu les AC se rapprocher ainsi du montant qui aurait dû être transféré en 2015. Vous vous souvenez qu'on n'a transféré que 70 %. Il s'agit d'une opération avec un effort de solidarité de la Métropole, qui a abondé sur ses fonds propres les opérations de voirie communale.

En 2019, nous avons proposé une nouvelle avancée, avec la possibilité de passer en ACI à 100 % des dépenses de voirie transférées en 2015. C'est une opération gagnante pour les communes, qui voient leur épargne s'améliorer de façon conséquente. C'est une opération gagnante pour la Métropole, qui voit son AC se rapprocher du montant correspondant aux charges effectivement transférées en 2015.

Ce choix altère la capacité de désendettement de la Métropole. Mais elle réalise, à votre demande, un nouvel effort pour intégrer cette contrainte nouvelle à sa prospective budgétaire. Monsieur le Président, je vous annonce qu'il y a 19 communes qui ont gardé le système ancien, et 12 communes qui ont accepté le nouveau système. C'est-à-dire qu'à la majorité, si vous n'aviez pas fait preuve d'un libéralisme remarquable, on serait resté à l'ancien système.

Monsieur le Président

Ce qu'explique Max, c'est qu'un certain nombre de Maires ont souhaité passer au nouveau régime, et lorsque nous leur avons proposé les calculs, ils ont préféré rester à l'ancien. Pour nous, Ville de Montpellier, l'ancien ne nous arrangeait pas tant que cela. Donc nous avons pris l'idée de certains Maires, qui sont dans le groupe qui n'est pas le nôtre – je ne dis pas « opposition », parce qu'ils ne sont pas opposés tout le temps. La proposition qu'ils nous ont faite convenait mieux à Montpellier. Donc nous les avons écoutés. Nous nous sommes pliés aux propositions qu'ils avaient faites.

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro.

René REVOL

Max peut finir son rapport, et ensuite organiser un vrai débat ? Et pas des injonctions dans la salle.

Monsieur le Président

Vous n'êtes plus copains, maintenant. Avec le Sénateur, vous ne vous entendez plus, maintenant. Vous n'irez pas vous baigner dans le Lez.

Max LÉVITA

Comme on a reçu les décisions des communes hier dans la soirée, je vous présente le budget. On est dans le cadre ancien. On tiendra compte de vos décisions très prochainement et il y aura une Décision Modificative qui vous sera présentée le plus rapidement possible.

Il n'y a pas d'évolution de périmètre en 2019. De toute manière, dans le chapitre 9, dans l'annexe 9, tout ce que vous voulez savoir y figure.

Enfin, le contrat financier avec l'État. Nos dépenses de fonctionnement progresseront de 1,5 %, ainsi que vous vous y êtes engagé, Monsieur le Président. Nous proposons également une trajectoire de désendettement de la collectivité, qui correspond à une amélioration de son besoin de financement.

Monsieur le Président

Sur le 1,5, qui est le contrat financier avec l'État, le chiffre proposé par l'État, ou imposé aux collectivités, est de 1,2 – et pas 1,5. Si nous avons obtenu, par négociation avec l'État, 1,5, c'est parce que Montpellier Méditerranée Métropole a une croissance démographique gigantesque et que ce n'est pas une Métropole riche – c'est une Métropole modeste. Surtout, depuis le début du mandat, nous nous étions arc-boutés sur le 0 % d'augmentation des taux. Cela a donné confiance à l'État pour nous proposer ce pourcentage de 1,5, qui pour nous est plus avantageux que si on avait dû se plier à 1,2.

Max LÉVITA

Je vous présente, mes chers collègues, les grands agrégats du Budget primitif 2019, qui vous seront projetés. Le budget principal augmente de 1 % en fonctionnement, de 3 % en investissement. Dans les transports, nous augmentons de 1 % en fonctionnement et de 8 % en investissement. Pour l'assainissement, -1 % en fonctionnement et -10 % en investissement. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) : 0 %. Au total, la section de fonctionnement augmente de 1 %, et la section d'investissement de 4 %.

Les montants du Budget primitif, que je vous ai présentés, intègrent des ajustements qui sont intervenus entre le débat d'Orientations budgétaires et le présent vote. Il y a eu la publicité de l'évolution physique des bases de fiscalité : 2,2 % ont été accordés, contre 1 % prévu initialement. Un changement a été fait dans la politique de l'État. D'habitude, cette évolution était fixée dans la loi de finances. Cette fois-ci, il y a une modification statutaire, réglementaire.

L'évolution est calculée par l'INSEE et pas par la loi de finances. Elle est entre le 1^{er} décembre 2017 et le 30 novembre 2018. Donc l'évolution de nos bases est de 2,2 %.

Les indicateurs financiers de la Métropole. Je commence par les dépenses réelles de fonctionnement par habitant. Vous voyez, mes chers collègues, que nous sommes particulièrement bien placés. On est derrière Lyon, Strasbourg, Nantes, Bordeaux, ce qui montre que les dépenses de fonctionnement par habitant sont maîtrisées.

Je vous présente dans le tableau qui suit les principaux ratios. Dans le Budget primitif 2018, l'épargne brute était de 119 millions ; elle passe à 117. L'épargne nette passe de 62 à 59 ; le taux d'épargne brute de 20 à 19,5 % ; l'encours de dette de 953 à 911. Vous notez, mes chers collègues, que la dette diminue. La capacité de désendettement passe ainsi de 8 à 7,8 ans. Notre capacité augmente, ce que montre le chiffre qui diminue.

Je vous présente la structure générale du Budget. Une fois qu'on sait ce tableau, on sait tout sur le Budget. Il montre d'une part nos recettes, les impôts entreprises, les impôts ménages, la dotation de l'État avec les compensations, l'attribution de compensation, les autres produits de fonctionnement ; d'autre part les dépenses, les dépenses de personnels, les charges à caractère général, etc. Cela permet de dégager une épargne brute de 117 millions. Cette épargne alimente le budget d'investissement, à quoi s'ajoute l'emprunt pour équilibrer (126 millions). Les recettes propres s'élèvent à 67 millions. De l'autre côté, on a un remboursement de la dette (59 millions) avec des dépenses d'équipement (239 millions). La dernière ligne, vous l'avez en recettes et en dépenses. Vous nous donnez la capacité de négocier avec le secteur bancaire, s'il y a des évolutions favorables, de manière à faire des changements. On rembourse des emprunts pour les remplacer par de nouveaux emprunts, à des conditions meilleures.

Je vous présente rapidement, sur ce camembert, la répartition des dépenses réelles du Budget Primitif consolidé, par compétences. Vous pouvez voir que le premier poste budgétaire est celui de l'environnement (22 %), qui comprend la gestion des déchets, l'eau et l'assainissement. Si on prend les thématiques aménagement du territoire et énergie, urbanisme et habitat, transports et mobilité, et environnement, cela porte notre capacité de développement durable à, à peu près, la moitié du Budget Primitif 2019.

Sur le camembert suivant, je vous présente les recettes réelles du Budget consolidé, dans lequel vous voyez l'importance de l'impôt économique, l'impôt sur les entreprises (24%), les taxes sur les ménages (16 %) et les autres taxes. Il s'agit aussi du refinancement de la dette (10 %), de 14 % d'emprunts, des Attributions de Compensation en fonctionnement et du Fonds de Compensation de la TVA.

Si nous entrons un peu plus dans le détail, pour vous présentez la section de fonctionnement. Nous devons répondre aux exigences du contrat financier signé avec l'État. Donc une fois qu'on a retraité un certain nombre de dépenses, parce que l'État calcule à périmètre constant, le Budget 2019 contient les dépenses réelles de fonctionnement, en progression de 1,5. On est à 1,4. Pour les retraités, on est à 1,5, de budget primitif à budget primitif. Vous avez le tableau sous les yeux. Les dépenses sur le budget principal augmentent de 2 % en charges à caractère général, de 4 % en charges de personnels dont la mutualisation – sur laquelle je reviendrai. Les charges financières diminuent. Les autres dépenses diminuent également.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 619 millions : 484 millions de dépenses réelles et 135 millions de dépenses d'ordre. Les charges à caractère général sont à 161 millions. Pour l'opération, on passe du budget principal de 152 à 155,7, soit + 2 %. Pour les retraités, on passe de 152 à 155. Pour le budget transports, on passe de 0,7 à 0,6. Pour le budget d'assainissement, il est en diminution, comme vous pouvez le voir. La hausse des dépenses à caractère général, passant de 152 à 155, tient à l'augmentation des dépenses des déchets, pour 3 millions d'euros.

Les dépenses de personnels sont de 113 millions sur le budget consolidé. Le budget principal de 105 millions en 2018 passe à 109 millions. Mais c'est 109 millions à périmètre constant. On passe de 105 à 106. Il y a 3 millions qui concernent les opérations de mutualisation entre la ville-centre et la Métropole. Ce qui veut dire qu'il y a des opérations qui sont faites par la Métropole pour le compte de la ville. Mais, bien entendu, la ville paie les 3 millions en question. Donc on est dans ce cadre-là, à périmètre constant. Ce qui fait que notre évolution, hors mutualisation, s'élève à 1 %. Pour les budgets annexes, on est à 4 millions, sans changement par rapport à 2018.

Concernant les autres dépenses de fonctionnement, on est à 73 millions pour les associations, étant entendu que cette évolution est de 4,6 % par rapport à 2018. Elle est notamment due à la subvention au MOCO, qui augmente de 1,1 million d'euros par rapport à 2018 ; ainsi qu'à la subvention au bus des savoirs, qui a été mise en place lors de la Délégation de Service Public (DSP) transports ; et à l'augmentation des subventions de l'habitat concernant les aides au logement. Dans le rapport, vous avez le détail de ces subventions : 17 millions au Service Départemental d'Incendie et de Secours ; 13 millions pour l'Opéra et l'Orchestre National de Montpellier ; 9,6 millions au syndicat mixte de transport pour le transport scolaire ; 3,2 millions pour le MOCO (précédemment, on versait 1,6 million à l'École supérieure des beaux-arts) ; 3,1 millions au Domaine d'O ; 2,3 millions pour l'office du tourisme ; 1,8 million au Montpellier Rugby Club ; 1,7 million au Montpellier Handball ; 1,5 million au Montpellier Hérault Sport Club ; 1,4 million au Printemps des Comédiens ; 900 000 au Basket Lattes-Montpellier ; 900 000 au Montpellier Volley Université Club. Voilà les plus importantes subventions.

Au budget annexe transports, la contribution financière à TaM s'établit à 63,6 millions d'euros, en augmentation de 2,5 % par rapport au budget 2018. A quoi il faut ajouter d'autres subventions, en particulier celle pour le Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées (GIHP), qui s'élève à 1,2 million d'euros. Concernant TaM, la subvention d'équilibre inscrite au budget s'élève à 16,4 millions. Ce montant vient équilibrer le budget annexe en fonction des dépenses de la nouvelle DSP transports et du PPI, et des recettes issues notamment du versement des transports tout en modulant l'autofinancement dégagé par ce budget. Ce montant sera cependant à affiner, en fonction de l'équilibre réel qui sera atteint.

Les prélèvements sur nos recettes fiscales du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR), qui est un mécanisme de compensation mis en place à la suite de la réforme de la taxe professionnelle, s'élèvent à 18,6 millions, en équilibre par rapport à 2018. Le montant des autres aides (Fonds de Solidarité pour le Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes) prévues au budget 2019 est de 3,3 millions, en augmentation de 15 % par rapport au BP 2018.

Les charges financières. Les intérêts s'élèvent à 28,4 millions : 12,6 millions pour le budget principal et 12,8 millions sur le budget annexe des transports, à quoi il faut ajouter 3 millions sur le budget annexe de l'assainissement. L'année 2018 a été marquée par la poursuite de la baisse des taux. Les taux variables sont restés négatifs sur la totalité de l'exercice. Dans notre prévision, nous sommes prudents. Nous avons prévu que les taux variables pouvaient augmenter de 100 points de base, c'est-à-dire 1 point d'intérêt.

La structure de la dette est équilibrée. À taux fixe, on est à 52 %. À taux fixe et à taux variable, on est à peu près à 50-50. Cela permet de bénéficier d'économies significatives. Le taux moyen est de 2,54 pour l'ensemble (fixe et variable). Si je distingue, on est à 3,82 en taux moyen fixe, et 0,66 en taux moyen variable. Nous sécurisons. Nous avons 13 prêteurs différents. 95 % de notre encours sont cassés en A sur la Charte Gisler. Il nous reste un emprunt, que nous surveillons, comme le lait sur le feu, qui est en difficulté mais qui a une ancienneté qui nous précède largement. Les objectifs de la Métropole sont de maintenir l'équilibre entre les emprunts à taux fixe et à taux variable. On reste à 50-50. Nous proposons des actions de sécurisation et d'optimisation. C'est ce que j'ai souligné dans la dernière ligne de la présentation du budget.

Concernant les recettes de fonctionnement, il s'agit de 361 millions de recettes fiscales. En premier lieu, ainsi que le Président Saurel s'y est engagé, le taux d'imposition de la Métropole est inchangé en 2019. Nous prévoyons 601 millions de recettes pour le budget consolidé, soit une augmentation de 0,5 % par rapport au Budget primitif 2018.

Monsieur le Président

0 %. Seule ville et seule Métropole en France à l'avoir fait – hors Paris. Mais Paris n'a pas les mêmes capacités que Montpellier. Personne ne comprendrait que je puisse comparer Montpellier et Paris.

Max LÉVITA

Sur les recettes fiscales, nous avons prévu 361 millions. Les taux d'imposition vous sont présentés. Je vous présente ce tableau qui vous montre notre situation. Si on ajoute, pour le taux de taxe d'habitation, la ville-centre et la Métropole, nous sommes en sixième position, derrière Lille, Strasbourg, Rennes, Marseille et Toulouse. On est à 34,57 %. Sur le foncier bâti, nous sommes en troisième position, derrière Grenoble et Nantes. Cette fois-ci, Toulouse prend l'avantage sur nous.

Concernant ces recettes fiscales, bien sûr, on est dans le domaine de la prévision. La Direction Départementale des Finances Publiques ne nous a pas encore notifié les recettes. Nous allons donc tenir compte de l'évolution forfaitaire des bases de 2,2 %. Le problème est d'estimer la base. En ce moment, nous avons un problème, que je vous avais signalé lors du débat d'Orientations budgétaires. Mais je suis obligé d'insister lourdement. L'évolution de la taxe d'habitation n'est pas du tout conforme à nos attentes. Nous contestons. Elles ont diminué. Les rôles font apparaître une diminution des bases d'imposition de 13 millions en 2018 par rapport à 2017, ce qui nous paraît assez incompréhensible.

Nous avons signalé cette situation au Directeur Départemental des Finances Publiques, ainsi qu'au Ministre. Nous attendons une explication pour comprendre cette évolution. Ce phénomène est essentiellement concentré sur la ville de Montpellier.

Sur la réforme de la taxe d'habitation, je ne peux rien vous dire, mes chers collègues, parce que pour le moment nous n'en savons strictement rien. Simplement, le Président de la République, dans une interview récente, a bien indiqué que la taxe d'habitation disparaîtrait pour tout le monde en 2021. Pour être remplacée par quoi ? Je donne ma langue au chat. C'est ce que je réponds à ma petite fille lorsqu'elle m'interroge.

Je vous présente ici les produits fiscaux. Sur les impôts ménages, aucun taux n'a bougé. Sur le tableau qui va être donné, vous avez la répartition. Pour la taxe d'habitation, nous escomptons 85 millions. Pour le foncier bâti, 1 million. Pour le non bâti, 900 000. Pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, 72,8 millions. Aucune augmentation de taux n'est prévue. La cotisation foncière des entreprises : 60,6 millions. Aucune augmentation de taux. Pour la CVAE, la TASCOM, l'IFER, les taux sont nationaux ; nous n'avons pas la possibilité de les modifier. Quant au versement transports, nous n'avons pas l'intention d'y toucher. On escompte une recette de 89,4 millions.

La Métropole confirme le bouclier social, avec une politique d'abattement. Je vous signale qu'elle est facultative. Nous la maintenons. Elle entraîne des allègements fiscaux pour les foyers fiscaux les plus modestes. Il y a un abattement général – tout le monde participe – de 7 %. L'abattement pour une ou deux personnes à charge est maintenu à 12 %. L'abattement à partir de la troisième personne à charge est maintenu à 17 %. L'abattement spécial de 10 %, pour les personnes en situation de handicap, est maintenu. Au total, ces abattements représentent 12,2 millions d'euros de produits de taxe d'habitation, qui ne sont pas perçus par la Métropole, en vue de préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. La ville de Montpellier a une politique similaire. Ses abattements représentent 18 millions. Au total, si vous additionnez, cela fait près de 30 millions qui ne sont pas relevés par nos institutions.

Vous avez sous les yeux le camembert qui montre la répartition de ces produits fiscaux, à quoi il faut ajouter la taxe sur la consommation d'électricité, qui a été transférée par deux communes, Montpellier et Grabels. Il est prévu 4,8 millions. Pour la taxe de séjour, on escompte 3 millions, soit + 2 % par rapport à 2018. On n'a pas encore les résultats complets de ce qui a été touché en 2018, puisque les entreprises, les hôteliers ont la capacité de payer avec un décalage de deux à trois mois. La taxe GEMAPI : 3 millions.

Le tableau suivant vous permet de voir le total, la synthèse de ces prévisions de recettes fiscales. Sur la première ligne « Cotisations Foncières des Entreprises (CFE) », l'augmentation des loyers a été jugée par l'INSEE au plan départemental. Cette augmentation des loyers, qui entre dans le calcul de la CFE, diminue de 1 %. Par contre, on a les 2,2 % dont je vous ai parlé. Vous avez le détail sous les yeux, qui vous permet de voir les hypothèses sur lesquelles nous nous sommes basés pour produire les prévisions de recettes fiscales.

Les recettes de dotation globale de fonctionnement s'élèvent à 46,7 millions. Pour la deuxième année consécutive en 2019, l'État ne nous prend pas d'autorité une part. Il a une nouvelle technique. C'est la limitation de l'augmentation à 1,5. Le précédent Gouvernement procédait par une diminution de nos dotations. Elle a commencé en 2014 à 4 millions, puis 10 millions chaque année. La dernière année, les 10 millions n'ont été que 5 millions. Au total, on a quand même perdu depuis le début du mandat, 162 millions. Si vous savez que 1 million en fonctionnement permet 10 millions en investissement, vous avez une idée de ce qui nous a été infligé par le précédent Gouvernement.

Compte tenu de l'augmentation de la population, la dotation d'intercommunalité aurait dû être de 32 millions. Si on enlève les 29,6 millions que je viens de vous présenter, il ne reste plus que 2,5 millions, à quoi on ajoute la dotation de compensation (44,2 millions). Les compensations de l'État : 5,6 millions.

Le fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales s'élève à 6,3 millions. L'État a figé le montant de ce fonds de péréquation à 1 milliard. Il n'augmente plus, alors que, quand il a été conçu, il devait augmenter de 200 millions par an. On a arrêté.

Les autres recettes de fonctionnement s'élèvent à 181 millions, dont les produits des services. Pour le budget principal, ils augmentent de 8 %. Pour le budget des transports, ils n'augmentent pas. Pour l'assainissement, ils augmentent de 5 %. Le montant prévu pour le budget principal s'élève à 34,7 millions. C'est une progression de 8 % par rapport au BP 2018. Cette augmentation était essentiellement due au remboursement lié à la mutualisation – les 3 millions dont je vous ai parlé tout à l'heure – de la ville de Montpellier à la Métropole. Les attributions de compensation et les dotations de compensation : 71 millions. Nous avons inscrit le résultat de l'estimation des transferts de charges de la dernière CLECT, qui a eu lieu en septembre 2018. Une CLECT est prévue la semaine prochaine. Nous enregistrerons ses résultats ultérieurement. Au total, 54,5 millions sont versés par les communes en 2019, comme en 2018. La dotation de compensation versée par le Département : 16,4 millions en 2019, comme en 2018.

Je passe à **la section d'investissement**.

Les dépenses d'investissement dans le budget réel vont s'élever à 394 millions dans le budget principal, au total. Elles augmentent de 8 % dans les dépenses d'investissement. Les dépenses d'équipement sont à 198 millions pour le budget principal, 21 millions pour le budget annexe transports et 19 millions pour le budget de l'assainissement. Je vous ai fait voter tout à l'heure, en première affaire, les nouvelles opérations en autorisations de programme. Vous l'avez sous les yeux. Il s'agit de la ligne 5 de tramway (418 millions), de la station d'épuration MAERA (110 millions), de l'extension de la ligne 1 (42 millions). Ces nouveaux cycles sont intégrés dans la prospective financière.

L'encours de dette, au 1^{er} janvier 2019, dans le budget principal est à 379 millions, dans le budget annexe transport à 453 millions, dans le budget annexe assainissement à 79 millions. Nous sommes à 911 millions de dette. Nous ne sommes pas encore milliardaires. Encore un petit effort, et nous y arriverons.

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 277 millions. Vous en avez le détail dans le tableau projeté. J'attire votre attention sur la dernière ligne, sur le refinancement de la dette, en recettes et en dépenses. C'est une opération que nous ferons peut-être si le marché répond à nos attentes, s'il évolue dans le bon sens. Les subventions estimées pour 2019 s'élèvent à 33 millions pour le budget consolidé. Le Fonds de Compensation de la TVA, les attributions de compensation d'investissement : à la suite de la mise en place par la CLECT, les modifications ont été enregistrées. Les problèmes des amendes de police s'élèvent à 5 millions. C'est un dispositif qui va s'éteindre à compter de 2019 du fait de la réforme du stationnement payant. Le produit attendu des cessions foncières est estimé à 4,9 millions.

Deux mots sur la taxe d'aménagement. Nous estimons que cette recette s'élèvera à 3 millions en 2019. Je vous rappelle, mes chers collègues, que cette taxe est encaissée par la Métropole. Ensuite, la Métropole la garde, si vous le décidez. Sinon, il y a un partage entre la Métropole et chacune des communes, entre 0 et 100, à la décision de chaque commune.

Le montant des emprunts, compte tenu des volumes d'investissement prévus, s'élèvera à 126 millions, pour le total des budgets consolidés. Vous avez l'évolution de la dette, en millions d'euros. Mes chers collègues, j'attire votre attention sur le fait que, depuis le 1^{er} janvier 2015, cet encours de dette a diminué. Nous sommes passés de 968 millions à 911 millions.

Voilà le premier paragraphe. Une politique budgétaire bonne. Une politique budgétaire financière. Elle doit être bonne, parce qu'elle est au service d'une politique ambitieuse du développement de la Métropole.

Deuxième partie : que fait-on des sommes d'argent que je vous ai présentées ?

Dans cette seconde partie, il y a trois paragraphes : une Métropole qui entreprend, qui conclut par l'impact de la commande publique sur l'emploi ; une Métropole qui protège, et nous concluons par le développement durable au cœur des politiques publiques, ainsi que l'a présenté Stéphanie ; une Métropole qui fédère et nous concluons par la préservation du pouvoir d'achat de nos concitoyens.

On commence par le premier : **une Métropole qui entreprend**. Premier sous-paragraphe : **les transports et la mobilité**. Vous avez le budget de fonctionnement qui est projeté, le budget d'investissement, le personnel. Vous pouvez voir les opérations prévues, essentiellement l'extension du réseau de tramway, le lancement de la ligne 5, les programmes de rénovation du réseau de tramway. Les lignes 1 à 4 sont en place mais il faut les maintenir. Il y a 9 millions. L'exploitation des réseaux de transports, je vous l'ai dit. Il y a 63 millions versés par la Métropole pour l'exploitation du réseau, 49 millions au titre de l'équilibre des contrats et 14 millions au titre des compensations tarifaires. L'achat, l'acquisition de 16 bus au Gaz Naturel de ville et 15 bus déployés sur le réseau suburbain. Cela représente une dépense de 10,7 millions. La subvention au GIHP de 1,2 million. La gestion multimodale des déplacements. Ainsi que vous l'avez sur le rapport, la Métropole gère 13 parkings, en ouvrage, sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez. Cette gestion représente une dépense de 600 000 euros, pour une recette estimée à 4,7 millions.

Je vais vous dire deux mots du Schéma Directeur des Mobilités Actives. 22 kilomètres ont été réalisés depuis 2014.

Monsieur le Président

30 ! Tous les jours, il y a un journaliste différent qui m'appelle pour que je lui fasse passer le compte rendu exact des kilomètres de pistes cyclables et de domaines cyclables. Là, on les a affichés. Il n'y en a pas 22 ; il y en a 30, parce qu'on a tout compté. Par exemple, il y en avait qu'on n'avait pas compté. On n'avait pas compté le domaine cyclable de la ligne 4 de tramway, la piétonisation de la rue Auguste Broussonnet, la piétonisation de la rue Saint-Louis. À tort, on avait compté les 4 kilomètres de la déviation de Castries, où il n'y a pas de piste cyclable. J'ai demandé à ce qu'ils soient retirés, mais en rajoutant la piste cyclable de Grabels à Montferrier, sur la D127. Ainsi, on a fait le comptage exhaustif de tous les domaines cyclables que nous avons réalisés depuis 2014, ce qui fait 30 kilomètres. Vous les avez-là, vous les photographiez et vous ne me téléphonez plus. Parce que, toute la journée, on me téléphone pour me dire cela. Ils sont là, vous les photographiez. Ce slide, et celui d'après. Voilà le travail. Vous avez tout, parce qu'on a fait figurer là aussi l'ensemble des projets sur lesquels nous sommes en train de travailler. Ces projets font partie du Schéma Directeur.

M. C. COUR entre en séance.

Monsieur Cour. Notez Monsieur Cour. Il vient d'arriver.

Il y a des projets de pistes cyclables, qui font partie du Schéma Directeur. Mais il y en a aussi quelques-uns qui traitent de pistes cyclables qui sont en-dehors de la Métropole. Il s'agit notamment du sujet que nous a fait valoir le Maire de Saint Geniès des Mourgues, sur l'ancienne voie ferrée, qui est en continuité avec le Département. Il y a également le projet de piste cyclable qui relie à la Communauté de Communes du Pic Saint-Loup au niveau de Saint-Gély-du-Fesc. Cela fera plaisir à Madame le Maire de Saint-Gély-du-Fesc, qui m'a sollicité sur ce point. Donc on a tout mis là-dedans. Photo ! Et je ne veux plus de coups de téléphone. Par pitié.

Max LÉVITA

Vous avez photographié ? Nous pouvons poursuivre. Après les transports et mobilités, j'attire votre attention sur l'économie, l'innovation et l'attractivité. En 2019, ma collègue Chantal Marion investira 1 million dans la Cité intelligente. Elle va lancer l'opération de Halle French Tech. 6,9 millions sont inscrits, dont 1,4 million en crédits de paiement pour 2019. Vous avez également 1 million prévus pour la création d'entreprises par le BIC. Le budget dédié à l'emploi, l'insertion et l'économie solidaire s'élève à 1,4 million d'euros. Le budget consacré à l'animation de l'écosystème French Tech et à l'animation des filières s'élève à 1,4 million en 2019. À quoi il faut ajouter le projet Montpellier Capital Santé, qui est un projet novateur et fédérateur. C'est un projet global qui représente 12 millions – je parle sous votre contrôle, ma chère collègue. La Métropole apportera 3,7 millions de cofinancement sur des projets innovants et ambitieux. En 2019, 1,3 million sont prévus dans le cadre du pacte métropolitain d'innovation Montpellier Capital Santé. 1,2 million sont consacrés à l'enseignement supérieur et à la recherche. Dans le domaine de l'agroécologie, qui est une dimension d'excellence soulignée par mes différentes collègues (Madame Jannin, Madame Fourcade, Madame Marion), 300 000 euros sont prévus pour rapprocher le consommateur de son environnement immédiat.

Monsieur le Président

Excusez-moi. Il y a eu un oubli, encore, sur la liste. Ce n'est pas 30, mais 31. Je vais vous expliquer d'où cela vient. C'est parce que le budget des pistes cyclables est intégré dans le budget voirie. Donc il n'est pas différencié. Il y a le kilomètre de la route de Nîmes à Saint-Brès, qui va être refait complètement, qui mène du centre du village à l'avenue Georges Frêche et à la ZAC de Cantausse. Il y a là 1 kilomètre de piste cyclable, entamé. 31. Maintenant, j'arrête.

Max LÉVITA

J'ajoute la subvention de 2,3 millions versée à l'office du tourisme métropolitain pour privilégier notre place de destination culturelle et sportive, avec nos festivals, l'Euro de volley, le FISE et la Coupe du Monde de football féminin.

L'aménagement du territoire. Vous avez projeté le budget de ce paragraphe. 2,1 millions sont inscrits au budget pour soutenir les bailleurs sociaux. Il y a le plan de développement urbain, de déplacement urbain, pour 300 000 euros, pour exercer la compétence PLU. 800 000 euros sont consacrés à l'accompagnement des grands projets d'infrastructures : le projet de contournement Ouest, la déviation est, la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan. Le Fonds de Solidarité Logement (FSL), de 3 millions, sert à financer des aides aux ménages en grande précarité. 2,4 millions pour les études de préfiguration du nouveau quartier de rénovation urbaine Mosson et Cévennes, qui sont suivies par la SA3M, société à laquelle le mandat a été confié. 1,1 million inscrits pour lutter contre l'habitat indigne. Les acquisitions foncières s'élèveront à 7,9 millions en 2019. Enfin, nous avons confié à la SA3M la réalisation de notre schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage. C'est un budget de 18 millions. Nous y consacrons 4,6 millions pour la première année de démarrage.

Les concessions d'aménagement : 1,4 million à la French Tech, dans le quartier Cambacères ; 1,2 million pour l'aménagement de la ZAC Euromédecine ; 400 000 pour l'opération Ode à la mer ; 500 000 pour la concession du parc d'activités Marcel Dassault – c'est la deuxième extension à Saint Jean de Védas. 4,6 millions sont prévus pour la réalisation de mandats d'études destinés à l'analyse des potentialités, aux études de faisabilité, aux montages opérationnels des nouveaux secteurs à vocation économique. Nous avons inscrit 5 millions pour les travaux d'enfouissement des lignes à haute tension, entre Montpellier Port Marianne et Castelnau-le-Lez. Enfin, nous avons prévu 10,3 millions d'investissements publics dans les 80 Projets Urbains Partenariaux (PUP). Nous avons prévu d'investir 10,3 millions, pour 9,8 millions de recettes.

Gestion des espaces publics. Vous avez le budget de fonctionnement, d'investissement, ainsi que le personnel. La Métropole poursuivra la réalisation des infrastructures qui sont prévues, en distinguant les différents pôles qui sont prévus. Vous avez dans le rapport la distinction entre l'action sur le pôle de Montpellier, pour lequel 2 millions sont prévus en renouvellement de chaussée, 900 000 en développement des lanternes LED. 800 000 euros sont affectés au renouvellement des trottoirs, avec la réalisation de projets d'aménagement liés au projet Campus, ainsi qu'au projet ANRU. Sur le pôle Plaine Ouest, 3,5 millions de crédits de paiement sont prévus. Il s'agit essentiellement du giratoire à Pignan, des travaux de la ZAC de la Lauze et du barreau de liaison Ouest avec le carrefour de la RD612 à Saint Jean de Védas. Sur le pôle Piémont et Garrigues, 6,6 millions de crédits de paiement sont prévus pour réaliser notamment les travaux de sécurisation et la liaison douce de l'avenue de Kalkar à Juvignac, la requalification de la partie basse de l'avenue des Jardins. Sur le pôle Vallée du Lez, 5,3 millions de crédits de paiement sont prévus. Sur le pôle Littoral, 5 millions sont

prévus. Pour le pôle Cadoule et Bérange, 3,5 millions sont prévus.

Conclusion de ce paragraphe : l'impact de la commande publique sur l'emploi. Si on fait le calcul, ce budget prévoit de dépenser 161 millions en fonctionnement, par des commandes adressées au secteur privé, et 239 millions en investissement. Cela fait un total de 400 millions de dépenses privées à destination du privé, ce qui représente d'après les calculs de la Fédération Nationale des Travaux Publics à 4 000 emplois directs ou indirects.

Deuxième paragraphe de la deuxième partie : une Métropole qui protège. Dans ce cadre, je vous parle de l'eau, l'assainissement et la GEMAPI. Vous avez le budget qui est présenté, ainsi que la présentation des principales opérations. En assainissement, 1,5 millions sont prévus pour des travaux d'extension de réseaux (Castries, Clapiers, Prades-le-Lez). Les derniers travaux de finalisation sur l'intercepteur et le lancement jusqu'à la station MAERA. Les travaux de renouvellement de réseaux d'assainissement dans les communes : 7 millions sont prévus. Vous avez le détail dans le rapport. Les travaux à MAERA pour 2019 : on a prévu un budget de 4,9 millions d'euros. Vous savez que la station collecte et traite aujourd'hui les affluents de 19 communes, 14 sur le territoire de la Métropole et 5 sur les communes extérieures.

Pour les travaux sur ouvrages d'assainissement, on a prévu 4,7 millions. Cournonterral : réhabilitation de l'ancienne file de la station d'épuration intercommunale. Murviel : réalisation d'une nouvelle station d'épuration. Sur Saint Georges d'Orques également, avec les nouvelles opérations de programme que je vous ai citées.

Pour l'eau potable, c'est la Métropole qui porte les études stratégiques en lien avec le schéma directeur d'eau potable. 500 000 euros sont prévus à cet effet. Pour la prévention des risques majeurs et des milieux aquatiques, 7,9 millions sont dédiés à ces actions, 3,2 millions en fonctionnement, dont 1,5 million relèvent du nouveau périmètre GEMAPI, et 4,7 millions en investissement, dont 1,9 million relèvent du nouveau périmètre GEMAPI. Les opérations prévues figurent dans le dossier. Les dépenses de défense extérieure contre l'incendie : 1,1 million sont prévus pour la création et le remplacement des poteaux incendie. Je vous rappelle la contribution que nous versons au SDIS et qui s'élève à 17,1 millions.

L'environnement et la gestion des déchets : c'est un budget, au total, de plus de 100 millions. Après la rénovation des déchèteries de Baillargues et de Lavérune, on poursuivra en 2019 sur le reste du parc. 2,4 millions sont prévus. Pour les points d'apport volontaire, un budget de 900 000 est prévu en fonctionnement et de 300 000 en investissement. La collecte des déchets : le contrat de prestation collective s'élève à 22 millions en fonctionnement. 600 000 euros sont prévus en action de prévention et de sensibilisation dans ce domaine. On ne fera jamais assez d'efforts pour convaincre nos concitoyens qu'ils peuvent participer à la recherche d'économies en ce domaine. Le traitement des déchets : 6,5 millions sont prévus dans le cadre du mandat de 19 millions confié à la SA3M. Nous avons également prévu que le casier de Castries fermerait, ce qui nécessite une enveloppe supplémentaire de 3 millions pour organiser le traitement des déchets en-dehors du territoire de la Métropole.

Conclusion de ce paragraphe, et en apport au dossier présenté par Stéphanie Jannin tout à l'heure : le développement durable au cœur des politiques publiques. Cela se marque par le développement durable au cœur de la politique d'urbanisme et d'habitat, avec la révision des plans de développement urbain et du plan de prévention du bruit, la poursuite du programme Écocité de demain, le soutien à la réalisation de travaux dans les logements anciens dégradés et le nouveau projet de rénovation urbaine dans les quartiers Mosson et Cévennes. C'était alpha.

Bêta : le développement durable au cœur de notre politique d'agroécologie. 400 000 euros sur le Domaine de la Condamine et l'accueil des 179 municipalités dont a parlé Stéphanie tout à l'heure dans son rapport, avec la sensibilisation des plus jeunes publics à l'Écolothèque. Stéphanie Jannin en a parlé tout à l'heure. Vous voyez que c'est en complément. La politique économique et budgétaire est en complément de votre politique, ma chère collègue.

Alpha, bêta. Gamma : le développement durable au cœur de la politique de mobilité. Il s'agit de la mise en place des Zones à Faibles Emissions, du lancement du dispositif du dernier kilomètre, grâce notamment à des véhicules électriques, de la ligne 1 de tramway étendue, de la ligne 5 lancée, de l'extension de l'aire piétonne sur le secteur Sud Comédie prévue avec la piétonnisation de la rue de Verdun.

Alpha, bêta, gamma. Delta : le développement durable au cœur de notre politique de gestion des réseaux énergétiques. C'est le Plan Climat Energie Territorial. C'est les énergies renouvelables avec la pose d'ombrières photovoltaïques sur le parking de la piscine Poséidon, la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire, premier programme métropolitain à énergie positive, 100 % autonome en énergie, la réhabilitation du Centre Nautique Neptune avec l'objectif de 100 % d'énergie positive, les travaux de rénovation au cœur des bâtiments administratifs, la subvention à l'agence locale de l'énergie et du climat, la rénovation de l'éclairage public consacrée au développement des lanternes LED pour un éclairage plus économe, la poursuite du renouvellement du matériel roulant pour les 15 bus dont j'ai parlé tout à l'heure au Gaz Naturel de ville.

Alpha, bêta, gamma, delta. Je passe à epsilon...

Monsieur le Président

Êta ! êta !

Max LÉVITA

Êta ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Epsilon ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Epsilon ? Êta ?

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Êta ça viendra après. Merci, je ne savais plus l'ordre exact.

Monsieur le Président

Alpha, bêta, gamma, delta... Epsilon ?

Max LÉVITA

Le développement durable...

Monsieur le Président

Êta ?

Max LÉVITA

Je n'aurais pas dû me lancer dans ce...

Monsieur le Président

Zêta ?

Max LÉVITA

Je n'aurais pas dû... Pour souligner...

Monsieur le Président

Google ! Google !

Max LÉVITA

Le développement durable au cœur de notre politique de gestion des déchets. Travaux d'amélioration des conditions d'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST : 1,3 million d'euros. 6,5 millions pour l'extension du centre de tri DEMETER.

Alors donc après ?...

Monsieur le Président

Zêta !

Max LÉVITA

Zêta : le développement durable au cœur de notre politique de gestion des eaux usées. Travaux d'amélioration de 4,9 millions, pour l'amélioration des rendements du système MAERA, dans le cadre d'un programme pluriannuel de 110 millions. J'espère, ma chère collègue, Stéphanie, que nous traduisons financièrement ce que vous avez mis en objectif dans le rapport que vous avez présenté.

Troisième et dernier paragraphe : une Métropole qui fédère. Nous poursuivons notre action au service de toutes les communes, pour fédérer notre action autour de l'action sociale, des sports et de la culture.

L'action sociale. Vous avez le budget, qui représente essentiellement la nouvelle compétence transférée du Département, le FAJ, qui vise à favoriser l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans. Le budget s'élève à 400 000 euros. La politique de la ville : le budget s'élève à 500 000 euros. Le projet de téléalarme fonctionne. Il équipe 1 500 habitants de la Métropole. Le cimetière métropolitain va être lancé pour répondre aux besoins des 31 communes. Je vous rappelle que c'est un budget de 37 millions au total, en autorisations de programme. Nous inscrivons 2,2 millions au Budget Primitif 2019.

Les sports. Vous avez marqué en fonctionnement 17 millions, en investissement 16 millions, ainsi que le personnel. Essentiellement, les piscines. On a un réseau de 14 piscines, qui représentent un fonctionnement de 2,2 millions d'euros, dont 1,1 million pour la piscine olympique. Les stades. Le stade de la Mosson : il faut entretenir ce stade (300 000). Le complexe sportif Yves du Manoir : 300 000 également. Je vous rappelle la décision qui fait mal à un certain nombre d'entre vous : 10 millions pour le financement du stade Louis Nicollin. En accessibilité, puisque la politique d'accessibilité décidée par l'État s'impose à tous les établissements publics de vos communes, de nos communes et de la Métropole, 2,3 millions sont prévus, dont 2 millions pour l'accueil du Palais des Sports. Développement des sports : 9 millions de subventions, dont j'ai parlé précédemment. J'en reparle ici, en soulignant l'Open Sud de France, le tournoi international de tennis féminin, le FISE, le Festikite, le Trophée Taurin Montpellier 3M, les Beach Masters, les Masters Tambourin, etc. En soulignant que nous accueillons, du 7 juin au 7 juillet, la Coupe du Monde de football féminin, et que notre Métropole accueillera 4 matchs, plus un huitième de finale, pour un budget de fonctionnement de 200 000 euros.

Jean-Luc MEISSONNIER

Intervention hors micro.

Max LÉVITA

Merci, Monsieur le Vice-Président chargé des sports.

La culture. Je parle sous votre contrôle, Monsieur Travier. On a un budget de 84,5 millions. Essentiellement, vous lancez le Conservatoire à Rayonnement Régional. C'est une opération d'autorisation de programme de 37 millions. Les travaux démarrent cette année, pour 12 millions. Vous avez mis en place, mon cher collègue, un réseau des écoles de musique municipal, qui est mis en œuvre. Onze communes ont intégré ce réseau. Vous avez également mis en place le projet pédagogique DEMOS, dont je sais que vous êtes particulièrement fier. Il est prévu dans ce budget. Le réseau des lectures publiques : nous en sommes aujourd'hui à 15 médiathèques, pour un budget annuel de fonctionnement de 2,4 millions, à quoi il faut ajouter les travaux prévus à la médiathèque Émile Zola pour accueillir la médiathèque Fellini, qui devrait fermer ses portes. Soulignons les manifestations d'envergure que vous prévoyez, et pour lesquelles le budget s'élève à 19,6 millions. Montpellier Danse, la Comédie du Livre, le festival Cinemed, l'Agora des savoirs, la Métropole fait son cinéma, la Métropole fait son cirque : 19,6 millions d'euros.

Il faut également indiquer l'ouverture du Centre d'art contemporain prévue le 20 juin 2019. Nous avons prévu de verser 3,2 millions à l'ensemble, qui regroupe La Panacée, l'École supérieure des beaux-arts ainsi que le MOCO. 3,8 millions sont prévus à cet effet. Le Musée Fabre n'est pas oublié : c'est un budget de 7 millions d'euros en fonctionnement, avec les frais de personnel inclus, et 1,1 million en investissement pour l'enrichissement de vos collections. La subvention à l'Orchestre est maintenue à 13,4 millions d'euros. Montpellier Danse continuera à porter son festival : 1,5 million sont prévus. Enfin, la contribution au Domaine d'O s'élève à 3,1 millions en 2019.

Conclusion de ce paragraphe : la préservation du pouvoir d'achat de nos concitoyens. Si on a choisi de gérer avec rigueur les finances, c'est parce que la situation économique nationale et locale l'impose. Chaque euro budgété doit être un euro qui compte, ce qui permet de préserver le service rendu aux usagers, tout en intégrant le respect du contrat financier signé avec l'État, et de ne pas obérer l'avenir par des politiques inconsidérées. Ce choix nous permet de préserver le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Je vous rappelle les phénomènes qui sont pris. Premièrement, on ne touche pas aux taux. Deuxièmement, le bouclier social est préservé. Troisièmement, la baisse des tarifs est confirmée – ce qui a été fait pour la Régie des eaux : le tarif a été baissé de 10 % pour les communes concernées. La tarification sociale est maintenue en matière de transport. On laisse le voyage à 1 euro à condition de prendre un carnet. L'abonnement des 16-25 ans : la baisse a été de 50 euros. C'est maintenu. Les services à la population : les tarifs d'abonnement sont attractifs. Enfin, notre effort en matière de logement social est confirmé.

Au total, mes chers collègues, le budget est un acte démocratique fort. On le construit sous votre surveillance et sous la surveillance des citoyens. Il respecte la parole donnée. Il accroît la transparence financière. C'est un budget qui porte une dynamique solidaire. C'est un budget qui est dans le cadre du développement durable, au service du territoire et de chacun de nos concitoyens. Nous projetons 239 millions de dépenses d'équipement, ce qui est permis par une gestion rigoureuse. Aujourd'hui, c'est une équation vertueuse qui vous est présentée. Je ne détaille pas les annexes. Il y en a 9. J'aurais l'impression d'abuser. Mais je répondrai à vos questions, essentiellement.

Mes chers collègues, j'ai eu l'honneur de présenter ce budget. Mais je tiens à souligner que c'est une œuvre collective, de tous les Vice-Présidents, des élus de la majorité et de l'administration. Je les remercie pour leur engagement et leur compréhension de la situation nationale et locale. Je dois remercier le Président pour son accompagnement et son soutien, ainsi que le Directeur Général des Services. Permettez-moi de remercier le service des finances, d'avoir coordonné le travail de tous les services de l'administration et de vous avoir présenté un dossier, un document qui, j'espère, est lisible, vous permettant une vision transparente et claire du fonctionnement de notre Métropole. Dans ce cadre, je remercie Mesdames Beregi Bernard et Leupert. Merci de me donner autant de dames, Monsieur le Président – en plus, des dames compétentes. Je remercie aussi le Directeur des finances, Monsieur Vincent Domeizel.

Je sais, mes chers collègues, que vous attendez la conclusion, par une citation. Elle n'est pas aussi jolie que celle de Madame Jannin, mais elle n'est pas mal. Je l'ai déjà utilisée d'ailleurs. Elle a été utilisée par un atelier qui l'a présentée pour ses vœux. Mais elle est trop belle pour que vous y échappiez. C'est un proverbe tibétain. « Quand tu es arrivé au sommet de la montagne, continue de grimper. » Merci, mes chers collègues.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévi. Le débat est ouvert sur le Budget Primitif 2019. Qui demande la parole ? Monsieur Martin, Madame Cassar, Madame Touzard, Monsieur Grand, Monsieur Bonnal, Monsieur Caizergues, Monsieur Larue, Monsieur Moure, Monsieur Revol, Monsieur Cour, Monsieur Meunier, Monsieur Rouilleault. Allez-y, c'est le moment de vous inscrire. Je crois que cela doit être bon. Je passe en revue la liste : Monsieur Martin, Madame Cassar, Madame Touzard, Monsieur Grand, Monsieur Bonnal, Monsieur Caizergues, Monsieur Larue, Monsieur Moure, Monsieur Revol, Monsieur Cour, Monsieur Meunier et Monsieur Rouilleault. Évidemment, je donnerai la parole à Max Lévi, avant de vous dire un petit mot. Monsieur Martin.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais juste pointer quelques éléments de ce budget, pour illustrer les raisons pour lesquelles je voterai contre au moment du scrutin.

Tout d'abord, il s'agit de la ligne 5 de tramway, qui aura été l'arlésienne de ce mandat, puisqu'elle aurait dû être inaugurée fin 2017, et là, pour 2019, nous en sommes encore à payer des études. D'ailleurs, est indiqué aussi le coût global de cette ligne dans le budget (418 millions d'euros), auquel il faut quand même ajouter les 25 millions d'euros à peu près – vous corrigerez quelques virgules si je me trompe sur ce chiffre, mais c'est un ordre de grandeur – du bouclage de la ligne 4. Le bouclage de la ligne 4, ce n'était que le passage de la ligne 5. Ce qui nous monte à un peu plus de 440 millions d'euros, ce qui fait un surcoût pour la ligne d'environ 90 millions d'euros, puisqu'elle était évaluée aux alentours de 370 millions d'euros à l'époque. Cela veut dire que nous prenons quasiment dix ans de retard et +20 % pour le coût de la ligne 5 de tramway. Quand j'entends dire que ce budget est construit pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, permettez-nous de tiquer un peu sur cette expression.

Un deuxième point que je veux souligner, c'est par rapport au vélo. Un mouvement a eu lieu sur cette question-là. Des manifestations. Les citoyens ont pris le sujet à bras le corps. Du coup, une annonce a été faite de 80 millions d'euros sur dix ans. Or là, il n'y a quasiment rien sur le budget 2019. Je passe sur le décompte, parce qu'on était à 22 kilomètres, puis ce soir à 30 et on vient de passer à 31. Faites vos jeux. En plus, je ne vais pas entrer dans le détail, mais de ce que j'ai vu tout à l'heure rapidement, on prend en compte également des zones à 30 km/h. Une zone à 30 km/h, ce n'est pas une piste cyclable.

Monsieur le Président

Ce sont des zones cyclables.

Hervé MARTIN

Mais ce n'est pas le sujet du budget. Je n'entre pas dans ce détail ce soir.

Un autre point que je veux souligner porte sur le nouveau stade, puisque nous engageons ici à la Métropole 10 millions d'euros. Il y a 31 communes ici, mais je rappelle qu'à la ville de Montpellier, nous avons, lors du budget de la ville, déjà voté – Michaël Delafosse l'avait noté au nom de notre Groupe – 10 millions d'euros également de ce côté. À la ville et ici, cela fait 20 millions d'euros, pour un projet dont on ne connaît même pas, toujours pas, le coût total. On ne sait pas combien cela va coûter et on engage déjà 10 millions d'euros ici, plus 10 millions d'euros à la ville de Montpellier, pour un projet qui n'a jamais été concerté. D'ailleurs, à l'époque, on avait, ici, voté pour les études financières dont on n'a pas le résultat des mois et des mois après. J'avais voté contre, parce que, de mon point de vue, ce n'était pas qu'une question financière, mais cela posait aussi tout un tas d'autres questions sur la nécessité, l'opportunité d'un nouveau stade ou pas. Ce débat n'a jamais eu lieu. Donc entendre parler de concertation sur un sujet aussi important que celui-là... Il n'y a pas eu de débat, même pas au sein de l'Assemblée – donc je ne parle pas de débats citoyens dans la Métropole. Je trouve cela relativement choquant.

Dernier point, sur les aides au logement social. Il est noté dans le budget 2,1 millions d'euros. Je voudrais juste rappeler que, dans le PLH qui vient de se terminer, 2013-2018, il était prévu de passer, dès la première année du PLH, à 3 millions d'euros d'aides, et par la suite, les années suivantes, à 4 millions. C'est-à-dire que nous en sommes à la moitié de l'engagement de la Métropole en termes d'aides au logement social, par rapport à ce qui était prévu au PLH précédent. Du coup, à 2 millions d'euros, de mémoire, on doit en être à peu près aux aides qui étaient accordées à la fin du PLH 2007-2012, c'est-à-dire l'avant-dernier PLH.

Voilà quelques points principaux – il pourrait y en avoir d'autres – que je voulais pointer dans ce débat. Je vous remercie de votre écoute.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin. Monsieur Martin, dans le mandat précédent, vous avez voté 61 millions pour une couverture hypothétique du stade de la Mosson inondable.

Hervé MARTIN

Vous voyez, Monsieur Saurel, il aurait fallu avoir ce débat-là, que nous n'avons pas eu.

Monsieur le Président

Monsieur Martin, j'ai retrouvé les archives.

Hervé MARTIN

Pourquoi n'avez-vous pas organisé un débat pour qu'on puisse en discuter ?

Monsieur le Président

Monsieur Martin, j'ai retrouvé les archives du Plan Pluriannuel d'Investissement sous Monsieur Moure concernant les 61 millions, et surtout concernant la ligne 5 et son financement. Évidemment, je ferai une conférence... C'est tout récent. J'ai cherché dans les archives et je suis tombé dessus.

Hervé MARTIN

Au bout de six ans, c'est magnifique.

Monsieur le Président

J'attendais que vous vous exprimiez. Je ferai une conférence de presse pour l'expliquer.

Hervé MARTIN

Moi, ce que j'aurais aimé, c'est un débat sur le stade.

Monsieur le Président

Vous avez été très nombreux. Moi, je n'avais pas voté la ligne 5. Mais vous l'avez voté.

Hervé MARTIN

Tout à fait. Je suis bien content de l'avoir fait.

Monsieur le Président

Il y a ce trajet qui cassait le parc Montcalm. En plus, j'ai tous les financements qui n'existaient pas, qui étaient complètement virtuels. Je ferai un point presse pour les expliquer. J'expliquerai aussi combien Monsieur Moure et vous-même aviez prévu de monter en point d'impôt et en pourcentage. Vous verrez qu'on est bien loin du raisonnable.

Jean-Pierre MOURE

On n'a jamais évoqué la question de l'augmentation des impôts telle que vous la présentez. C'est absolument faux.

Monsieur le Président

Et la CFE ? Monsieur Moure, c'est marqué là-dedans. C'est en 2013. Ce n'est pas moi qui présidais en 2013. C'est vous.

Jean-Pierre MOURE

On n'a jamais eu l'intention de monter les impôts. C'est faux.

Monsieur le Président

Quoi ? C'est là ! Monsieur Moure, c'est là, marqué en toutes lettres. 15 novembre 2013, Agglomération de Montpellier.

Hervé MARTIN

Il n'empêche que pour la ligne 5, nous en sommes à +20 %. Bonjour la protection du pouvoir d'achat des citoyens de la Métropole de Montpellier. Dix ans de retard, +20 %, 90 millions d'euros. Sur le stade, pourquoi n'avez-vous pas organisé un vrai débat, complet, sur cette question si importante, au lieu de répondre au détour du débat sur le budget ?

Monsieur le Président

Monsieur Martin, vous m'expliquez comment on fait la démocratie participative. Je ne vous ai jamais vu faire une réunion pour la cinquième ligne de tramway dans l'ancien mandat.

Hervé MARTIN

Bien sûr qu'il y a eu des réunions.

Monsieur le Président

Jamais.

Hervé MARTIN

C'est obligatoire, par la loi. Ne faites pas croire qu'il n'y en a pas eu, puisque c'est obligatoire, par la loi. Vous le savez aussi bien que moi. Donc elles ont eu lieu.

Monsieur le Président

Bien sûr.

Hervé MARTIN

Vous répondez « bien sûr ». Je vous remercie de répondre « bien sûr ».

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention brillante.

Hervé MARTIN

Je vous en prie. C'était avec grand plaisir.

Monsieur le Président

Merci pour votre brillante intervention, Monsieur Martin. Madame Cassar.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, chers collègues, je fais partie du Groupe de Coopération Métropolitaine qui, je le rappelle, n'est pas un groupe politique d'opposition, comme il vous plaît à le dire, mais un groupe qui se veut constructif. Toutefois, je m'exprime devant vous ce soir en ma qualité de conseillère communautaire siégeant pour la Commune de Pignan, et non au nom de mon groupe. Thierry Quiles s'associe à mes propos.

Je tiens à exprimer notre vote sur ce budget, qui appelle de notre part un certain nombre de constatations, mais aussi de questions, auxquelles nous attendons des réponses.

Concernant les Attributions de Compensation, je constate que vous avez enfin donné une suite favorable aux demandes que plusieurs élus communautaires, dont nous faisons partie, vous avaient faites à plusieurs reprises lors des votes des précédents budgets, sans recevoir de réponses favorables.

Concernant le schéma de mutualisation avec la Ville de Montpellier, vous parlez d'une évolution des dépenses de fonctionnement à périmètre constant. Mais dans les années qui viennent, ces dépenses seront en augmentation pour la Métropole, par le Glissement Vieillesse Technicité. Ce GVT, qui est en constante augmentation, implique que ce sont tous les contribuables de notre Métropole qui participeront au financement et aux charges de ce personnel. Qu'en sera-t-il pour les dépenses transférées par la ville ? Lorsque l'on parle de mutualisation, on devrait parler d'économies. Où sont les économies pour la Métropole, alors que l'on comprend clairement les économies qui seront réalisées par la ville ?

Pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement, en page 19 du budget, vous annoncez que « pour la sixième année consécutive, nous protégeons votre pouvoir d'achat avec 0 % d'augmentation des taux d'imposition », et vous signez « Philippe Saurel, Maire de la ville de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole », sans y associer les élus de votre majorité de la ville ainsi que les autres élus de la Métropole. Si effectivement il n'y a pas d'augmentation des taux pour 2019, n'oublions pas que deux nouveaux impôts supportés par nos concitoyens ont été créés en 2018 : la taxe de séjour intercommunale et la taxe GEMAPI, alors que la loi donnait la possibilité à l'intercommunalité de ne pas la mettre en place.

Je me limiterai à ces observations sur la section de fonctionnement.

Pour la section d'investissement, vous prévoyez un budget de 4,6 millions d'euros pour des études et la réalisation d'aires d'accueil des gens du voyage pour palier le non-respect par certaines communes des obligations faites par la loi. Par solidarité, les 31 communes de la Métropole y participent financièrement à travers les attributions de compensation. Pignan répond à ses obligations avec l'accueil sur son territoire de terrains familiaux. Mais depuis que la Métropole a pris cette compétence, les personnes qui vivent sur ces terrains, bien que toujours aidées et accompagnées par la commune en-dehors de toute obligation, ne le sont pas par la Métropole, et nous constatons une dégradation de leurs conditions de vie. Je vous demande donc que ces personnes ne soient pas oubliées et que le nécessaire soit fait pour qu'elles puissent vivre dignement.

Autre sujet sur lequel je me dois d'intervenir une nouvelle fois : il s'agit du problème des transports, que nous rencontrons à l'Ouest de Montpellier. En premier lieu, il est inscrit en page 36 que, pour 2019, près de 120 millions sont consacrés dans le domaine des transports et de la mobilité. Vous prévoyez 418 millions d'euros en Autorisations de Programme pour la ligne 5 du tramway, et inscrivez au budget 3,1 millions pour des études relatives à cette ligne et le lancement des travaux – travaux qui concerneront uniquement Montpellier. Il devient urgent que les travaux soient effectués dans l'Ouest. Dans le cas contraire, les conditions des usagers des transports publics de l'Ouest vont se dégrader.

J'ai récemment reçu un courrier d'un pignanais, que je vais vous transmettre, Monsieur le Président. Dans ce courrier, il m'informe que pour les futurs courageux usagers, il leur faudra faire un changement à Lavérune du bus au tram, puis faire un détour sur Ovalie pour arriver au centre de Montpellier. Résultat : entre dix et trente minutes de plus de trajet.

Actuellement, la ligne 38 qui passe dans les villages de l'Ouest nous permet d'arriver au centre de Montpellier. Or pour cette ligne, il est prévu un réaménagement du trajet, qui ne passera plus dans nos communes. Vous comprendrez, Monsieur le Président, que l'on ne peut plus accepter cette situation, qui impliquerait une mise en service de la ligne 5 en 2025, comme vous l'annoncez.

J'ai pu lire dans la presse que vous avez organisé – vous l'avez dit tout à l'heure – à Montpellier un grand débat national. Vous avez également dit tout récemment, lors de vos vœux, que votre signe distinctif était la concertation. Alors, je vous demande, Monsieur le Président, pour confirmer vos propos, d'organiser très rapidement une réunion publique sur la ligne 5 du tramway, non pas à Montpellier, mais à Pignan, ou mieux encore, à Cournonterral, chez votre Vice-Président qui était avant, et je l'espère toujours, un fervent défenseur de la ligne 5, ceci afin que nous puissions débattre tous ensemble de ce problème qui n'a que trop duré et trouver des solutions à très court terme. Des choix doivent être faits quant à la priorité donnée à certains investissements. Le stade de football peut certainement attendre. Les transports à l'Ouest, avec les nombreuses constructions en cours sur Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Saussan et Lavérune, nécessitent des aménagements indispensables et urgents, qui répondront à l'attente des habitants de ces villages, qui doivent être traités comme ceux de Montpellier, et ne pas être les laissés pour compte de la Métropole.

Mardi, lors de la Conférence Intercommunale du Logement, vous avez dit, Monsieur le Président : « L'intercommunalité, c'est la solidarité entre toutes les communes. » Alors, Monsieur le Président, mettez en application ce que vous dites. La solidarité, c'est aussi de penser à toutes ces personnes qui n'habitent pas Montpellier mais qui la font vivre. La solidarité, ce n'est pas en sens unique. Le projet de la ligne 5 n'est pas un projet urbain, mais métropolitain. En limitant le débat à la seule ville de Montpellier, vous privez les habitants des communes de l'Ouest d'avoir une alternative à l'usage de la voiture.

Je vais m'arrêter là, car d'autres collègues attendent pour prendre la parole. Mais vous aurez compris, Monsieur le Président, qu'à la lumière de mes propos, et aux nombreuses incertitudes que nous avons, les élus de Pignan ne peuvent voter le budget que vous nous présentez ce soir. Notre vote sera un vote de défiance. Nous nous abstiendrons donc, car en nous abstenant, nous nous laissons ainsi la possibilité de voter pour certaines propositions qui vont dans le sens de l'intérêt général et contre certaines autres qui ne peuvent nous satisfaire. Nous le rappelons : nous ne sommes pas une opposition ou une position de blocage systématique. Mais les élus de Pignan sont pour des travaux constructifs, mettant tous les habitants de la Métropole sur un même pied d'égalité. Bien évidemment, nous continuerons à défendre les intérêts des Pignanais qui nous ont élus pour cela. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Cassar. Vous avez oublié de mentionner à l'Ouest le rond-point Genevoux, que nous attaquerons, comme nous nous y sommes engagés, à l'unanimité des Maires, avant la fin du mandat, et qui préfigure le passage de la ligne 5 et du contournement Ouest.

Michelle CASSAR

Le problème, Monsieur le Président, c'est qu'avant d'arriver au rond-point Genevoux, il faut qu'on puisse y arriver. À l'heure actuelle, concernant la circulation, on commence à avoir des problèmes au niveau de Cournonterral.

Monsieur le Président

J'entends bien ce que vous me dites. Comme vous avez fait une liste de l'est, je précise qu'un équipement est prévu à l'ouest.

Michelle CASSAR

Oui, mais cela ne solutionne pas les problèmes de l'ouest.

Monsieur le Président

Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Bonsoir à tous. Bonsoir, Monsieur le Président. Max, merci beaucoup pour l'exposé. Je note que le projet présenté est agréable à lire et très illustré. Félicitations. C'est sur la forme.

Dans ta conclusion, tu dis : « Ce budget a été construit par les Vice-Présidents, les élus de la majorité et les services. » Pas les Maires.

Max LÉVITA

C'est une erreur de ma part.

Isabelle TOUZARD

En tout cas, pas les Maires.

Max LÉVITA

Je vous présente mes excuses.

Isabelle TOUZARD

Je lis un extrait de la délibération de décembre 2016, concernant le stade. « Une première phase des études permettra d'analyser les programmes à envisager et les montages opérationnels des nouveaux équipements sportifs ciblés. Une seconde phase des études conduira à la programmation détaillée et au montage opérationnel de la mutation plus spécifique du stade de la Mosson mondial 98. Une fois l'intégralité des études finalisée, le Conseil de Métropole devra se prononcer sur le programme et les enveloppes financières prévisionnelles de la ou des opérations, et autoriser le lancement de toutes les procédures de consultation conformes au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. » Aujourd'hui, on ne connaît ni la programmation, ni le montage financier, ni le montage juridique, ni l'enveloppe globale de ce projet. Pour cette raison, je ne voterai pas le Budget 2019 de la Métropole. Je suis au regret de ne pas pouvoir le voter. Pour moi, je ne pensais pas qu'on puisse arriver un jour à une telle situation, dans une Métropole comme celle de Montpellier, la septième de France, la septième ville de France. Qu'on nous demande de voter 10 millions en investissement sur un stade, dont on nous annonce par les médias qu'une première pierre va être posée à l'été 2019, c'est quelque chose pour moi qui est impensable. Je dois m'y résoudre. Cela, c'est sur la méthode.

Deuxième chose, sur le fond, j'estime qu'on a d'autres priorités et qu'aujourd'hui la Métropole étouffe. On a d'autres priorités que ce stade. C'est le point de vue de la Commune de Murviel. Derrière ce choix qui est fait, de façon non concertée, c'est une vision du développement de notre territoire que nous ne partageons pas. Ce n'est pas là dans l'intérêt des Murviellois que je parle, mais dans l'intérêt des Métropolitains. Je parle en tant que Maire, mais aussi en tant que Conseillère qui prend à cœur la vision du développement de notre territoire à l'échelle globale.

Monsieur le Président

Merci, Madame Touzard. Vous avez dit que vous n'aviez pas été consultée en tant que Maire. Vous avez participé au débat d'orientations budgétaires, comme tous les Maires ici. Monsieur Lévitte ne l'a pas noté. Mais vous avez participé au débat d'orientations budgétaires, qui est un débat ouvert dans lequel chacun doit prendre la parole.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, je ne connais pas le programme, je ne connais pas l'enveloppe financière, je ne connais pas le montage juridique, je ne connais pas le montage financier d'un projet sur lequel on me demande de voter 10 millions d'euros. Je prends mes responsabilités.

Monsieur le Président

J'ai compris votre raisonnement. Mais quand vous dites que le Budget n'a pas été partagé avec les Maires, c'est faux. Il a été partagé lors du débat d'orientations budgétaires.

Isabelle TOUZARD

Je parle de co-construction. Max a dit que le Budget a été co-construit avec les VP.

Monsieur le Président

Ah, oui. Monsieur Grand. Monsieur le Sénateur.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, un petit mot sur votre très belle campagne, sur le 0 % d'augmentation des taux. Je connais cela. Pendant quinze ans, à Castelnau, nous n'avons pas augmenté ; nous avons baissé ces cinq dernières années. Je voudrais simplement, non pas m'adresser à vous, mais m'adresser à nos concitoyens, ceux de Montpellier naturellement, pour lesquels j'ai beaucoup d'affection, et...

Monsieur le Président

Vous ne pouvez pas savoir comme je serais heureux que vous conduisiez la liste, Monsieur Grand. Je me régèlerais. Miam, miam.

Jean-Pierre GRAND

... et ceux de la Métropole. Quand vous dites 0 % d'augmentation, ce n'est pas ce qu'ils vont lire sur leur feuille d'impôt quand ils vont la recevoir trois mois avant les élections municipales.

Monsieur le Président

C'est les bases.

Jean-Pierre GRAND

Oui. Laissez-moi finir. Qu'est-ce qui va se passer ? Ils vont voir, à Montpellier – je prends Montpellier parce que c'est plus compréhensible –, que les impôts de la ville auront augmenté de 2,2 %. Tout à l'heure, vous avez rappelé que nous avions pris une décision importante concernant les AC. Vous aviez d'ailleurs expliqué qu'il n'y avait pas beaucoup de communes qui avaient décidé, mais que Montpellier était au nombre de ceux qui ont opté pour ce que je prônais. Vous vous souvenez combien de fois Max Lévitte a dit que cela n'était pas possible, que j'ai été obligé d'aller à l'Élysée, puis à la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), puis au ministère de l'Intérieur ; ils m'ont refait une lettre parce qu'elle ne vous convenait pas. Bref, devant les évidences, vous vous êtes rendus à l'évidence et nous en sommes là aujourd'hui.

Monsieur le Président

Mais quand vous dites des choses intelligentes, je les entends. Et quand vous dites des bêtises, je ne les entends pas.

Jean-Pierre GRAND

La suite aussi risque de vous plaire. Monsieur le Président, cela veut dire quoi ? Cela veut dire qu'à partir du moment où la ville de Montpellier – la Métropole aussi – a décidé de suivre la voie que j'ai souhaitée et que j'ai proposée, elle s'est donnée des marges de manœuvre financières. Donc vous étiez en capacité, vous êtes en capacité aujourd'hui – la grande ville – de baisser les taux d'au moins 2,5 %. Là, vous serez à 0 % d'augmentation. Cela veut dire que, quelque part, vous prenez les contribuables de Montpellier pour des gamins et je pense qu'il va falloir que nous les éclairions jour après jour pour qu'ils connaissent la réalité.

Monsieur le Président

Gardez ces propos pour la campagne, parce qu'on est là en Conseil de Métropole.

Jean-Pierre GRAND

Je ne suis pas en campagne électorale.

Monsieur le Président

On est en Conseil de Métropole. Vous me parlez de la ville de Montpellier. Parlez de la Métropole ou de Castelnau.

Jean-Pierre GRAND

À Castelnau, on baisse de 2,5 %.

Monsieur le Président

Le nouveau Maire baisse de 2,5 %.

Jean-Pierre GRAND

J'ai baissé aussi les taux. Je sais ce que cela coûte. Cela coûte très cher. Cela fait quinze ans. Je suis Maire depuis trente ans. Je l'ai été en tous les cas. Trente-cinq.

Je reviens à mon propos. Vous disiez, Monsieur le Président, que vous faisiez de la politique même en dormant. J'ai trouvé cela succulent. Je crois vous avoir répondu quelque part...

Monsieur le Président

Je ne lis pas tout. Vous êtes trop prolix. Je n'ai pas le temps. Vous n'arrêtez pas.

Jean-Pierre GRAND

Je m'étais même permis de dire que les Montpelliérains ont aussi les yeux ouverts en dormant.

Je reviens au Budget. Mais l'histoire des taux est importante, parce que c'est une réalité. J'en viens au stade. Isabelle Touzard a, de façon brillantissime, tout dit. En peu de mots, elle a synthétisé une situation inacceptable. Nous avons des alliés, quand même. J'ai compris, en lisant ou en écoutant, ce qu'a dit notre collègue Max Lévit, que je salue pour le travail qu'il fait pour la qualité de ses convictions. Sur le stade, il a une conviction inébranlable. Il dit : « Cela ne se fera jamais. » Je pense qu'il n'a pas complètement tort. Il n'est pas le seul. Sur votre gauche, vous avez aussi les fonctionnaires qui doutent beaucoup de la suite.

Monsieur le Président, ce que je voudrais vous dire, c'est qu'à Montpellier, lors de l'examen budgétaire, l'adjoint aux finances de la Ville de Montpellier, par ailleurs Vice-Président chargé des finances de notre Métropole, a remercié les collègues de ne pas avoir posé de question sur le stade parce qu'il aurait été bien incapable de leur répondre, car il n'en connaît ni le coût, ni rien. Max, c'est écrit. On ne va pas s'amuser. C'est fait. Je l'ai même écouté. Quand on m'a dit cela, je ne le croyais pas. Si. On m'a montré. Cela veut dire quoi, Monsieur le Président ? Cela veut dire que, dans cette affaire, vous voulez passer en force. Vous vous servez de la famille Nicollin comme un bouclier à la fois politique et économique.

Mais je vais vous dire ce que je crois. D'abord, je voudrais vous rappeler que je ne suis pas opposé – pas du tout opposé – à la construction d'un nouveau stade. Vous avez eu la gentillesse récemment de faire rappeler par un de nos collègues mes propos d'il y a quelque temps. Je n'ai pas changé d'un iota. Sauf qu'aujourd'hui, les temps ont un peu changé. Les difficultés sont là. Les besoins s'expriment. Peut-être qu'il faudrait revoir totalement le mode des financements du futur stade de Montpellier.

La seule manière de le revoir totalement, c'est de confier au privé la construction du stade. Pourquoi je dis cela ? Je dis cela parce qu'en vous écoutant, au travers de vos conférences de presse diverses et variées, vous annoncez que la collectivité participerait à 35 %. 35 % de quoi ? On ne sait pas. 35 % de l'ensemble de l'enveloppe ? De l'enveloppe en rajoutant ce qui va se faire autour ? Ou ce qui va se faire autour sera financé à 100 % par la Métropole ? Il faut quand même savoir qu'un stade de foot, à l'arrivée – tous les spécialistes le savent –, c'est une opération à 250 millions.

Je vous dis très simplement que dans cette affaire, on est dans l'irresponsabilité. Première irresponsabilité : vous êtes en train de pourrir ce dossier. Il n'y a plus personne aujourd'hui, dans le monde de l'investissement, qui a envie de venir sur ce dossier. Je peux vous dire que je sais de quoi je parle. Je fais une proposition, parce que je crois qu'il faut sortir la famille Nicollin de ce piège diabolique dans lequel vous êtes en train de les enfermer. Je pense, Monsieur le Président, qu'il serait sage que vous consultiez plus largement, pour savoir si ce stade ne doit pas revenir au privé, doit être totalement financé. Il vous appartiendra ensuite de nous proposer de financer un certain nombre d'équipements périphériques.

J'aurai l'occasion, tout à l'heure, de m'exprimer sur la ligne 1 de tramway. Parce qu'aujourd'hui nous avons voté beaucoup, nous avons voté, nous avons fait beaucoup de votes. Mais vous savez très bien que le taux de réalisation – le Compte Administratif le montre – est quand même assez faible. Quant à la durée pour réaliser ce que vous décidez et ce que vous annoncez lors de vos multiples conférences de presse, naturellement, on sait tous que vous parlez toujours d'investissement pour le prochain mandat. Il n'y a que les premières pierres. Tout à l'heure, en plaisantant, je disais que, finalement, à Montpellier, il faudrait trouver un jeune et lui proposer de monter une petite entreprise pour la pose des premières pierres. Il aurait un client tout trouvé.

Je n'irai pas plus loin, Monsieur le Président. Mais pour la première fois – je le dis avec une extrême émotion...

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Oui, parce que je respecte nos mandats.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Et je respecte surtout le mien. Parce que ce sont les électeurs qui nous les ont donnés, à chacune et chacun d'entre nous. Monsieur le Président, je suis entré au district, à la coopération intercommunale, en 1983. Le Président s'appelait alors Georges Frêche. J'y suis toujours et j'ai été pendant trente-quatre ans et demi Maire. Donc je sais comment fonctionne une intercommunalité. Pour la première fois, en trois décennies et demie, je ne vais pas voter le Budget. Pour moi, c'est un crève-cœur.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Parce que c'est un constat d'échec. Parce que, ce qu'on aurait aimé, c'est que vous vous leviez, que vous nous expliquiez un peu votre vision de la Métropole, que vous nous montriez comment vous voyez les investissements de demain, d'après-demain, comment vous envisagez de les financer, quels sont les partenariats que vous voulez nouer. À ce moment-là, on peut accepter qu'il y ait des dérapages dans le temps. On le sait. On a l'expérience de tout cela. Mais très franchement – ce sera là ma conclusion –, vous vous vantez d'être un Président de Métropole qui fait de la concertation. Vous êtes l'élu qui fait le plus de concertation, et on ne remettra pas cela en cause, Monsieur le Président. Quand on met cinq ans pour se concerter et décider le tracé d'une ligne de tramway, il n'y a pas à tirer gloire de cela. Je pense que c'est inédit en France. Je regrette que ce soit à Montpellier que cela se passe. Merci.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention, Monsieur Grand, parce que le fait que vous ne votiez pas le Budget, si c'est un crève-cœur pour vous, pour moi c'est un compliment. Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Je vais commencer par le stade aussi.

Monsieur le Président

C'est le groupe de coopération constructif.

Pierre BONNAL

Non, non. On ne va pas parler d'argent. Il y en a d'autres qui sont bien meilleurs que moi. Le stade est un attachement sentimental. Je pense qu'on va raser ce stade. Même si on veut y installer quelque chose en zone inondable, je ne sais pas. Mais il y a le vieux proverbe « quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ». Bien. Je crois que ce stade est un point emblématique du quartier de la Paillade. Je pense qu'il faut le garder, parce que la Paillade, ce n'est pas autre chose. On a la piscine olympique, on a le stade. Je ne vois pas pourquoi on va le ficher en l'air. Peut-être qu'à l'avenir le Montpellier Hérault aura d'autres résultats que ceux que nous connaissons. On va jouer peut-être à la coupe d'Europe chaque année. Mais vous nous avez dit, Président, je ne sais plus quand, que l'UEFA ou autre ne voulait plus jouer dans ce stade-là, pour cause de risque d'inondation. En attendant, on y organise le Championnat du Monde féminin. C'est bien. Je suis ravi, j'y serai. Sur le stade, à mon humble avis, l'investissement, sans aller aussi loin, dans un nouveau stade ne me paraît vraiment pas opportun. Après, il y a d'autres formes de financement, comme l'a indiqué Jean-Pierre Grand. C'était le premier point, sentimental.

Le deuxième point dont je veux parler est la mutualisation. Vous avez répondu rapidement à ce que le groupe que j'animais avec Max Lévitá vous a proposé. Moi, ce que je souhaite vraiment, c'est que ce travail continue, et de la même façon, n'est-ce pas, Monsieur le Vice-Président aux finances. Je crois qu'il y a eu un bon travail en commun de fait. Je crois qu'il faut l'approfondir. Il faut reprendre ce projet quasiment de zéro, puisque les choses ont évolué depuis la première présentation. Je vous suggère, Monsieur le Président, de suggérer à l'élú en charge de ce problème de bien vouloir s'y mettre.

Je ne dirai pas grand-chose sur la voirie, mais dans la mesure où il y a un nouveau responsable, cela fait plusieurs fois que je sollicite un audit sur la voirie. Monsieur le Président, j'ai noté la date. C'est bien, ce genre de gadget. Le 15 juillet 2016, à 12 heures 07, vous avez dû recevoir un compte rendu de la mission que vous m'aviez confiée et qui m'avait permis, mes chers collègues, de vous visiter tous, un à un, dans vos mairies. Le Président avait eu la synthèse de ces entretiens. Je crois que c'est une bonne base. C'était la situation début 2016. On est début 2019. Je souhaite vraiment que, sur la voirie en particulier, nous fassions nous-mêmes – je ne reviendrai pas sur les mascarades des audits –, élus et responsables, ce bilan, surtout à un an des élections.

Le dernier point s'adresse plus particulièrement à Monsieur Lévitá. On a déjà eu l'occasion d'en parler, Max. Le personnel vient d'élire ses représentants. Je pense qu'ils sont disposés à négocier, à travailler là-dessus. C'est le problème de la durée légale de travail. Je sais, Max. Ne me sors pas le texte, qui existe, et que tu m'as déjà sorti. Je ne parle que de la Métropole. La Mairie, je ne connais pas, je ne m'en mêle pas. Cela ne me regarde pas. La Métropole me concerne quand même un peu plus. Il y a quand même dans cette augmentation de la durée de travail des réserves de productivité assez extraordinaires pour la maison. Toute négociation est difficile. On est quelques-uns dans cette salle à avoir participé aux négociations, à l'époque, avec les médiathèques pour ouvrir le dimanche. Cela n'avait pas été tellement facile. Mais il y avait un chemin, que Georges Frêche avait indiqué, comme cela lui arrivait souvent : « Tiens, on va ouvrir le dimanche. » Je crois qu'il y a véritablement besoin de retracer une ligne, que tout le monde s'y retrouve. Je vais vous citer encore un exemple. Je ne sais pas qui les a payés : les 5 millions d'euros de la Comédie. D'où cela sort ? Ce n'est pas *Midi Libre* qui l'a inventé. Je pense que c'est vous qui l'avez dit. Où on va aller chercher cet argent ? Si c'est la Ville de Montpellier, cela ne me regarde pas. Sauf sur un point sentimental, ne touchez pas au lac. C'est mon grand-père qui a beaucoup travaillé dessus, il y a un siècle. Le reproche que je vous ferai, c'est qu'on part trop sur des coûts, comme cela, que nous découvrons. Les gens nous demandent : « Mais qu'est-ce que c'est cette affaire ? D'où cela sort ? C'est quoi ? » J'ai dit : « Je n'en sais rien. Je ne sais pas. » Attention à cela.

Je vais faire un peu comme Jean-Pierre Grand. Cela fait dix-huit ans que je vote tous les budgets, malgré les difficultés que j'ai pu connaître avec Georges Frêche – grosses difficultés, on a failli se retrouver au tribunal, mais entre gens de bonne compagnie, on s'était entendus. Pour la première fois, Le Crès ne votera pas le budget de la Métropole, comme il a voté tous les budgets du district et tous les budgets de l'agglomération. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Bonnal. Au moins, c'est plus clair.

Pierre BONNAL

Pourquoi ?

Monsieur le Président

Je préfère les avoir en face que dans le dos. Monsieur Caizergues.

Roger CAIZERGUES

Monsieur le Président, chers collègues, je vais intervenir sur deux points : un point de détail et une explication de vote.

Pour ce qui est du point de détail, c'est le débat sur les pistes cyclables, qui deviennent un intérêt majeur. Je m'en réjouis, en sachant qu'on est effectivement en train de déterminer le nombre de kilomètres (30, 31 kilomètres). Je voudrais dire : est-ce qu'on a intégré dans ces calculs les pistes cyclables existantes sur les communes ? Je ne prendrai que le cas de Lavérune. À Lavérune, nous avons 5 kilomètres de pistes cyclables sur la commune. Il y en a deux qui, effectivement, appartenaient au Département antérieurement. Par contre, je m'interroge. Est-ce que les 3 kilomètres de la Commune de Lavérune sont intégrés ou pas dans ces 30 kilomètres ? En sachant que, sur les autres communes, il y a aussi, j'imagine, les mêmes pistes cyclables. Cela permettrait d'apporter une réponse complémentaire à votre interrogation, Monsieur le Président. Par contre, ce que je déplore, c'est que nous avons trois projets concernant les pistes cyclables. J'ai vu qu'aucun n'avait été retenu dans les chiffres qui ont été fournis. C'était par rapport au premier point.

Le deuxième point est l'explication de vote. Je suis d'accord avec les propos de Madame Cassar et de Madame Touzard. Je ne vais donc pas reprendre tout ce qui a été dit. Simplement, j'interviendrai sur un point : les déplacements sur la Métropole. On constate aujourd'hui – et je l'ai déjà dit – l'exaspération des citoyens concernant les déplacements sur la Métropole. Cela existe à l'est. Cela existe à l'ouest, au nord et au sud. Cela existe partout. Je n'interviendrai de manière plus précise que sur la partie Ouest, que je connais le mieux. Sur la partie Ouest, on nous annonce deux points. La pose de la première pierre du dénivelé de Genevieux. On a dit que la ligne 5 avait commencé dans le cadre notamment de la circulaire. Actuellement, on dit qu'on met 3,1 millions sur cette ligne 5. C'est tout. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on n'a aucune planification, on n'a aucune information par rapport à ce qui va se passer dans le temps. On nous dit qu'effectivement la ligne 5 sera terminée en 2025. C'est le seul élément que nous avons. Quel va être le processus ? Comment cela va effectivement se réaliser ? 418 millions ont été prévus en Autorisations de Programme. Mais ensuite, les citoyens attendent d'avoir des précisions. Ils nous interpellent continuellement – et vous êtes interpellés aussi, mais pour le moment sans réponse – sur ces aménagements et ces planifications. La pose de la première pierre au niveau de Genevieux, c'est une première pierre, mais d'un dénivelé. Quel est ce dénivelé ? Un projet avait été élaboré lors de la mise en place de la ligne précédemment. Aujourd'hui, le rond-point de Genevieux, on ne sait pas – tout du moins, je ne sais pas – qu'est-ce qui va être fait. Est-ce que c'est la reprise du projet qui existait antérieurement ? Est-ce que c'est avec des nouveaux aménagements ? Je ne le sais pas. Ce sont des informations dont on a besoin pour pouvoir donner des informations à nos populations. Je rejoins Madame Cassar quand elle dit qu'effectivement il faut qu'il y ait des informations, une concertation, données sur ces problématiques-là à l'ensemble de la population. Encore une fois, je le situe par rapport à l'ouest. Mais je pense que c'est la même chose sur les autres secteurs.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, suite à ces propos, je m'abstiendrai pour le vote de ce Budget.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Caizergues. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Monsieur le Président, chers collègues, je profite du débat sur le Budget pour évoquer à nouveau la question du soutien à l'aéroport de Montpellier. J'ai parfaitement en mémoire, Monsieur le Président, vos réponses à mes interrogations sur le sujet au mois de mai 2017. Je vous cite : « L'aéroport de Montpellier n'est pas sur le territoire métropolitain. Il y a, à 1 heure 30 environ, Monsieur Larue, un aéroport international à Marseille. Nous sommes un petit actionnaire, nous n'avons pas à contribuer plus. Je suis prêt à racheter l'aéroport ».

Je vous propose donc d'aller au-delà de ces commentaires pour que nous évoquions ensemble sereinement ce sujet prioritaire. Prioritaire en termes de développement économique du territoire, car comme il ressort de la dernière étude disponible les retombées pour le territoire de Montpellier sont très importantes. Voici d'ailleurs quelques chiffres issus de l'étude des retombées socio-économiques du transport aérien en région Occitanie en date du 6 septembre 2017 : les dépenses des visiteurs aériens s'élèvent à 198 millions d'euros sur le territoire de Montpellier pour l'année 2016 ; l'aéroport de Montpellier génère localement 3 300 emplois en Occitanie dont 912 emplois directs, et près de 250 millions de valeur ajoutée (0,2 % du PIB régional au niveau de l'Occitanie) ; enfin, 75 % des dépenses provenant de l'aéroport de Montpellier restent dans l'Hérault.

Cette question est également prioritaire dans l'accélération du développement de la French Tech. Comment pouvons-nous imaginer continuer à compter à l'avenir dans ce secteur sans un aéroport puissant connecté aux grandes destinations économiques de ce monde ? Vous allez me dire que l'aéroport se porte bien actuellement comme en témoignent les récentes annonces sur l'activité 2018 et le nouveau record de fréquentation : quasiment 1,9 millions de voyageurs. Nous devons effectivement ces résultats en grande partie au formidable travail de l'équipe de direction et je profite d'ailleurs de l'occasion pour les en féliciter. Mais attention tout va très vite comme vous le savez dans ce type d'activité. Ces très bons résultats n'augurent pas nécessairement d'un avenir radieux. La concurrence est forte à Toulouse, à Marseille – comme vous l'aviez dit –, comme au sein même de la Région voire du Département. Le départ de *Ryanair* à Vias annoncé il y a quelques semaines en est un triste exemple.

Des investissements très importants ont été réalisés ces dernières années pour renforcer la qualité des services offerts aux usagers. Le parcours client est désormais très performant et le sera encore plus une fois les travaux en cours achevés.

De plus, notre aéroport n'est pas dépendant d'une seule compagnie et a su diversifier ses offres dans un contexte concurrentiel très fort. Nous devons cependant accélérer sur le développement de l'aéroport car, comme je le disais il y a déjà deux ans, il risque malgré tout d'être menacé à moyen terme par le développement de la concurrence si nous ne l'aidons pas. L'aéroport ne doit pas être victime d'une partie de cache-cache entre les collectivités, voire l'État, qui entraînerait sa disparition à terme.

Nous devons être collectivement responsables et agir ensemble dans son intérêt et cela passe par un soutien financier accru. Les 20 millions d'euros d'ores et déjà fléchés sur le stade de foot, sur la foi d'un montage que nous ne connaissons toujours pas, seraient sûrement plus utiles au développement de notre territoire s'ils étaient affectés à l'aéroport. En effet, nous connaissons précisément les retombées de l'aéroport et le rendement de l'argent public qui y est investi. Pour votre information, chaque euro public investi représente 204 euros de dépenses passagers, dont 168 euros en Occitanie. Pouvez-vous m'indiquer en retour les retombées précises attendues par votre investissement dans le stade ?

Voilà ce que je propose concrètement : affecter une partie des 20 millions d'euros d'ores et déjà fléchés, à la ville de Montpellier et à la Métropole, au développement de l'aéroport. À vous de négocier au mieux les conditions et si nécessaire nous vous y aiderons. Je vous remercie pour votre attention et vous prie de bien vouloir nous faire part de votre position sur ce sujet crucial.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Donc vous proposez qu'au lieu de mettre 20 millions sur Montpellier, on les mette sur Mauguio.

Alex LARUE

Oui, tout à fait.

Monsieur le Président

Très bien.

Alex LARUE

Puisque, comme je vous l'ai dit, Monsieur le Président, cet aéroport rapporte 198 millions d'euros à la Métropole de Montpellier. J'assume. Si vous voulez caricaturer mes propos comme cela, je l'assume. Exactement.

Alex LARUE

J'ai le rapport ici, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Oui, oui. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, dans le cadre de ce débat sur le vote du Budget primitif 2019, je considère que c'est un moment important, car ce Budget, en quelque sorte, est le dernier budget du mandat. Donc on clôture un certain nombre de choses. On assume la liaison et puis on se doit de porter un regard sur l'avenir. J'ai bien lu le document, très bien présenté, coloré, que nous a développé Max Lévitá tout à l'heure.

Je reviens comme lui sur ce qu'il a évoqué par rapport aux autorisations de programme. Nous avons, pour les AP qui sont nouvelles, révisées ou maintenues, inchangées, un total représentant 1,3 milliard. C'est un montant important qui, certes, se situe au niveau de ce que représente sur le territoire la Métropole montpelliéraine, mais il est bon de l'avoir bien dans la tête, dans le contexte actuel. On connaît la situation du pays sur le plan économique, sur le plan social. On connaît l'état des relations, globalement, pas forcément ici sur Montpellier, entre l'Etat et les collectivités locales pour tout ce qui a trait au financement et à la répartition de la part prise par chacun, avec toutes les incertitudes. Max, tu nous as donné un exemple.

Cela fait deux ou trois ans – ce n'est pas une critique, c'est un constat – qu'on a du mal à comprendre, sur Montpellier, comment l'Etat nous baisse la taxe d'habitation de l'équivalent de 2 millions d'euros, je crois, d'après ce que tu as dit. Quand on sait la place que représente la taxe d'habitation... Cela veut dire que, concernant la confiance absolue qu'on doit avoir dans les services administratifs ou technocratiques d'autres institutions, je pense qu'il faut être prudent pour l'avenir.

Le deuxième élément c'est qu'au-delà de ce 1,3 milliard, sur lesquels je vais revenir, il y a un certain nombre d'opérations majeures qui ne sont pas mentionnées, inscrites, au titre des prévisions du budget. Certes, certaines sont peut-être dans les contrats de plan. Mais en tant que prévision, elles n'y sont pas. Je prends le cas du contournement Ouest, qui va bien au-delà de l'aménagement de Genevoux. Genevoux, c'est le premier signal qui marque qu'on fait quelque chose entre l'Est et l'Ouest de ce territoire, pour relier la montée du Pas du Loup avec tout le secteur Ouest de Lavérune, Pignan, etc., c'est qu'il faudra participer, même si c'est réalisé dans un cadre quadripartite, à une part d'à peu près 25 à 30 % des 200 millions. La LICOM, qui est une liaison intermédiaire à l'Ouest, qu'on a indirectement récupérée du Département.

Le stade – certains l'ont évoqué. Je ne vais pas entrer dans le détail du stade. Je pense que, d'une manière ou d'une autre, on aura à participer beaucoup plus que les 20 millions (10 de la ville et 10 de la Métropole) qui ont déjà été votés. Mais je pense effectivement qu'il est bon d'apprécier le plus rapidement possible ce que sera le montant de notre participation. Parce qu'il y aura participation. Personnellement, je n'en doute pas. C'est bon de le connaître uniquement sur le plan financier. Je ne parle pas de la raison d'être du stade ou pas. Si celui qui parle était aux responsabilités, mais c'est le jeu de la démocratie, l'aménagement du stade serait terminé, dans des conditions qui ne posent pas de problème financier, tel que tu l'as évoqué tout à l'heure, Monsieur le Président.

Le troisième élément, c'est la place de la Comédie. Je ne connais pas précisément le dossier de la Comédie, mais certains ont annoncé un chiffre autour de 100 millions. 100 millions, cela s'ajoutera à tout ce qui n'est pas prévu budgétairement, même si dans les 100 millions – si tant est qu'il y ait 100 millions – la part de la ville sera certainement plus importante que celle de la Métropole. Il y a l'extension et l'aménagement de la ligne 2 de tramway, à l'Ouest et à l'Est. Ce que je constate, c'est que depuis plusieurs mois, plusieurs années, on parle de ces questions. On a parlé la dernière fois de l'intérêt de cet axe à l'occasion du débat sur la mobilité. On précisait – je crois qu'on était nombreux en phase sur ce dossier-là – que l'aménagement de l'ancienne voie ferrée, ce n'est pas uniquement une piste cyclable, à cet endroit.

C'est un axe de communication économique entre le bassin de Thau et le bassin montpelliérain. On en parle, on nous dit que l'acquisition foncière est prévue, est en devenir ou ne va pas tarder à intervenir. Mais le temps passe.

Pour réaliser ce point majeur de ce que j'appelle les infrastructures support du territoire métropolitain, on renvoie le bébé aux calendes grecques. Parce que si ce n'est pas inscrit sur ce budget, il faudra l'inscrire sur le mandat à venir avec tout le décalage qu'il y a dans le temps par rapport à la réalisation des opérations en devenir. Il pourrait y avoir aussi l'évocation de ce que représentera dans quelque temps la participation de la Métropole à ce que j'espère être la réalisation du tronçon Montpellier-Perpignan, tout du moins Montpellier-Béziers. Même si je sais pertinemment que la Métropole, contrairement à d'autres collectivités, a déjà participé en son temps aux études concernant cet investissement, je pense que, dans le prolongement des contacts avec la Présidente de la Région, prochainement, sur un nouveau processus de financement de la ligne, on saura en tant que collectivité appelé à être sollicité, voire à financer.

Tout cela fait une série d'investissements que, sans parler de l'extension de Perpignan, j'estime au bas mot à 300 millions – qui s'ajoutent au 1,3 milliard. Sur la base de ce qui est dans le document budgétaire – la répartition des financements entre les subventions, les taxes ou dotations diverses et les emprunts à solliciter ou à renégocier –, cela représente à peu près l'équivalent de 985 millions. Si on était un peu trop rapide dans la projection, on dirait que 985 millions sur six ans, ce n'est pas mal et cela fait beaucoup. Cela s'ajoute globalement aux 911 millions qu'on a d'encours de dette, alors même que d'autres dossiers majeurs, auxquels nous devons faire face pour les réaliser – ou on sera amenés également à participer à la demande de notre collectivité –, ne seront pas intégrés dans la prévision budgétaire qui est celle d'une fin de mandat et d'une projection dans l'avenir.

Je me dis, attention. Parce que le rôle de la Métropole, c'est aussi, à un moment, d'être le leader de la gestion du temps par rapport à l'équipement d'un territoire, et au fait de le marquer de manière certaine. Ce que disait tout à l'heure Monsieur le Maire de Lavérune, Monsieur Caizergues, quant au ras-le-bol des gens, quant au fait de lire dans un article – quel que soit ce qu'on lit, mais c'est le sujet dont on prend connaissance à travers cette lecture – ce qu'ont dit les élus, ce qu'ils ont voté, ce qui n'est soit jamais annoncé soit différé soit reporté, c'est une explication aussi de la méfiance ou du mécontentement profond de la variété de nos concitoyens par rapport à la responsabilité de la chose publique. Ici, c'est la première fois, à l'occasion de ce budget, que je constate... Je ne reviens pas sur la ligne 5, ce qui a été évoqué aujourd'hui par mon collègue Martin. On est effectivement sur une augmentation d'à peu près 70 millions par rapport à ce qui avait été prévu, si elle avait été réalisée en son temps. J'intègre la revalorisation des points d'indice par rapport au coût de la vie et par rapport au coût des marchés. Je trouve qu'on est dans une situation qui pose quand même un problème pour l'avenir. Un budget doit vivre, doit respirer et doit se situer aussi dans le temps en termes de précurseur par rapport à la certitude que les choses vont être réalisées. J'ai comme l'impression, quand même, que par rapport à un certain nombre de dossiers majeurs que j'évoquais – ceux qui sont déjà dans les autorisations de programme, ceux qui sont dans les sujets qui ne sont pas dans les autorisations de programme –, on nous prend un peu à la légère par rapport à tout cela. Effectivement, le matin, quand vous faites un bouchon de 15 kilomètres sans aucun espoir, dans les six mois, dans les deux ans, dans les trois ans, de le voir se résorber, on peut se poser des questions.

Donc par rapport à tous ces éléments, je le regrette également, mais c'est la première fois que je ne pourrai pas voter ce Budget de 2019.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Moure. Mais ne le regrettez pas. Quand on vote pour, on vote pour. Quand on vote contre, on vote contre. Il faut assumer ses positions politiques. Il ne faut pas regretter. C'est pénible, cela. Monsieur Revol.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement, le vote d'un budget est quelque chose d'essentiel, puisque nous prenons, en tant qu'élus, la responsabilité de faire des prélèvements et de décider de leur usage. Donc pour tout élu, c'est une responsabilité qu'il faut peser.

Concernant le Budget qui a été présenté aujourd'hui par Max Lévit, nous avons ouvert, et j'avais ouvert aussi, en m'exprimant dans le rapport d'Orientations budgétaires. À cette occasion, cher Max, tu m'as répondu à l'époque par une pirouette politique. Donc je vais aujourd'hui réitérer des questions précises. Connaissant ton intégrité intellectuelle, j'espère que tu feras des réponses précises aux choses que je vais dire.

Quatre remarques. La première remarque concerne le fait qu'on se situe à l'intérieur de l'enveloppe fixée dans la contractualisation avec l'État qui nous amène à 1,5 %. Monsieur le Président, je me permets de préciser vos propos de tout à l'heure. Ce n'est pas à proprement parlé une négociation qui a eu lieu avec l'État, parce que j'ai suivi cela sur différentes métropoles et collectivités concernées, surtout les plus grosses. Nous devions augmenter de 1,2 %. Il y avait trois autres petites augmentations possibles de 1,5. Nous en avons obtenues deux, sur les trois. Max, tu confirmes, je crois. Nous avons pu obtenir l'augmentation de 1,5 % parce que nous avons une croissance démographique supérieure à une norme précise qui avait été fixée par le Gouvernement. Et aussi parce que nous avons un trend de croissance de dépenses sur les années qui précèdent, y compris sur la période de la présidence de Jean-Pierre Moure, qui faisait que nous étions une collectivité vertueuse. Et nous n'avons pas pu obtenir le dernier tiers, qui concerne le fait que nous n'avons pas assez de quartiers éligibles à la politique de la ville, ce qui est une forme de calcul qu'il fallait contester, car nous sommes dans une métropole dont la ville-centre a un des taux de pauvreté les plus élevés, donc nous étions potentiellement éligibles, et cela nous n'avons pas pu l'obtenir parce que la norme fixée par le Gouvernement ne le permettait pas. Donc nous n'avons qu'une augmentation de 1,5 %, qui est inférieure à celle de l'inflation constatée, qui est aujourd'hui annoncée autour de 1,7 %. Enfin, on verra bien à la fin de l'année. Ce qui signifie que, de manière réelle, nos dépenses diminuent. C'est la première remarque.

La deuxième remarque concerne la lutte contre les inondations. Je constate avec satisfaction qu'est bien inscrite à l'intérieur du budget l'intervention sur le bassin du Rieumassel, qui concerne l'avenant du PAPI II. Cette programmation avait été fixée de concert avec l'État, qui va être le plus gros financeur et le plus gros subventionneur de cette opération.

La maîtrise d'ouvrage est emportée par la Métropole. Donc dans ces conditions, on ne peut que s'en féliciter. Je voudrais par contre mettre en exergue un problème qui se pose. La lutte contre les inondations, ce n'est pas simplement de gros ouvrages. C'est aussi, de manière régulière, faire des opérations tous les quatre ou cinq ans, qui consistent au désenbâclement des principaux cours d'eau. Cela concerne la totalité de la Mosson, et non pas simplement un affluent de cette Mosson. Il y a un marché qui peut être passé aujourd'hui puisque tout a été préparé par le syndicat de bassin et qu'il ne manque plus qu'une chose : que la Métropole signe l'appel d'offres. Or il a été décidé de ne pas le signer. Je trouve que cette décision est particulièrement injuste, anormale et dangereuse, car si nous avons pu obtenir une lutte contre les inondations en 2014, c'est parce qu'en 2013, sous la maîtrise d'ouvrage du SYBLE – j'en félicite ici son Président –, nous avons pu désenbâcler la totalité de la Mosson. Ce travail est essentiel. Donc j'en appelle à votre réflexion sur ce sujet pour que nous puissions effectivement avancer.

Je vais accélérer mon propos en venant sur l'essentiel de ce que j'avais dit lors du rapport. Je ne développe pas un point qui a été abordé par mes collègues, brillamment présenté par Madame Touzard, qui concerne le stade. Effectivement, c'est l'objet de la discussion. Je partage son analyse. À ce sujet, vous avez reçu, Monsieur le Président, avec bienveillance, les gilets jaunes. Je vous en félicite. À cette occasion, vous allez certainement présenter un certain nombre de leurs idées, notamment l'idée d'organiser un référendum d'initiative citoyenne. Vu la division que propose cet aménagement autour du stade, ce serait une bonne idée de faire que ce soit nos concitoyens qui, après un grand débat public, seraient les juges de paix de cette querelle.

Dernier élément. J'avais souligné lors du rapport d'orientations budgétaires le fait que notre Métropole avait de plus en plus de responsabilités sociales, qu'elle n'était pas simplement une structure de mission comme autrefois, qu'elle avait des responsabilités sociales directes. Je n'insiste pas sur le 0 % d'augmentation, puisque de fait les impôts vont augmenter de 2,2 %, maintenant que l'on connaît les bases. Mais c'est une chose tout à fait recevable. En sachant que, pour ce qui est de la taxe d'habitation, 10 % des habitants de la Métropole ont des revenus inférieurs nécessaires, ce qui fait qu'ils ne paient pas la taxe d'habitation, et que pour 77 % d'entre eux, la taxe d'habitation a baissé cette année et rebaissera l'année prochaine. Ce 0 % concerne donc les 23 % qui ont une taxe d'habitation. Quant aux 36 % de propriétaires qui existent sur Montpellier autour de 42 % sur l'ensemble de la Métropole, ils subiront effectivement l'augmentation de 2,2 %. Donc la lutte pour le pouvoir d'achat passe effectivement par les impôts, mais ce n'est qu'un aspect. Nous, en tant que Métropole, on peut peser sur d'autres aspects concernant le pouvoir d'achat, qui est aujourd'hui, comme vous le savez, une revendication sociale très largement partagée par les populations.

Premièrement, concernant le prix de l'eau – chose que je connais bien – nous avons pris la très bonne décision au 1^{er} janvier 2016 de baisser le prix de l'eau de 10 %, c'est-à-dire le prix de l'eau potable et le prix de l'assainissement, puisque tous les deux font le prix de l'eau ensemble. Je vous rappelle que le prix de l'eau potable n'a été baissé que pour 13 communes, celles qui appartiennent au périmètre de la régie, que le prix de l'assainissement a baissé pour les 31 communes de la Métropole. Donc depuis 2016, l'inflation cumulée a été de 5,3 ou 5,4 %. Cela signifie que nous avons déjà mangé 5 % de cette baisse concernant l'eau potable. Quant à l'assainissement, nous avons procédé à deux augmentations de prix depuis, ce qui fait qu'en fait, aujourd'hui, la baisse du prix de l'eau n'est plus que de 2 %. Donc je pense qu'il faut réfléchir à cette question, car l'eau est une chose essentielle dans le budget de nos ménages, bien moins importante que l'énergie mais nous avons là un poids beaucoup plus limité. Donc il faudrait se poser la question : est-ce que, du point de vue de l'assainissement, on justifie l'augmentation des prix par l'investissement nécessaire sur MAERA ? Peut-être qu'on pourrait étudier de près ce budget. C'est un budget non seulement annexe mais totalement autonome et imperméable avec la Métropole. Est-ce que ce taux d'endettement concernant l'assainissement est très faible ? A mon souvenir, je n'ai pas le chiffre ici en tête. Mais on pourrait éventuellement baisser le prix de l'eau et augmenter ce taux d'endettement concernant l'assainissement, puisqu'il est très bas. Et le ratio est très bas.

Deuxièmement, concernant les transports, je vous avais dit, lors de mon intervention lors du rapport d'orientations budgétaires, que j'étais pour qu'on mette à l'étude l'élargissement des tarifs prioritaires pour les personnes les plus démunies. Aujourd'hui, il est relativement limité. Donc on voit des personnes qui franchissent le seuil très facilement. Il suffit que leur prime d'activité augmente un petit peu et ils franchissent le seuil. À ce moment-là, les déplacements deviennent un véritable problème. Donc lorsque nous avons décidé fort justement, en 2014, de baisser les prix de transports pour les plus jeunes, nous avons contribué à un gain de pouvoir d'achat.

Donc il faut peut-être se poser cette question pour la période qui vient. Cela n'a pas été discuté. Comme l'a dit Monsieur le Président, le seul lieu où nous, en tant que Maires, nous pouvons co-élaborer avec vous le budget, c'est le rapport d'orientations budgétaires. Nous n'avons pas d'autres lieux. J'ai posé la question. J'attends une réponse à ce sujet.

Je n'insisterai pas sur ce qu'a très justement dit Hervé Martin, puisque j'envisageais de l'aborder, en disant que nous aurions pu aussi envisager, parce que cela contribue à la lutte pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens, d'abonder le budget du logement social. Car chacun sait qu'à partir du moment où quelqu'un sort d'un parc rivé et entre dans le parc social, c'est pour lui un bond de pouvoir d'achat, et aussi une amélioration de la qualité de son logement.

Tout cela me paraît essentiel. Il y a d'autres points encore qui concernent le pouvoir d'achat, notamment le FSL (fonds social logement). Nous avons effectivement des sommes qui sont affectées, mais ce sont les mêmes sommes qui étaient affectées pour notre territoire précédemment par le Conseil Départemental. À l'époque, je me souviens d'une discussion quand on avait envisagé un moment une certaine coordination entre tous les CCAS de la Métropole, qui fut un débat un peu avorté, mais on avait bien fait d'essayer de faire cela, nous avons souligné le fait que l'intervention du FSL n'était peut-être pas assez importante sur la zone urbaine sur laquelle on est, où les ménages en difficulté étaient assez nombreux pour payer leur facture d'électricité et pour terminer leur fin de mois avec leur loyer, et qu'il fallait donc augmenter. On aurait donc pu aussi faire le choix d'abonder ce budget du FSL ou du FAJ, car nous avons désormais directement une responsabilité sociale.

Dans ces conditions, je n'ai pas pris une position générale. Chacun conviendra que j'ai détaillé mes justifications. Au niveau de la Commune de Grabels, nous avons réfléchi à ce vote en responsabilité. Vous savez, je suis conseiller métropolitain et Maire depuis 2008. Lors de la première mandature, on me qualifiait souvent comme opposant, un vilain petit canard, etc. C'était bien sympathique. Mais dans cette première mandature, ce n'est qu'une seule fois que j'ai voté contre, alors que je n'étais pas dans le Bureau et les instances dirigeantes de la Métropole. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes pas dans une collectivité territoriale. Nous sommes dans un établissement de coopération intercommunale. Nous représentons nos communes. Donc à partir de notre commune, nous savons qu'il y a un intérêt commun avec les autres communes. C'est donc dans ce cadre que nous avons réfléchi, et cette fois-ci nous voterons contre le Budget.

Monsieur le Président

J'ai parfaitement compris les explications alambiquées que vous nous avez proposées. La précision, c'est que quand vous étiez Vice-Président, vous le votiez ; vous n'êtes plus Vice-Président, vous ne le votez plus. Monsieur Cour.

René Revol

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Pas dans ce mandat. Monsieur Cour. Monsieur Grand, vous n'avez pas la parole. Monsieur Cour.

Christophe COUR

Je rajouterai à ce qu'ont dit mes collègues que c'est un budget de gestion d'affaires courantes. C'est un budget sans projets sérieux, sans projets ambitieux ni visions, à la fois pour les métropolitains mais aussi pour les générations futures et pour l'amélioration de leur quotidien. Je rajouterai qu'en plus de ce non projet ambitieux, vous n'anticipez pas les problèmes alors que c'est votre rôle en tant qu'homme politique et Président de la Métropole. Je vous donnerai deux exemples. Concernant l'accessibilité par le tram à la gare TGV, vous vous en êtes préoccupé uniquement une fois que la gare était ouverte au public. Le deuxième exemple concerne les ordures ménagères. Là aussi, c'est pareil, la seule anticipation c'est de payer 3 millions d'euros des camions polluants qui vont irriguer de nos déchets nos voisins. Donc je voterai contre ce budget. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Cour. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je vais démarrer non pour remercier Max pour la qualité de son rapport, mais pour le remercier de s'être excusé de ses derniers propos, selon lesquels ce budget a été conçu avec les Vice-Présidents et validé avec les élus de la majorité. Je t'avouerai que moi, le métropolitain, j'ai avalé un peu de travers. Ceci étant, dans un certain sens, cela m'aurait fait plaisir. Cela m'aurait un peu rassuré, qu'un grand nombre d'entre nous aient participé à l'élaboration de ce budget. Malheureusement – merci quand même pour tes excuses – cela n'a pas l'air d'être le cas.

On a dit beaucoup de choses. Mes prédécesseurs se sont très bien exprimés. Je voudrais qu'on revienne sur ce que vient de dire René il y a cinq minutes. On est dans une intercommunalité. Je crois qu'il faut qu'on se rappelle tous, qu'on soit maire ou qu'on soit conseiller métropolitain, qu'on est là pour représenter les personnes de nos communes, nos territoires communaux. On est là pour aussi gérer conjointement l'argent que nos contribuables, qu'ils soient individuels ou entreprises, mettent dans la Métropole. Pour vous donner un ordre d'idée – je ne veux pas dire que l'un donne plus que les autres, c'est proportionnel à la population, à la richesse, au nombre d'entreprises, etc. –, la Commune de Lattes, les contribuables lattois donnent directement à la Métropole, au budget général de la Métropole, entre 10,5 et 11 millions, à peu près. Donc on a, nous, les élus lattois, une responsabilité de veiller à ce que cet argent qui rentre dans le budget général de la Métropole soit utilisé de bonne manière et qu'il soit utilisé en concertation avec nous. Ces 10,5 à 11 millions sont abondés par ailleurs au transfert entre le budget communal et le budget de la Métropole dans le cadre des transferts. On est bien d'accord. C'est bien deux choses différentes. Vous, dans vos communes, et nous dans la nôtre, nous nous devons d'être attentifs.

Démarrons par Lattes. Petite blague : aujourd'hui, je n'ai même pas la chance d'avoir des premières pierres. Ô combien j'aurais aimé avoir une première pierre pour le contournement Nord. Ô combien j'aurais aimé voir arriver une première pierre pour le pont sur le Lez. Dans le schéma général, Monsieur le Président, vous nous avez montré un jour les aménagements prioritaires, urgents, impérieux – ou je ne sais plus quels étaient les termes. J'aurais beaucoup aimé aussi avoir une première pierre dont j'aurais pu discuter du contenu sur la manière dont on va gérer la sortie et l'entrée des véhicules qui vont aller à la gare Sud de France. Pour l'instant, on n'a que trois, quatre trains par jour ; on en aura vingt à la fin de l'année. Même si la gare est sur Montpellier, les habitations de Montpellier, les quartiers résidentiels de Montpellier, les rues de Montpellier sont à quelques kilomètres. Nous, les rues et les habitations de Lattes sont à 500 mètres du parking Sud de Montpellier, de la gare. Il a fallu que j'apprenne dans la presse que vous vouliez faire un barreau routier qui traversait le territoire de Lattes. Évidemment, je vous ai envoyé un courrier en vous disant non. Vous l'avez respecté. Dont acte.

Ceci étant, si vous aviez envoyé les bulls, je pense qu'on se serait mis devant. Vous aviez décidé que la sortie principale allait être une deux fois deux voies qui allait traverser le quartier de Boirargues, quartier lattois. Donc même dans la conception des projets ou des solutions à la va-vite qu'on pouvait trouver aux problèmes qu'on n'avait pas traités dans les cinq dernières années, on n'était pas associés. Je vais en reparler. Mon arlésienne à moi. Celle qui aurait méritée plus qu'une première pierre, puisque c'était un engagement. La station de tram à Boirargues. La station de tram sur la ligne 3 qui était prévue à l'origine, que j'avais volontairement, du temps de Georges Frêche, retirée parce que j'avais dit qu'on la mettrait quand on aura fait ce qui était prévu, c'est-à-dire de mettre à peu près 700 logements dans un rayon de 500 mètres et d'installer des grandes entreprises. Je les ai installées. Ils sont tous là : les habitants, les gens qui travaillent dans ces bureaux. Ils sont tous venus, en sachant qu'il y aurait une station de tram. Il y en a une autre d'ailleurs qui était prévue, qui était pré-signée avec l'État, celle qu'il y avait à la gare Sud de France et qui allait desservir également le quartier de Boirargues. Ni l'une ni l'autre de ces stations sont encore en place, et ni l'une ni l'autre n'ont fait l'objet de mise en œuvre à l'heure actuelle, même si – et je m'en réjouis – dans ce budget on met de quoi commencer à faire le prolongement de la ligne 1. J'en ai fini avec Lattes.

Je ne vais pas parler du stade en tant que tel. Je ne suis pas opposé à la création de ce stade. Je ne vais donc pas parler de l'objet stade. Je vais parler d'un objet : c'est un stade ; cela pourrait être une usine d'incinération ; cela pourrait être un autre équipement, une usine de méthanisation ; cela pourrait être un autre équipement d'intérêt général. Mais vu les sommes engagées par la collectivité, on ne peut pas envisager que dans une intercommunalité un tel équipement soit mis pour le premier euro – exceptées les études, et on les a votées et on a voté la délibération dont a parlé très justement tout à l'heure Isabelle...

On ne peut pas imaginer dans un budget d'intercommunalité... Je me demande même si le législateur ne devrait pas légiférer sur cette question, pour un équipement quel qu'il soit, qu'on puisse commencer à mettre les premières sommes, alors que la même intercommunalité, les communes qui la composent, n'ont pas été amenées à délibérer, étudier sérieusement si cet outil, cet équipement, est de nature à porter l'intercommunalité, est de nature à être porté par l'intercommunalité, ou en partenariat comme vous avez envie de le faire avec le privé, et si cela entre dans la stratégie. C'est un peu comme si on faisait une ligne de tram sans en parler à personne et que vous décidiez en tant que Président, comme cela, qu'on allait faire une nouvelle ligne de tram, une sixième, une septième ou une huitième. Je crois qu'on est dans ce cas de figure-là. L'équipement dont on parle, ce fameux stade, avec son complexe sportif, avec – j'ai entendu dire – un casino... Il faut quinze ans pour avoir un casino. La démarche, c'est quinze ans. Donc on n'est pas près de le voir arriver. Avec des bureaux, on m'a expliqué un peu le projet, parce que je me suis renseigné. Cela n'a jamais été débattu profondément et étudié profondément par les Maires. Nous ne sommes pas là pour nous faire plaisir, nous ne sommes pas dans une collectivité locale ; nous sommes les représentants de nos communes, comme je l'ai dit tout à l'heure, et de l'engagement des fonds de nos contribuables, de nos entreprises et de nos communes et des fonds que nous transférons de la commune à l'intercommunalité. À ce titre-là, vous êtes, ou plutôt vous n'êtes que le Président, et nous sommes tous ici vos paires et on engage à notre niveau la collectivité.

Je veux prendre un deuxième sujet. Ce n'est pas de pot, parce qu'on parle de sport et de culture. Généralement, c'est tabou, en France, de parler de sport et de culture. On a décidé, quand on est arrivé, d'arrêter le musée de l'histoire de la France en Algérie. On l'a décidé. À ce moment-là, les décisions étaient prises collégialement. On a décidé de le faire, mais comme on avait déjà commencé à aménager l'hôtel Montcalm, je crois que c'est vous, Monsieur le Président, qui nous avez dit : « Si on utilisait cet équipement, ce lieu, pour faire un musée ou un lieu d'art contemporain ? » Dont acte. Je crois qu'à la majorité, à la grande majorité ou à l'unanimité, on a acté. On a dit « oui, pourquoi pas ». C'est un équipement culturel qui manque au panel déjà énorme de la Métropole. On est partis, on a fait les travaux. Sauf que là, on découvre quoi ? On découvre deux choses. D'abord, le budget dédié au MOCO, c'est entre 6,1 et 6,5 millions. À l'intérieur, il y a La Panacée qui, généralement, vaut à peu près 800 000 euros en fonctionnement, et l'École des beaux-arts qui vaut à peu près 1,3 millions. Quand j'ai dit 6,1 à 6,5 millions, j'ai évidemment rajouté les 3 millions de la ville. Question : on a transféré la culture, la grande culture. Est-ce que dans la compétence générale, la ville a encore le droit de mettre la moitié d'un budget ? Est-ce que ce n'est pas seulement pour cette année, que, l'année prochaine, on ne va pas récupérer les 3 millions de la ville de Montpellier sur le budget pour le transfert de compétences normal au niveau de la Métropole ? Je repars donc de mes 6,5 millions. On va dire 6,1 millions. J'augmente le budget de La Panacée et de l'École des beaux-arts de 400 000 euros, histoire de leur dire qu'on leur met un peu plus. Donc je retire 2,5 millions. Il me reste 3,6 millions. Sauf que le MOCO ouvre le 29 juin prochain.

Donc c'est six mois d'activité. Cela veut dire que le MOCO va nous coûter 7 millions. C'est peut-être un très bon investissement culturel. Je ne le remets pas en cause. Sauf que je n'ai jamais eu d'explication de ce qu'on allait faire dans le MOCO. J'ai entendu qu'il n'y aura pas d'exposition permanente. Il n'y aura pas de collection permanente. On n'aura que des expositions temporaires, etc. On a pris un Monsieur remarquable, on me l'a expliqué, car je n'y connais rien en art contemporain – il paraît que c'est un des meilleurs de France, d'Europe et du monde –, qui va nous diriger cela. Très bien. Parfait. Pierre a dit : « Tu sais, quand j'étais à la présidence de la commission, on avait déjà embauché un Toulousain qui était remarquable. » Tant mieux. On a un Toulousain, un Parisien et, a priori, pour claquer 7 millions d'euros, il va falloir... À moins qu'on ait viré le Toulousain, Bernard, je ne sais pas. Entre-temps, je me dis, mais qu'est-ce qu'on fait avec ces 7 millions. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire. Je dis qu'il est anormal qu'on engage 7 millions de budget annuel, parce que ce sera le cas l'année prochaine – il y aura douze mois l'année prochaine. Cette année, il y a six mois ; l'année prochaine, il y aura douze mois. C'est la règle. C'est généralement comme cela que cela se passe. Donc on aura douze mois de fonctionnement l'année prochaine. Mais 7 millions, mes amis, c'est ce que nous coûte le musée Fabre, cette institution remarquable, où on est au top de ce qui se fait en Europe. Donc, très bien. Mais il n'est pas normal que nous, élus de la Métropole, élus Maires ou pas Maires, on n'ait pas été renseignés sur ce qu'on allait faire réellement dans ce MOCO.

On pourrait en rajouter énormément, comme cela. Mais je crois qu'aujourd'hui, on est dans une absence totale de concertation et de travail ensemble. Certains de mes prédécesseurs ont dit qu'on a mis un temps fou à faire une ligne de tram, alors qu'avant on en faisait deux pratiquement à chaque mandat. Certains ont rappelé, moi en premier, qu'on avait du retard sur l'aménagement de Cambacérès – ex-Oz, et pourtant Oz était fait, était prêt, était en capacité d'être démarré.

Pour ceux qui ne savent pas ce qu'est Oz, cela va faire à peu près trois mois que je l'ai sur mon bureau pour le montrer aux gens. C'était ce quartier que, Président, pour des raisons que j'ignore encore maintenant, vous avez barré d'un coup de crayon quinze jours après votre arrivée, un projet sur lequel on avait travaillé conjointement depuis deux ans et demi avec les meilleurs urbanistes européens, voire mondiaux. Ce quartier était prêt à être embarqué. On a décidé de faire Cambacérès et on avait donné trois mois à deux ou trois bureaux d'urbanistes pour essayer de nous refaire cela. Résultat des courses : quand je regarde, cela ressemble étrangement – au moins, les réseaux sont les mêmes – au schéma qu'on avait fait pour Oz. Dommage qu'on ait perdu tant de temps. On a perdu beaucoup de temps. On a reculé. Mais ce qu'on a peut-être perdu le plus, c'est nous-mêmes. Tous ici présents. Quand je vais dire tout à l'heure, Michelle – puisque tu me fais des « oh », comme tu as fait des « ah » tout à l'heure, ma chère –, que pour mon dix-huitième budget je vais voter contre – parce que vous l'avez compris, toutes les raisons que je viens d'évoquer le justifient – vous allez faire « ah ». Quand je vais vous dire que cela me fait de l'émotion, oui, cela me fait de l'émotion. Je suis vraiment un métropolitain, je me suis engagé. Quand je suis arrivé, un certain nombre d'entre vous n'étaient pas là. Je rappelle aux anciens la position de Lattes dans la Métropole. Lattes attaquait la Métropole. Lattes bloquait MAERA. Lattes bloquait toute solution pour régler les problèmes sur Le Thôt. Lattes créait un port pour que Lattes ait un port avant Georges Frêche. Lattes faisait plein de choses et était le camp de base de la Région qui luttait contre Georges Frêche. Je suis arrivé avec mon équipe, avec mes équipes, équipes citoyennes, bien avant l'arrivée de Philippe Saurel qui a influencé tant de monde, y compris le Président de la République, depuis. Je n'ai pas dit que je t'avais influencé, Philippe. Jamais de ma vie. On a porté avec la Commune de Lattes un esprit intercommunal, encore peut-être plus puissant que la majorité des communes ici, parce qu'on a gardé pendant trois ans le Thôt, on a gardé MAERA qui vous a permis, aux uns et aux autres, de vous raccorder. Et en plus, à une certaine époque, avant que mes copains prennent cette fameuse présidence, ô combien honorifique et importante, des inondations, j'ai permis à beaucoup de régler les problèmes d'inondation – et parfois à certains de ne pas pouvoir les régler, comme le dit Michel, car c'était du pluvial chez toi, et je n'ai pas pu donner droit à ta demande à l'époque. On n'a donc pas à rougir de ce qu'on a fait pendant des années et de la place de Lattes pendant des années. L'année dernière, on s'est abstenus, avec le cœur brisé. Là, vraiment, c'est le cœur en peine.

Je terminerai juste, après avoir remercié Max au début. Il faut arrêter maintenant le cinéma, Philippe. Tu ne nous as jamais eu dans ton dos. À aucun moment on a été dans ton dos. On était à tes côtés, parfois on était critique. Tu le sais. Sur la politique fiscale, je n'ai jamais été dans la même position que la plupart d'entre vous, parce que je ne voulais pas que les communes se trouvent dans des situations compliquées. Je pense qu'une intercommunalité comme la Métropole doit être solidaire avec tous. C'est facile d'être solidaire, quand on est petit et qu'on a des difficultés. Moi je suis gros et je n'ai pas de difficulté. Personnellement, je ne suis pas si gros que cela, mais je parle de la Commune de Lattes, évidemment.

Merci pour ceux qui auraient corrigé d'eux-mêmes. C'est plus simple de demander la solidarité quand on est dans des difficultés que de la proposer quand on est à la tête d'une commune telle que la mienne et qui pouvait jouer cette solidarité. Aujourd'hui, cinq ans après, aucune solidarité entre les communes. Quand on fait le tour des vœux et qu'on apprend combien nos collègues, dans les petites communes, ont de capacité d'autofinancement, cela commence à être inquiétant. On est venus au DOB. On a parlé au DOB. On s'est inquiétés au DOB. On s'est inquiétés de la capacité d'autofinancement à partir de 2020, qui se casse la figure sur la Métropole. On n'est pas innocents et on n'a pas été si mauvais que cela dans les années précédentes. Aujourd'hui, non, Philippe, on n'a jamais été dans ton dos. Si tu nous retrouves aujourd'hui en face de toi, c'est que tu nous as tourné le dos, et qu'on s'est remis devant toi pour t'expliquer que non, on ne cautionne pas cette gestion. Malheureusement, au niveau de Lattes, j'en ai discuté avec l'ensemble de mon groupe majoritaire, les élus du groupe majoritaire de Lattes, pour la première fois, vont voter contre ce budget intercommunal. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, je crois qu'on a un bon débat actuellement. C'est important qu'on ait ce bon débat. Un bon débat, cela veut dire qu'on se respecte. C'est cela qui est important. Qu'on s'écoute et que personne n'a la vérité sur tous les sujets. Par rapport à ce qui est en débat, je suis arrivé sans savoir exactement ce que je voterai. Je voulais écouter les uns et les autres.

Fondamentalement, pour moi, il y a deux raisons pour lesquelles on pourrait voter pour ce budget. La première, c'est qu'une intercommunalité suppose de travailler ensemble, avec des Maires de sensibilités différentes. Il n'y aura jamais 31 Maires de droite, de gauche ou du centre. Il y aura toujours des sensibilités différentes. Cela suppose de travailler ensemble pour le bien commun, de faire des compromis en fonction de l'intérêt général de nos concitoyens. Pour cela, il faut être particulièrement attentif à la ville-centre, parce que – je le rappelle à tous, notamment à Cyril qui vient d'intervenir – Montpellier c'est un peu moins de deux tiers de la population de la Métropole et c'est la moitié des mandats. Donc il faut travailler en bonne intelligence. Dans cette bonne intelligence, il faut faire en sorte que le Maire de Montpellier et Président de la Métropole actuellement soit partie prenante, très clairement, de cette opération.

La deuxième raison, c'est qu'il y a beaucoup de bonnes choses. Je ne vais pas reprendre la longue intervention de Max. Il y a quand même deux choses qui m'ont particulièrement plu. Il y a enfin un budget sur la ligne 5, pour laquelle on a pris beaucoup de retard. Par exemple, on aurait très bien pu commencer plus vite les travaux au Nord, puisqu'il y avait de toute façon une concertation à faire au Sud compte tenu du sujet du parc Montcalm. Il y a aussi un budget sur les pistes cyclables. On avait entendu des déclarations très peu sensibles à la question. On a vu qu'il y avait une évolution très nette, et cela, c'est positif.

Mais il y a la question du stade et, derrière la question du stade, la question de la prospective sur les finances de la Métropole. Je voudrais dire que je suis très inquiet sur les finances de la Métropole dans la prochaine mandature. J'ai commencé à le dire après l'exposé de Max la fois dernière sur le document d'orientations budgétaires. Le taux d'autofinancement de la Métropole est prévu comme devant baisser. Avec le taux d'autofinancement, la capacité d'emprunt de la Métropole va baisser. Cela, c'était dans le premier scénario. Dans le deuxième, elle baisse encore plus, compte tenu du fait que 19 collectivités vont choisir de passer à la formule des AC investissements. Cela va se traduire, en autofinancement, par une baisse plus importante et une capacité d'endettement moins importante. C'est un premier point.

Deuxième point. Il y a énormément de coûts qui sont projetés. Au-delà de ceux qui sont annoncés, il faut bien entendre ce qu'a dit notre collègue Moure sur le fait que la participation de la Métropole a toute une série d'investissements comme le COM, comme l'ADEME, etc., qui sera nécessaire. Il y a par ailleurs le fait que, vu ce qu'attendent nos concitoyens, bien évidemment, il faudra s'engager à ce que le taux de fiscalité n'augmente pas pendant le prochain mandat. Et il faudra s'engager à ce que le taux de fiscalité n'augmente pas. Cela veut dire que les impôts augmenteront, mais ils augmenteront comme les bases, et les bases augmenteront en fonction de la loi, comme l'inflation constatée. Donc cela veut dire que les équipements augmentent aussi, comme l'inflation. Très clairement, il y aura une contrainte forte qui sera sur la Métropole.

La ligne 5, je suis heureux qu'elle soit confirmée. Mais c'est 400 millions. Pour le moment, cette année, on n'en dépensera qu'un peu plus de quatre. On n'en sera qu'au tout début d'un investissement qui est tout à fait important et très attendu par nos concitoyens.

Concernant le stade, je crois qu'il faut éviter de faire de la fuite en avant. La fuite en avant, pour le moment, c'est que nous avons deux choses. Nous avons premièrement deux fois 10 millions : 10 millions à la ville – cela regarde les conseillers municipaux de la ville – et 10 millions à la Métropole, plus une annonce de pose de première pierre. Je vous demande solennellement qu'il n'y ait pas de pose de première pierre sur le stade, avant que nous ayons d'abord un débat sur la localisation, le coût, les méthodes de financement, que nous ayons ce débat et un vote du Conseil de Métropole. Nous avons besoin de ce débat, préalablement à des décisions. Il ne faut pas nous mettre devant le fait accompli sur le stade. Il est très important que, là-dessus, on puisse rassurer nos concitoyens. Le stade n'est pas encore décidé. Il y aura des modalités. Il y a une question qui est posée. On sait bien que la Mosson, c'est inondable. Il y a une question qui est posée, mais la réponse viendra au terme du débat qui doit avoir lieu en Conseil de Métropole sur le sujet du stade. C'est pour cela, qu'in fine, je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Mais je vous rappelle qu'à l'unanimité le Conseil de Métropole a voté l'extension de la ZAC Cambacérès avec l'emplacement des équipements sportifs.

Je vous parle de l'emplacement.

Interventions hors micro.

L'emplacement a été voté à l'unanimité et la presse possède les délibérations. Vous êtes gentils. À la veille des élections, vous défendez toutes les causes. Monsieur Pastor, puis Monsieur El Kandoussi et Monsieur Lévisa.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais à mon tour participer à ce concert de louanges que nous venons d'entendre et adresser mes très sincères félicitations à Max. Je ne vais pas faire un grand discours. J'ai relevé au cours des interventions un certain nombre de points de détail sur lesquels je vais répondre. Mais quand j'ai écouté Max, j'ai trouvé qu'il avait beaucoup de patience, parce que cela fait plusieurs années qu'il nous présente un budget construit de la même manière, avec les mêmes objectifs (0 % de fiscalité, 0 % d'augmentation des taxes), et en défendant le logement social, le social, les problèmes environnementaux, les problèmes de développement économique, dont personne ne parle d'ailleurs et dont personne n'a parlé. Parce que c'est dans le développement économique – ce n'est pas Chantal qui me contredira – qu'on a les ressources de demain. Un exemple, que je cite maintenant : Via Domitia, à Castries. J'ai appris l'autre jour que pour ce parc d'activités, fait conjointement avec la Région, la CFE cette année, c'est 380 000 euros. Ce n'est pas une paille. Et Dieu sait si à l'époque cela a été critiqué. Quand cela a été lancé.... Mais il ne faut jamais avoir raison trop tôt. Donc, c'est la même chose. Il n'y a qu'une chose qui a changé depuis le début du mandat. On n'a pas eu cette année – pour la deuxième année consécutive – de baisse de la DGF, parce que chacun oublie que c'est les Gouvernements précédents – et pas juste celui d'avant – qui avaient commencé les baisses de DGF. Là, on a une stabilisation. Ce n'était pas gagné d'avance. Que n'a-t-on entendu : il ne tiendra pas, etc. Néanmoins, la promesse est tenue. Je l'avais déjà dit l'année dernière : je préfère qu'on s'engage sur un montant modéré de dépenses. Aide-toi, le ciel t'aidera.

Maintenant, je vais répondre sur un certain nombre de points. Le FSL. Les revenus du FSL, c'est des contributions volontaires des communes et des collectivités. Est-ce que toutes les communes ici participent au FSL ? Je participe au FSL, en tant que Commune de Castries. Je fais un don. Ce n'est pas obligatoire. J'ai la liste. Il n'y a pas l'ensemble des communes du Département, loin de là. C'est très bien que la Métropole y participe. Parce que ce qui est intéressant, c'est qu'on peut leur demander les ménages, dans vos communes, qui ont bénéficié du FSL. On se rend compte que c'est un investissement important. Chaque année, j'essaie d'augmenter ma participation au FSL, alors que rien ne m'y obligerait. Donc je lance un appel à toutes les communes pour participer au FSL et ainsi aider les plus défavorisés.

L'ACI. Je fais partie de ceux qui sont restés sur le système ancien. Parce que le système ancien avait un gros avantage, à mon avis : c'est qu'il permet une solidarité, puisque la Métropole aide les petites communes que nous sommes. Mais je comprends très bien que les problèmes des grosses communes (Montpellier, Lattes et Castelnau) et des petites communes comme nous sont totalement différents et qu'on n'ait pas la même approche. Mais – Monsieur le Président, je tenais à vous en remercier – vous n'avez pas eu une position dogmatique, à savoir : c'est toute l'ACI ou pas. Non, on a le choix entre les deux. D'ailleurs, la majorité des communes a choisi de rester dans le système ancien. Donc on ne va pas reparler maintenant de l'ACI, qui l'a fait, qui ne l'a pas fait, etc. On ne va pas rester des lustres là-dessus. Cela suffit. C'est fait. Tout le monde est content. C'est parfait.

Régulièrement, j'entends parler impôt nouveau, taxe de séjour. Cela me hérise le poil. Parce que la taxe de séjour n'a jamais été prélevée sur le contribuable local. Tout le monde le sait. Ceux qui colportent cela, soit c'est des ânes, soit ils ne sont jamais allés dans un hôtel quelque part. La taxe de séjour, c'est la contribution du touriste qui vient et qui la verse. D'ailleurs, cette taxe de séjour, on la reverse quasiment intégralement à l'office de tourisme pour faire des actions de tourisme.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Laissez parler Monsieur Pastor.

Gilbert PASTOR

Les bases. L'augmentation des bases. Là, je rejoins une position du Président de la République. La suppression de la taxe d'habitation, c'est une excellente chose, parce que, René Revol l'a rappelé, la taxe d'habitation, il y avait des abattements, des choses comme cela, des redistributions. Mais c'est quand même un impôt injuste. On va la supprimer et la remplacer par une autre. Ne nous faisons pas d'illusion. Il faudra trouver un autre impôt. Mais la revalorisation des bases sur le foncier, je veux bien que ce soit l'inflation, mais attendez : l'enrichissement du bien mobilier d'année en année... Moi, je tiens à jour les ventes sur ma commune avec le prix au mètre carré. Mais il n'a pas baissé. En un an, il augmente de plus de 2 %. Beaucoup plus que cela. Donc il faut l'intégrer dans la réflexion. C'est normal qu'on reprenne, sur les bases, ce qui enrichit le propriétaire. Parce que le propriétaire, son patrimoine, s'enrichit chaque année. On n'est pas en Lozère. Je parle de chez nous. Chez nous, il s'enrichit chaque année. Je regrette, mais c'est comme cela.

Le dernier point que je voulais soulever, c'est les routes. Je rappelle que la Métropole a la compétence des routes depuis deux ans. Je vais prendre un exemple tout bête. Les problèmes à l'ouest et à l'est sont pareils. Quand je travaillais, jusqu'à il y a neuf ans maintenant, à Sanofi, il fallait que je parte à 7 heures 10 le matin pour y être avant 8 heures. Parce que si je partais à 8 heures, j'arrivais à 9 heures et demi. Donc les embouteillages, ce n'est pas d'aujourd'hui. La route n'était pas métropolitaine. On va prendre un autre exemple. Restinclières – Le Crès a été une route nationale, a été une route départementale. Qui peut me dire ce qui a été fait sur cette route depuis que j'étais à l'école primaire ? Rien. Un carrefour à Saint Geniès des Mourgues parce qu'il était accidentogène. Mais la route elle-même n'a pas bougé. Maintenant, on se retourne. On va dire : il faut que la Métropole fasse tout. La Métropole ne pourra pas tout faire tout de suite. Je crois que c'est là qu'on déconne un peu, les élus. On ne peut pas demander à une intercommunalité, parce qu'actuellement on n'est pas d'accord avec ceci ou avec cela, de faire ce qui n'a pas été fait pendant des années et des années, que ce soit l'État, que ce soit le Département, et ainsi de suite. Donc il faut, je crois, programmer les choses et être raisonnable. Parce que c'est en annonçant n'importe quoi aux gens qu'après on se décrédibilise vis-à-vis de l'opinion publique.

Voilà les quelques mots que je voulais vous dire. Il y en aurait d'autres, mais c'est déjà assez tard.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Pastor. Monsieur El Kandoussi.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, chers collègues, puisqu'il faut donner son pedigree, j'interviendrai en tant que conseiller métropolitain, Montpelliérain et conseiller général de La Paillade. Vous aimez tous Monsieur Nicollin. À vous écouter, vous êtes tous allés à l'école avec lui, vous avez tous bu des coups avec lui.

Vous le portez tous dans votre cœur. Vous étiez tous sur la Comédie pour fêter le titre de champion de France. Un grand Monsieur, Louis Nicollin. Il avait dit, il y a quelques années : « La Paillade, c'est la fille que je n'ai pas eue. » Et quelques années après, il avait dit : « On va crever ici. » Du vivant de Louis Nicollin, son fils, Laurent Nicollin, parlant du nouveau stade, avait dit : « Je ne peux que me réjouir de cette initiative. On va mourir à la Paillade. Plus ça va, plus l'affluence baisse. C'est compliqué de venir au stade, compliqué pour en repartir. »

Interventions hors micro.

Monsieur Grand, comportez-vous comme au Sénat. Là-bas, il paraît que vous êtes exemplaire. Ici, vous êtes médiocre. Médiocre, Monsieur le Sénateur. En plus, je ne vous ai pas embêté aujourd'hui. Alors soyez respectueux. Vous m'obligez à vous interrompre. Je le note. Je reprends.

« Je ne peux que me réjouir de cette initiative. On va mourir à la Paillade. Plus ça va, plus l'affluence baisse. C'est compliqué de venir au stade, compliqué pour en repartir. Ce n'est pas un stade moderne, avec un lieu de vie pour permettre aux gens de venir une heure avant et partir une heure après. Un stade de 25 000 places, c'est réfléchi, intelligent, un stade à visage humain, à notre niveau, à notre image. »

Alors, un peu d'audace, un peu d'ambition sportive, Mesdames et Messieurs les conseillers métropolitains, pour notre territoire qui est, avec Paris, la ville la plus sportive de France, puis pour la Paillade. Je me répète, mais la répétition n'est pas mauvaise. Déplaçons le stade. Utilisons la structure du stade hors niveau inondable pour recevoir des entreprises qui créeront de l'emploi. Ce qui manque cruellement à la Paillade, c'est l'emploi. 40 % de chômage frappent les jeunes de la Mosson.

Pour conclure, Monsieur le Président, j'ai trouvé un article d'*Ouest France*, du 7 décembre 2018. « Conseil métropolitain de Nantes. À l'issue d'un débat long et musclé, le vote du stade de Nantes 100 % privé (ce modèle que vous portez tous comme un exemple) : 95 exprimés, 53 pour, 41 contre et 1 abstention. » Monsieur le Président, ce dossier est un dossier politique. Tout simplement.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur El Kandoussi. Et bravo pour votre intervention. Monsieur Pastor l'a dit : c'est un dossier politique sur le stade ; c'est un dossier politique sur la taxe de séjour ; c'est un dossier politique sur les routes, dont nous n'avons la compétence que depuis deux ans. On nous demande de réaliser le contournement Ouest et le contournement Est, tout ce qui n'a pas été fait en quarante ans, d'un coup de baguette magique. C'est de la politique. C'est pour cela que je ne suis pas affolé. Parce que je vous connais par cœur. Et cela me rassure. Je préfère vous avoir en face qu'avec moi dans l'exécutif. Vous comprenez ce que je veux dire ? Les citoyens comprennent. Monsieur Lévida.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne vais pas répondre à chacun d'entre vous, parce que j'en aurais pour trois heures. Je ne vais pas le faire.

Simplement, Monsieur Caizergues, votre question sur le déroulement dans le temps figure dans le document que vous avez sous les yeux. Je vous renvoie à la page 77. Pour la ligne 5 de tramway, il est prévu 418 092 281. Cela va se développer de la façon suivante : 3 122 281 en 2019 ; ensuite, il y a 11 millions prévus en 2020 ; 23 millions en 2021 ; 62 millions en 2022, etc. On a prévu le déroulement.

Concernant vos remarques, mes chers collègues, je ne vais pas entrer dans le détail – sinon on va devenir fous.

Premièrement, il y a le stade. On a prévu de donner 10 millions. Vous n'avez même pas demandé à qui. C'est rigolo. À qui on les donne, les 10 millions ? Bien sûr, on est archinuls. On n'a pas fait l'ombre d'une étude. On fait n'importe quoi. Qui veut 50 millions ? Je suis prêt à vous les donner. Donc il y a une étude. Cette étude n'est pas prête, mais elle vous sera communiquée. Vous serez bien obligés de voter sur la réalisation. Elle montre l'inscription des 10 millions. Elle montre que nous jugeons – et cela vous a déjà été présenté – la création d'un nouveau stade nécessaire. Elle montre qu'on est engagés. Maintenant, engagés à quoi ? Il faudra plus de précisions. Elles vous seront fournies en temps et en heure.

La ligne 5. Monsieur Martin et Monsieur Moure ont des notions sur l'évolution des taux assez faibles. Vous ne devez pas savoir ce que veut dire la notion d'euro constant. Donc il y a eu une augmentation fantastique. Moi je n'ai jamais vu la réalisation de la ligne 5. Vous l'avez proposée. Vous n'avez jamais dit comment cela serait financé. Heureusement, parce que vous n'avez pas été élus. Quand vous dites que ce serait réalisé, pourquoi pas : avec Frêche, on aurait fait un métro. On avait l'intention d'en faire un, un métro. On a reculé parce que les études montraient que c'était compliqué. Donc la ligne 5 sera réalisée. Maintenant, on est prêts. Le Président va faire la dernière réunion de concertation le 14 février. C'est le jour de la Saint-Valentin. Vous êtes invités à assister à cette représentation.

D'une manière plus générale, je remercie mon collègue Pastor. D'une manière plus générale, mes chers collègues, et un certain nombre de Maires, à mon avis, vous avez quarante ans de retard. Vous n'avez pas compris dans quel monde nous sommes. Nous sommes dans un monde où l'inflation a disparu. Je sais bien que c'est gênant. Pour les financiers, c'est la catastrophe. L'inflation, c'est une bénédiction. Cela nous baisse la dette. Nous, on la baisse, la dette, même sans inflation. Regardez l'exploit. Vous en voulez, les projets. Le métro : Frêche a travaillé sur le métro, il nous a fait travailler. On a réfléchi sur le métro. Je vous signale qu'à Toulouse ils font la troisième ligne. Ils ont décidé cela il y a aussi quatre ans. Ils commenceront les travaux en 2021. On est dans un monde où les ressources sont limitées. Il va falloir réfléchir. Si vous n'êtes pas d'accord sur les priorités, c'est votre droit le plus absolu. Mais il va falloir réfléchir, et pas ajouter, ajouter, ajouter. C'est un problème compliqué à résoudre.

Il y en a qui votent contre. Mes chers collègues, quand on vote contre, c'est qu'on estime devoir voter contre. J'ai voté contre une fois. Je suis entré à la Métropole, enfin au District, en même temps que toi, Jean-Pierre. J'ai voté une fois contre. J'étais le seul, avec Saurel. C'est quand on nous a proposé ce projet Unlimited. Vous vous rappelez ?

Monsieur le Président

Il y a Revol. Il y a René qui a voté contre. On a été trois.

Max LÉVITA

Mais après on était tout seuls. Moi je ne regrette pas parce que c'était absurde.

Enfin, je le savais. Avec l'augmentation de 2,2, je me suis dit qu'il y en a qui vont nous proposer de diminuer les taux. Donc comme on est nuls, on est archinuls, bien sûr, on a dit « non, on ne diminue pas ». J'ai fait faire des études. C'est une de mes spécialités, les études. J'ai été payé pendant quarante ans pour cela. Pourquoi on ne fait pas la diminution ? Pourquoi on ne fait pas la diminution, ni à la ville, ni à la Métropole ? Monsieur Grand, premièrement, vous m'obligez à faire ce que je déteste faire : je suis allé regarder vos comptes. Je n'aime pas, parce que c'est vous qui êtes chez vous là-bas, vous êtes autonomes, vous faites ce que vous voulez.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Laissez-le parler, Monsieur Grand, s'il vous plaît. On vous a écouté avec beaucoup de plaisir.

Max LÉVITA

Vos bases ont augmenté de 15 %.

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Moi, je vous ai dit – je ne vous l'ai pas caché – que mon problème, à l'heure actuelle – on a des discussions avec la Direction départementale des finances publiques –, c'est que les bases de Montpellier et de la Métropole diminuent.

Jean-Pierre GRAND

(Hors micro.) Vous ne vous posez pas la question : Pourquoi ?

Max LÉVITA

Tu as la réponse ?

Jean-Pierre GRAND

(Hors micro.) Bien sûr que j'ai la réponse. C'est l'abaissement du niveau de la Métropole ...

Max LÉVITA

Alors là, Monsieur le Sénateur, je vous salue.

Monsieur le Président

Tous les ans, il y a 8 000 habitants de plus et les bases diminuent. Il y a un problème de comptage technique. Ce n'est pas possible.

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Je ne vous reproche rien du tout. Je dis que, si j'avais 15 %...

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Laissez parler Monsieur Lévit. Monsieur le Sénateur, laissez parler Monsieur Lévit.

Max LÉVITA

Si nous avons 15 % d'augmentation de la base, on ferait cela sans problème. Nous avons une diminution. Le Directeur départemental des finances publiques ne sait pas me répondre. Je vais lui dire de vous prendre comme expert. Il n'y a pas de problème.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

C'est affiché.

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Je ne stigmatise rien du tout. Chaque Maire fait ce qu'il veut.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, ne faites pas la chochette.

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Qu'est-ce qu'il a dit ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, Monsieur Grand, calmez-vous. Vous êtes trop excité.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Laissez parler Monsieur Lévit. C'est incroyable. Vous n'avez aucune conscience du débat public, Monsieur Grand. Laissez parler Monsieur Lévit. Laissez Max Lévit finir son propos.

Max LEVITA

Je ne vous reproche strictement rien. Vous avez pris une décision. Vous avez été élu. C'est de votre compétence. Vous êtes légitime. Vous prenez la décision que vous voulez.

Interventions hors micro.

C'est un argument de tribune. Vous vous croyez au Sénat. C'est ce qu'on dit au Sénat. C'est n'importe quoi. Cela ne veut rien dire.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Poursuivez, Monsieur Lévit.

Max LÉVITA

Dernier point. Je vous indique, mes chers collègues, en particulier les Maires dans la même situation, les 31 Maires et la Métropole, que nous sommes dans la même situation : nous ne savons pas par quoi sera remplacée la taxe d'habitation.

On verra bien comment ils feront à Castelnau. Ils baissent. On verra bien en 2021 s'ils sont conduits à augmenter. Là, cela nous a paru, cela m'a paru – c'est le conseil que j'ai donné au Président – absurde de diminuer dans la situation d'incertitude dans laquelle on est. On est incapable de donner des prévisions à cinq ans. Vous avez raison. Jean-Pierre Moure a raison sur un point : gérer sans savoir ce qui va se passer dans les cinq ans, c'est...

Interventions hors micro.

Max LÉVITA

Je ne vois pas en quoi c'est insupportable. Vous avez fait pire, à mon avis.

Monsieur le Président

Monsieur Grand. Jean-Pierre.

Max LÉVITA

Pour une fois qu'on vous a laissé parler sans interruption.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, présentez-vous à Montpellier. Cela fait deux ans que je vous le dis. Ayez le courage de conduire la liste. N'agitez pas toujours Monsieur Altrad ou Monsieur Deljarry. Allez-y vous-même. Et vous serez bien reçu.

Je voudrais conclure en deux points, en remerciant tous les collègues d'avoir participé à ce débat fort démocratique, puisque je rappelle que nous avons commencé à 18 heures et qu'il est 22 heures 30. Donc on ne peut pas dire que ce débat n'a pas été démocratiquement conduit et vécu. Même si tout le monde n'a pas la chance de pouvoir comprendre la politique en temps réel.

Je voudrais donc revenir sur deux points. Nous augmentons cette année l'investissement. Trois points. C'est mieux, trois. Nous augmentons l'investissement, nous diminuons la dette et nous maintenons 0 % d'augmentation des taux. Et on contient l'investissement à haut niveau. Et nous poursuivons notre aménagement de la Métropole de façon équitable. Voilà.

Je vais passer au vote, maintenant. Je vais compter les voix une par une, comme d'habitude. Parce que je veux savoir qui vote pour, contre et s'abstient. D'abord, qui ne souhaite pas prendre part au vote ? Personne. Qui est contre ? Monsieur Dewintre, Madame Dardé, Monsieur Grand, Monsieur Bonnal et Madame Panos, Monsieur Raymond, Monsieur Éric Pastor et Madame Donada, Monsieur Meunier et Monsieur Dudieuzère, Madame Brissaud, Madame Touzard, Madame Jabado, Monsieur Revol, Monsieur Larue, Monsieur Cour. On est à 15. Madame Frêche et Monsieur Calvat, Monsieur Moure, Monsieur Martin et Monsieur Penso. 20. Qui s'abstient ? Vous êtes contre ?

Audrey LLEDO

(Hors micro.) Évidemment.

Monsieur le Président

Contre : 22. Qui s'abstient ? Monsieur Petit, Monsieur Rouilleault, Madame Gianiel, Monsieur Caizergues, Monsieur Vera, Monsieur Quiles, Madame Cassar, Madame Hart. 8. Qui vote pour ? C'est cela qui est historique. Je vais compter, parce que c'est quand même un petit plaisir. 59.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Historique.

(Hors micro.) 12 communes sur 31 ont voté contre le Budget.

Monsieur le Président

Mes chers amis, il faut sortir un peu. Allez voir comment sont les votes à Toulouse. Allez voir ce qu'ils sont à Nantes. Allez voir ce qu'ils sont à Marseille.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

On ne revient pas sur les votes, Monsieur Meunier. Vous ne voulez pas revoter quand même. Cela suffit ! Vous êtes plus prolix qu'au Conseil départemental.

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Contre : 22 voix.

Ont voté contre : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Renaud CALVAT, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, Mme Audrey LLEDO, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

Abstentions : 8 voix.

Se sont abstenus : M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Clare HART, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Henri ROUILLEAULT, M. Joël VERA.

AFFAIRE N° 5 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2019

Mmes V. BARTHAS-ORSAL et V. DEMON, MM. J-P. GRAND, R. REVOL et N. SEGURA sortent de séance. Mme R. ILLAIRE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. T. BREYSSE.

Monsieur le Président

Affaire 5 : Attributions de subventions. Qui veut la parole ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Il faut écouter. Je suis à l'affaire 5. Il est 11 heures du soir, bientôt. Contre ? Abstention ? En sachant que Madame Mirallès ne prend pas part au vote. Adoptée. Allez-y.

Cyril MEUNIER

C'est l'attribution de subventions dans le cadre de la thématique sports. On est bien d'accord ?

Monsieur le Président

Oui.

Cyril MEUNIER

Je voulais faire un point positif. Je viens d'avoir le score du BLMA.

Monsieur le Président

Oui, je sais, ils ont gagné. Elles sont formidables.

Cyril MEUNIER

Tu es d'accord avec moi.

Monsieur le Président

Je viens de les féliciter.

Cyril MEUNIER

C'est l'équipe de la Métropole, l'équipe du BLMA, qui a perdu de 19 points à Venise, qui continue son parcours en Coupe d'Europe, et qui a gagné de 24 points à Lattes. Je pense qu'on peut les applaudir.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Ah, c'est vrai que tu n'as pas voté le budget.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Merci à la Métropole de financer les gazelles de Lattes.

Abdi EL KANDOUSSI

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur El Kandoussi, vous avez parfaitement raison. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N° 6 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE ENVIRONNEMENT ET TRANSPORTS - EXERCICE 2019

Mme C. HART et M E. PETIT sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 6 : Attributions de subventions dans le cadre de la thématique environnement. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 7 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE POLITIQUE DE LA VILLE

MM L. JAOUËL et J-P RICO sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 7 : Attributions de subventions dans le cadre de la politique de la ville. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE URBANISME ET HABITAT

Monsieur le Président

Affaire suivante : Attributions de subventions dans le cadre de la thématique urbanisme et habitat. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Michèle DRAY-FITOUSSI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE CULTURE - EXERCICE 2019

Mme S. JANNIN sort de séance.

MM. J. DOMERGUE et J. VERA sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 9 : Attributions de subventions dans le cadre de la culture. Qui est contre ? Monsieur Meunier, votez contre la culture, il y a le MOCO. Alors, je ne comprends pas. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Renaud CALVAT, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2019

Mme V. DEMON entre en séance.

M. P. BONNAL sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir accordé par Madame M. C. PANOS est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 10 : Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ressources humaines. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EXERCICE 2019

Monsieur le Président

Affaire 11, pour le développement économique. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Fabien ABERT, M. Thierry BREYSSE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix.

AFFAIRE N° 12 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE TRANSITION ENERGETIQUE - EXERCICE 2019

Monsieur le Président

Affaire 12 : Finances - Attributions de subventions dans le cadre de la transition énergétique. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Pierre DUDIEUZERE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 13 : FINANCES - REPORTS D'AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS VOTEES SUR DES EXERCICES ANTERIEURS - EXERCICE 2019

Monsieur le Président

13 : Finances - Reports d'affectations de subventions votées pour des exercices antérieurs, pour l'exercice 2019. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Thierry BRÉYSE, Mme Perla DANAN, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Sonia KERANGUEVEN, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL, M. Gilbert PASTOR, M. Philippe SAUREL, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Annie YAGUE, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 14 : TRANSPORTS ET MOBILITE - EXTENSION DE LA LIGNE 1 DE TRAMWAY VERS LA GARE MONTPELLIER SUD DE FRANCE - BILAN DE LA CONCERTATION - APPROBATION

Mmes S. BOUALLAGA, E. LLORET et J. FRÊCHE (avec le pouvoir de M. R. CALVAT), et MM. F. ABERT et H. MARTIN (avec le pouvoir de M. E. PENSO) sortent de séance.

Mmes V. BARTHAS-ORSAL, C. HART, S. JANNIN, E. LLORET et MM. J-P GRAND, L. JAOU, E. PETIT, R. REVOL, J-P. RICO et N. SEGURA sortent de séance.

M. G. LANNELONGUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 14 : Extension de la ligne 1. Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, pour finaliser la phase de concertation concernant l'extension de la ligne 1, une réunion publique s'est tenue le 14 décembre 2018 à l'Hôtel de la Métropole. Cette réunion publique a été l'occasion de présenter au public les principaux objectifs de cette extension, ainsi que les modifications apportées au projet depuis la première phase de concertation, qui a eu lieu en 2013. Les cinq objectifs retenus pour ce projet structurant sont : poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transport public afin de diminuer la dépendance automobile ; s'intégrer dans une stratégie urbaine globale ; assurer des dessertes de qualité des grands équipements, des établissements d'enseignement et des pôles d'emploi ; permettre de relier efficacement les deux gares entre elles ; s'intégrer au nouveau quartier Cambacérès.

Pour ce qui concerne le bilan de cette concertation, cette concertation auprès de la population, des associations, des instances concernées a permis de préciser les parties d'aménagement et d'exploitation de l'extension de la ligne 1 et de présenter l'évolution du tracé. À ce stade, il est possible, en analysant les remarques des populations concernées et en tenant compte de l'avancée des études, d'établir la synthèse suivante. Le futur quartier Cambacérès accueille la gare nouvelle de Montpellier Sud de France depuis juillet 2018, pour laquelle la liaison entre le centre-ville, la gare Montpellier Saint-Roch et l'aéroport via les transports urbains est primordiale. L'extension de la ligne 1 de tramway va ainsi permettre d'ouvrir un service de transport suffisamment rapide, régulier et ponctuel pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajets entre les deux gares. Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway vont participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (lycée, pôle d'affaires, équipements sportifs, logements, commerces, parc d'activités, etc.) et entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'A9 et de l'A709 en direction de l'Odyséum. Ils constitueront l'axe central de ce quartier. La population qui s'est exprimée a considéré que le projet proposé était le projet utile et indispensable. La liaison entre les deux gares apparaît comme indispensable à la réussite du projet global du quartier Cambacérès, gare Montpellier Sud de France. Selon les citoyens, les transports sont l'une des composantes prioritaires du programme. L'extension de la ligne 1 est donc vitale pour que le projet soit unanimement accepté.

Il apparaît en effet la volonté citoyenne de voir les modes de vie actuels simplifiés, en simplifiant notamment l'accès à la mobilité. Le tracé ne fait pas débat. Le tracé préférentiel de l'extension de la ligne 1 depuis le terminus du centre commercial Odysséum jusqu'au parvis Ouest de la gare en passant par la cour de la gare du futur quartier Cambacérès n'a pas été remise en cause et, au contraire, a recueilli un avis très favorable. La possibilité de prolonger la ligne 1 est très bien perçue par les citoyens, qui souhaitent même qu'elle soit à terme prolongée jusqu'à l'aéroport.

Je vous propose donc d'approuver le bilan de concertation concernant l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rico. C'est une affaire importante. Je vais laisser parler Monsieur Grand, puis je vous dirai un petit mot après, parce que la concertation a été vraiment très positive et a été menée avec l'ensemble des populations concernées, ici, à la Métropole, dans la salle Pelloutier. Monsieur Grand.

Jean-Pierre GRAND

Merci, Monsieur le Président. Cette délibération sur l'extension de la ligne 1 du tramway depuis l'Odysséum jusqu'à la nouvelle gare SNCF ne pose pas en soi de problème particulier. On la vote sans aucune difficulté. Les éléments de la concertation reprennent ce qui a été dit et écrit à de multiples reprises. Ce dossier porte sur la construction – il faut le rappeler – de 1,3 kilomètres de ligne de tramway pour un montant de 40 millions, en raison de contraintes diverses, notamment celui de l'enjambement autoroutier.

Le 30 octobre 2012, une première délibération prévoyait le lancement des travaux en 2015 avec une mise en service en 2017. Le 24 septembre 2013, les phases administratives et de concertation se prolongent, puis l'autorisation de signature du marché de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation est donnée.

En mars 2014, vous devenez, Monsieur le Président, Maire de Montpellier, Président de l'Agglomération puis de Métropole. Seize mois après, le 22 juillet 2015, une autorisation d'avenant à la maîtrise générale est prise, ainsi que de nouvelles missions pour coordonner le projet avec ceux de la future gare et du déplacement de l'A9. Deux années après, le 7 juin 2017, vous annoncez en conférence de presse un nouveau plan de mobilité. Dix-huit mois après, le 16 décembre 2018, vous annoncez toujours en conférence de presse la livraison de l'extension de la ligne 1 pour 2021. En 2018, la gare Sud de France entre en service. La SNCF annonce pour cette année 2019 un trafic de 20 TGV quotidiens – cela a déjà été dit tout à l'heure – avec tout ce que cela comporte comme besoins de transport pour les voyageurs.

Aujourd'hui, nous savons que des études devraient se terminer fin de cette année, les travaux devraient débuter au début de l'été 2020 pour s'achever raisonnablement au premier trimestre 2023. Tout cela, si on ne prend pas de retard. Onze années se seront alors écoulées depuis le lancement de ce projet d'extension de la ligne 1 du tramway. Pour justifier un tel retard, vous avez à plusieurs reprises dénoncé l'absence de rentabilité d'une ligne desservant une gare avec 4 trains quotidiens. Mais cette ligne a aussi, je le rappelle, vocation à desservir le lycée Mendès France et les 1 153 élèves qui y sont aujourd'hui scolarisés. Croyez-vous que la ligne 2 de tramway n'a pas anticipé l'urbanisation ? Si nous n'avions pas fait cela, il n'y aurait pas de ligne 2 de tramway aujourd'hui. La réalité, c'est que vos tergiversations depuis votre élection sur ce dossier comme sur bien d'autres auront fait perdre cinq années à notre collectivité. Pour les grandes actions de mobilité, on peut qualifier votre mandat de mandat blanc.

Interventions hors micro.

Jean-Pierre GRAND

Minute. Je vous l'expliquerai en particulier si vous ne comprenez pas.

Monsieur le Président

Non. Madame Barthas, je vous interdis d'aller au rendez-vous que vous donne Monsieur Grand. Trop dangereux.

Jean-Pierre GRAND

Pendant ce temps, le nouveau Maire de Toulouse – vous en avez dit un mot tout à l’heure – lance dès 2014 la troisième ligne de métro, ouvrage de 27 kilomètres, avec les deux tiers en souterrain. Jean-Louis Moudenc m’a confirmé lors de notre récente rencontre à Souillac, où vous n’étiez pas, ce qu’avait récemment annoncé le quotidien La Dépêche sur l’avancée du dossier qui permet de garantir la mise en service de la troisième ligne de métro de Toulouse début 2025, soit onze ans après le lancement du dossier. Toulouse aura construit en onze ans une ligne de métro de 27 kilomètres aux trois quarts souterrains, quand il aura fallu à Montpellier onze ans pour construire 1,3 kilomètre d’extension d’une ligne de tramway. Ce constat est cruel, Monsieur le Président. Il devrait interpeller notre Assemblée, au lieu que certaines braillent. Mais il devrait aussi interpeller l’opinion publique. J’ai dit.

Monsieur le Président

Dans la même intervention, vous avez fait deux erreurs. Vous avez dit à Madame Barthas qu’elle braillait. Or ce n’est pas correct. Et vous avez fini par « j’ai dit », comme si personne ne pouvait parler après vous. C’est très maladroit. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je voudrais juste un peu intervenir, parce que je suis, par rapport à Monsieur Grand, un jeune Maire. Il est donneur de leçons. Il était Maire pendant plus longtemps que moi, et surtout bien avant moi. Mais il est donneur de leçons par rapport à tout ce qui a pu être fait sur Montpellier, sur la Métropole. Surtout, il incrimine le Président Philippe Saurel. J’aimerais savoir comment il a pu ne pas être meilleur que moi pour supprimer son passage à niveaux à Castelnau, alors qu’il avait beaucoup plus de moyens que moi. Donc j’aimerais quand même qu’il commence à balayer devant sa porte, parce qu’on parle d’insécurité pour sa population. En même temps, je vais abonder dans le sens de Max Lévit. Je l’ai dit ici. Monsieur Grand est très fort pour dire qu’il baisse les impôts, mais quand il s’agit de la sécurité de ses concitoyens, il en appelle à la Métropole pour qu’on lui finance la suppression du passage à niveaux. Je pense qu’il aurait été beaucoup plus louable de sa part, et beaucoup plus honorable, d’augmenter les impôts comme on a pu le faire à Baillargues et de mettre en sécurité sa population. Je vous remercie.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, je voudrais dire deux mots sur le trajet. Pouvez-vous, je vous prie, afficher le trajet de la ligne ? C’est la prolongation de la ligne 1. Elle part d’Odysseum et va se rabouter à la gare Montpellier Sud de France, sur le parvis de la gare Montpellier Sud de France, à qui nous avons donné le nom de Melvin Jones, le fondateur du Lions club, un Américain – le Lions club a fêté son centième anniversaire l’an dernier –, à la demande du Lions club. L’avenue qui va desservir la gare, anciennement appelée chemin du Mas des Brousses, nous allons lui donner le nom du magnifique historien de la Méditerranée Fernand Braudel. Le pont qui passe sur l’A709, que nous allons modifier complètement, aura deux voies de tramway, quatre voies pour les véhicules, et des pistes cyclables et piétons. Donc son calibre va être très largement élargi, augmenté. Nous lui donnerons le nom du grand penseur politique Karl Marx. Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Je voulais revenir un peu sur l’historique qui a été évoqué. Je rappelle que cette mandature a débuté en 2014. Je rappelle simplement que la convention qui nous lie avec Vinci Construction pour la réalisation des ouvrages d’art sur l’A9 et l’A709 a été délibérée le 1^{er} octobre 2014. Cette convention a permis de réaliser un des deux ouvrages, à savoir l’ouvrage qui est actuellement sur l’A9. Le montant des travaux s’est élevé à 7,2 millions d’euros. Cet ouvrage est aujourd’hui terminé. Toujours sur l’historique, je voudrais rappeler que par délibération du 30 septembre 2015, nous avons délibéré pour signer une convention entre l’Etat et la SNCF pour réaliser le parvis de la gare qui va accueillir la ligne 1 de tramway et qui n’était pas prévu à l’origine. Ce parvis a représenté la somme de 9,2 millions d’euros. Il est aujourd’hui réalisé. Donc aujourd’hui, en termes d’ouvrages réalisés, nous sommes à 16,4 millions d’euros sur les 40 millions d’euros, ce qui représente 41 % de la future extension de la ligne 1.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rico, de ces précisions. Merci d'avoir remis le calendrier dans l'ordre. Mais Monsieur Grand fait de la politique. Il ne fait pas de l'aménagement. Il ne travaille pas pour la Métropole. Il travaille pour lui. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je me félicite que ce projet soit lancé aujourd'hui, avec l'ensemble des infrastructures de haut niveau et de qualité – celles que nous allons réaliser et pour lesquelles nous délibérons ce soir.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 15 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes T. DASYLVA et A. DESTAILLATS et MM.A. LARUE et J-L. MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. JF AUDRIN) sortent de séance.

Mme I. GUIRAUD sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. L. JAOUL.

Monsieur le Président

Affaire 15 : il s'agit de la convention d'objectifs avec la Régie des Eaux de Montpellier. Monsieur Breysse, Madame Clarac, Monsieur El Kandoussi, Madame Fourcade, Madame Galabrun Madame Illaire, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Madame Roussel, Monsieur Savy, Monsieur Calvat, Madame Donada, Monsieur Dudieuzère ne prennent pas part au vote. Un audit externe a été conduit sur la Régie publique de l'eau en 2018. Il a préconisé plusieurs améliorations de la convention d'objectifs. C'est ces modifications que l'on vous propose. La première modification est la reprise de certains indicateurs permettant de mesurer les objectifs fixés à la Régie, car mal formulés ou non efficaces, la grande majorité des 72 indicateurs étant conservée.

Le deuxième point, c'est la clarification des activités liées aux missions de communication, celles concernant la communication institutionnelle relevant dans leur intégralité de l'autorité organisatrice. Troisième point : des précisions en matière de gouvernance, deux nouvelles instances de pilotage étant confirmées, portant sur la gestion de la ressource en eau et sur le suivi de la facturation de l'eau et de l'assainissement auprès des abonnés du service. Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

René REVOL

Monsieur le Président, chers collègues, c'est un dossier intéressant, puisqu'on peut polémiquer sur beaucoup d'autres choses au niveau de notre mandature, mais on aura réalisé la mise en place d'une Régie publique de l'eau pour 13 communes sur 31. Donc la convention d'objectifs, c'est la manière par laquelle l'autorité organisatrice que constitue la Métropole fixe le cadre de l'action de la Régie. Pour avoir présentée la convention d'origine et le premier avenant, c'est un dossier important. Cela peut être tout à fait justifié de faire un nouvel avenant pour préciser un certain nombre de choses, notamment les indicateurs, puisque parmi ces très nombreux indicateurs, une partie d'entre eux sont mal adaptés.

Le seul problème, c'est que vous appuyez cet avenant de convention d'objectifs sur un audit externe. Cet audit externe a été présenté dans ce Conseil métropolitain qu'une seule fois. Tout le monde s'en souvient, puisque c'était un copier-coller d'un audit du Mont Valérien. J'avais mis cela en évidence à l'époque. Cet audit n'a même pas été soumis au vote de l'Assemblée. Vous n'avez-vous-même, ce jour-là, même pas présenté le fait qu'on en avait pris connaissance, car il y avait manifestement un vice de forme dans ceux qui ont audité. Depuis, j'ai demandé par courrier, sans aller plus loin que cela, plusieurs fois, qu'on me communique l'audit, en tant que conseiller métropolitain. Il n'a jamais été soumis à cette Assemblée. Cela signifie concernant la re-discussion de cette convention d'objectifs, qui peut se légitimer sur plein de points, qu'on n'a pas les moyens d'analyser à partir de l'audit.

J'ai quand même regardé de près cette convention, cet avenant, puisqu'il n'était pas lié au dossier qui nous était envoyé. Il a fallu qu'on vienne le chercher. Donc je suis venu le chercher, je l'ai lu. Il y a une série de choses sur lesquelles on pourrait discuter. Globalement, il n'y a pas de choses extraordinaires. Mais il y a une chose qui me déplaît beaucoup. Dans les indicateurs qui sont enlevés, il est enlevé la marche à la tarification sociale. Lorsqu'en 2014 j'avais présenté à vos côtés la mise en place de la Régie, j'avais dit que dans un premier temps nous ne pourrions pas faire la tarification sociale la première année, mais qu'on la mettrait en place avant la fin du mandat. Or là, vous nous faites voter qu'on ne la met plus du tout en place, puisque la convention d'objectifs va jusqu'au 31 décembre 2020. Donc je pense que c'est un recul, que je n'apprécie pas. Je ne veux pas aborder cela sur un ton polémique. Mais je n'apprécie pas. Donc je ne voterai pas cette délibération, pour deux raisons. Pour cette dernière raison : la tarification sociale est abandonnée. Et pour une première raison : cela s'appuie sur un document qui ne nous a jamais été fourni, une fois de plus.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? 7 abstentions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 51 voix.

Contre : 2 voix.

Ont voté contre : Mme Claire JABADO, M. René REVOL.

Abstentions : 7 voix.

Se sont abstenus : Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Jean-Pierre GRAND, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Joël RAYMOND, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 16 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - SAEML SERM - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

MM. J-L MEISSONNIER (avec le pouvoir de M. J-F. AUDRIN) et H. MARTIN (avec le pouvoir de M. E. PENSO) entrent en séance.

M. J-P. GRAND sort définitivement de séance en donnant pouvoir à Mme C. DARDE.

M. A. EL KANDOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire suivante : il s'agit de la Chambre Régionale des Comptes et du rapport sur la SERM et SAEML. Le rapport de la Cour des Comptes précise un certain nombre de sujets. Ce rapport comporte des remarques qui porte essentiellement sur une période dévolue à l'ancienne équipe dirigeante. Pour rappel, arrivée de Monsieur Perez le 01/10/2014, lequel a pu mettre en place un nouveau plan stratégique dès début 2015. Les remarques font apparaître deux recommandations essentielles : la première est d'appeler les administrateurs à la vigilance sur leur délégation personnelle en matière de nombre de mandats sociaux ; la seconde est d'approfondir la réflexion en matière de stratégie d'achat par la mobilisation de leviers de massification et de rationalisation de besoins si utiles par le recours à des centrales d'achat. Voilà globalement les deux recommandations faites au travers de ce rapport. Après, il y a toute une série de détails. Si quelqu'un souhaite la parole, je la lui donne bien volontiers. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Ah, on prend acte.

Ne participent pas au débat : MM. P. KRZYZANSKI, M. LEVITA et S. TORTORICI.

Le Conseil prend acte du rapport.

AFFAIRE N° 17 : HORS COMMISSION - CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES OCCITANIE - SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

Mme C. JABADO sort de séance.

M.A. LARUE entre en séance

Monsieur le Président

L'affaire 17 est la Chambre Régionale des Comptes Occitanie – Société anonyme d'économie mixte SFMA. Il s'agit du centre funéraire. Nous avons plusieurs recommandations qui ont été faites par la Chambre Régionale des Comptes. Premièrement, on nous demande de régulariser la situation contractuelle du Directeur, ce qui est en cours. Deuxième point : régularisation de la gestion des véhicules de service par la mise en place de carnets de bord et la limitation des déplacements à usage uniquement professionnel. Troisièmement : la mise en place d'un plan de prévention et de résorption de l'absentéisme. Et quatrième : la mise en place d'une comptabilité analytique permettant une connaissance précise des coûts de l'entreprise. Voilà les quatre recommandations qui sont formulées par la Cour des Comptes. Qui demande la parole ?

Le Conseil prend acte du rapport.

AFFAIRE N° 18 : HORS COMMISSION - SOCIETE GOOGLE FRANCE - PRINCIPE DE MISE A DISPOSITION DE L'ESPACE FRENCH TECH - APPROBATION

M. H. ROUILLEAULT sort de séance.

Mme P. DANAN entre en séance (le pouvoir donné à Mme B. ROUSSEL-GALIANA est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 18 : il s'agit de la Société Google France, qui s'installe à Montpellier, dans l'ancienne mairie de Montpellier, à proximité des entreprises de la French Tech, et qui va ainsi partager le rez-de-chaussée.

L'entreprise Google installe un atelier numérique qui a pour but de former au numérique les citoyens, les entreprises, les commerçants, les artisans, les étudiants. C'est une belle proposition faite par Google à Montpellier, comme Google l'a déjà fait à Rennes. Qui demande la parole ? Monsieur Cour.

Christophe COUR

On a toujours vu que la société Google tirait la couverture uniquement pour elle. Est-ce que la mettre à l'intérieur de l'Espace French Tech... Est-ce que la question leur a été posée pour savoir si effectivement ils trouvaient intéressant d'avoir Google en leur sein ?

Monsieur le Président

Jamais nous n'aurions positionné Google si les entreprises l'avaient refusé.

Christophe COUR

D'accord.

Monsieur le Président

Donc c'est un accord de gentlemen's agreement entre les entreprises et Google. Contre ? 1 contre. Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE LATTES - MODERNISATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES (STEU) MAERA - DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LATTES - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE

Mme C. JABADO et M. A. EL KANDOUSSI entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 19 : Commune de Lattes – Modernisation de la station de traitement des eaux usées. C’est la déclaration de projet. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 20 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE PEROLS - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Mme. C. LEVY-RAMEAU (avec le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 20 : Commune de Pérols – Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du PLU. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 21 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - QUARTIER DE LA MOSSON - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN - INSTAURATION D'UN PERIMETRE D'ETUDES (ARTICLE L.421-1 DU CODE DE L'URBANISME) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 21 : Quartier de la Mosson – Projet de renouvellement urbain – Instauration d'un périmètre d'études. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N° 22 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE LATTES - AMENAGEMENT DU QUARTIER CAMBACERES - CESSION A LA SA3M DES PARCELLES CADASTREES CB N°3, CB N°4, CB N°5

Monsieur le Président

Affaire 22 : Commune de Lattes – Aménagement du quartier Cambacérès – Cession à la SA3M de plusieurs parcelles cadastrées. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 23 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - FONCIER - ZAC DES CHATAIGNIERS - VENTE D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AD 4 - COMMUNE DE SAINT AUNES

Mme S. JANNIN et M.C. COUR sortent de séance.

Mme J. FRÊCHE (avec le pouvoir de M. R. CALVAT) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 23 : Foncier – ZAC des Châtaigniers – Vente d'une partie de la parcelle AD4 – Commune de Saint Aunès. Je vous propose de vendre à l'euro symbolique au Maire de Saint Aunès cette parcelle. Contre ? Abstention ? Vous avez raison : à la mairie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ACTIONS LOGEMENT 2019 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - CONVENTIONS - AUTORISATION

M. A. LARUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 24. Madame Buono vous propose au travers du Fonds de Solidarité pour le Logement les actions logement 2019. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 48 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25 : Construction de 48 logements sociaux à Montpellier par ACM Habitat. Contre ? Abstention ? Si le Vice-Président Noël Ségura veut rajouter, il m'arrête.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 165 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE SOCIALE "LA CROIX VERTE", 590 RUE DE LA CROIX VERTE A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE ADOMA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 26 : Construction de 165 logements sociaux – Résidence sociale « la Croix Verte », 590 rue de la Croix Verte à Montpellier. Il s'agit de la société ADOMA. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX, 54 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU SUR LA COMMUNE DE FABREGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CDC HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27 : Construction de 14 logements sociaux, 54 avenue Georges Clemenceau sur la commune de Fabrègues. Nouveau Logis Méridional. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « OXALIS » - QUARTIER DE LA BERGERIE A JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 28 : Construction de 47 logements sociaux – Résidence « Oxalis » - Quartier de la Bergerie à Juvignac. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 29 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « EUREKA » - RUE DU MAS DE VERCHANT A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29 : Construction de 29 logements sociaux – Résidence « Eurêka » - Rue du mas de Verchant à Castelnau. C'est l'HLM Immobilière Méditerranée. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MAISON ECOE CASTELET » - ZAC DU CASTELET - LOT C1 A CLAPIERS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SAS COOPERATIVE « MAISON ECOE CASTELET » - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30 : Construction de 14 logements sociaux – Résidence « Maison Ecoe Castelet » - ZAC du Castelet à Clapiers. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Madame Marion vous propose de financer le déplacement à l'étranger pour des agents de la Direction du développement économique et de l'emploi de Montpellier Méditerranée Métropole. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

Abstention : 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES (CAP OMEGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2019 - APPROBATION

M. H. ROUILLEAULT entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Marion vous propose aussi pour le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole une demande de subventions à tous nos partenaires pour l'année 2019. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ORGANISMES ECONOMIQUES EXTERIEURS - AUTORISATION D'ADHERER

Monsieur le Président

Affaire 33 : il s'agit des organismes économiques extérieurs et de l'autorisation d'adhérer. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mylène FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. PHILIPPE SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET POLE EMPLOI HERAULT - CONVENTION CADRE - AVENANT 2019 - APPROBATION

Mme. C. LEVY-RAMEAU (avec le pouvoir de Mme S. KERANGUEVEN) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 34 : Partenariat entre la Métropole et Pôle Emploi. C'est la convention cadre et son avenant en 2019. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CITE INTELLIGENTE - CHAIRE INTERNATIONALE SUR LES USAGES ET PRATIQUES DE LA VILLE INTELLIGENTE - UNIVERSITE DE MONTPELLIER - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. A. LLEDO sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 35 : Cité intelligente – Chaire internationale sur les usages et pratiques de la ville intelligente – Université de Montpellier. C’est Monsieur Breysse qui présente cela. Je mets aux voix. Vous voulez dire un mot, Monsieur Breysse ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 36 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M.T. DEWINTRE sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 36 : Soutien aux manifestations – Attribution de subventions. Qui demande des précisions auprès du Vice-Président Gilbert Pastor ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 37 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix.

Monsieur le Président

Affaire 37 : relations internationales, tourisme, parcs d'activité. C’est la prise en charge des frais d’accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de la Métropole. Qui demande des précisions à Gilbert Pastor ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 38 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - PROJET DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ « LAUZE EST » - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - BILAN DE LA CONCERTATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.103-2 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. DRAY-FITOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 38 : projet de zone d'aménagement « Lauze Est », à Saint Jean de Védas. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 39 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU - BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE AU TITRE DE L'ARTICLE L.121-17 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39 : Lauze Est – Commune de Saint Jean de Védas – procédure de déclaration de projet. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N° 40 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 40 : modification du tableau des emplois et des effectifs. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 41 : CULTURE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, LA SOCIETE VIAOCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. PEREZ et M. C. COUR entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 41 : convention pluriannuelle d'objectifs avec ViàOccitanie. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

AFFAIRE N° 42 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSEE DES BEAUX-ARTS DE LYON ET L'ASSOCIATION FRAME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L. COUSQUER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 42 : Musée Fabre – Convention de partenariat avec le musée des Beaux-Arts de Lyon et l'association FRAME. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 43 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43. Madame Lloret vous propose, toujours avec le Musée Fabre, une convention de partenariat avec l'Association Opéra Orchestre National de Montpellier. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme A. DESTAILLATS et M. T. DEWINTRE entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 44. Monsieur Travier, toujours pour le musée Fabre, une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier. Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES, LE SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION PENITENTIAIRE DE L'HERAULT ET LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes S. BOUALLAGA, T. DASYLVA et M. DRAY-FITOUSSI entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 45. Monsieur Travier vous propose de signer la convention de partenariat avec la Direction interrégionale des services pénitentiaires. Monsieur Travier, dites-nous un mot là-dessus. C'est important.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, avant d'aborder cette délibération, si vous m'y autorisez, j'aimerais faire part de mon inquiétude. Nous aurions recruté un Toulousain au MOCO. Je m'excuse, mais franchement je ne vois pas du tout de qui il s'agit. Il n'y a pas de Toulousain au MOCO qui aurait été recruté. Il faudra me donner des précisions. C'est ce qu'a dit Monsieur le Maire de Lattes.

Monsieur le Président

Qu'est-ce qu'ils ont les Toulousains ?

Bernard TRAVIER

Je ne sais pas. Le Directeur de la culture, Ville et Métropole, vient de Toulouse. Peut-être pensiez-vous à lui ?

Monsieur le Président

C'est l'ancien Directeur de la culture de l'ancien Maire Cohen, pour être plus précis.

Bernard TRAVIER

En tout cas, au MOCO, il n'y a pas de Toulousain en vue.

Ensuite, il m'est quand même difficile d'entendre que personne n'a été informé du projet concernant le MOCO. Tous les mois, je réunis la Commission culture. Tous les mois, les adjoints – et beaucoup sont présents – sont informés de l'avancement du projet, de ce que nous y mettons dedans. Il n'a jamais été question de créer un musée. Nous ne pouvons pas acquérir de collection muséale d'art contemporain et nous n'avons jamais voulu cela. C'est un centre d'art contemporain. J'ajoute qu'en ce qui concerne l'information je réunis deux fois par an tous les adjoints culture et tous les Maires sont invités. À la dernière réunion, il y avait le Maire de Restinclières. À l'avant-dernière, il y avait le Maire de Castelnau – le vrai, enfin, celui qui est Maire.

Interventions hors micro.

Franchement, venir m'entendre dire aujourd'hui que vous n'êtes tenus au courant de rien, c'est se moquer de moi et du travail qui est fait par les services. Vos adjoints sont tous présents à ces réunions biannuelles. Il y a vraiment de vrais échanges, un partage, etc. Vous n'avez qu'à le leur demander. Donc je crois que nous faisons ce que nous pouvons, les équipes de la direction culture et les élus, pour que vous soyez informés de tout ce qui se fait au MOCO et où en est le projet. Il en va de même pour le conservatoire. Vous êtes tenus informés de tout.

Ceci étant, pour la délibération n° 45, il s'agit d'une convention tripartite entre le Musée Fabre, le SPIP (Service pénitencier d'insertion et de probation) et la DRAC. C'est cette convention qui nous permet de faire tout un travail culturel en direction des détenus de la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelone. Le Musée Fabre fournit un certain nombre de moyens, de personnels. La DRAC contribue à cette opération et le service d'insertion prévoit le déplacement et la sécurisation des personnes qui viennent au musée, qui sont des personnes détenues. C'est un des seuls musées de France à réaliser ce type d'opération. Donc je vous demande de renouveler la convention pour un an. Ce travail se fait avec des groupes de dix détenus. Au-delà, c'est plus compliqué.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Merci, Monsieur Travier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 46 : Musée Fabre – Convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DES RENCONTRES D'AUTEURS ORGANISEES PAR LE RESEAU DES MEDIATHEQUES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 47 : Direction des médiathèques et du livre – Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre des rencontres d'auteurs. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE - AGORA DES SAVOIRS - DESIGNATION D'UNE PERSONNALITE QUALIFIEE EN TANT QUE PRESIDENT(E) DU CONSEIL SCIENTIFIQUE - APPROBATION

M. J-L. SAVY sort de séance.

Mme S. JANNIN, MM. F. ABERT et J-L. COUSQUER entrent en séance.

MM. J. RAYMOND et Y. PELLET sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 48 : Agora des savoirs – désignation d'une personnalité qualifiée en tant que Président ou Présidente du conseil scientifique. Je vous propose la candidature d'Anne-Yvonne Le Dain, spécialiste des sciences de la terre et de l'agronomie. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord, Bernard, je te prie de m'excuser, mais c'était ce que m'avait dit Pierre. Malheureusement Pierre est parti. Je ne peux pas te dire pourquoi il avait dit cela. Mais c'est ce que j'ai dit dans mon interview. Oui, tu peux raconter, faire le clown, le singe, être irrespectueux vis-à-vis des uns et des autres. C'est exactement ce que j'ai dit. Pierre m'a précisé cela cet après-midi. Donc j'ai répété. Maintenant, Bernard, tu sais très bien le respect que j'ai pour ton boulot et la bonne collaboration que nous avons sur Lattes.

Je reviens maintenant sur l'affaire en cours. Anne-Yvonne Le Dain, je l'aime profondément. Je lui reconnais toutes les qualités pour représenter la culture scientifique. Le seul problème : ce n'est pas contre Anne-Yvonne, évidemment, qu'on va s'abstenir. On va s'abstenir, parce que c'est déjà dans la presse depuis quinze jours. Je veux bien qu'on fasse une délibération nous demandant de désigner notre amie Anne-Yvonne Le Dain à la tête de l'Agora des savoirs. Cela fait quinze jours qu'on le sait déjà dans la presse.

C'est une décision que tu as prise. Elle est sûrement justifiée. Je ne juge pas de la qualité de ce choix. Mais ne nous demande pas maintenant de valider quinze jours après ce qu'il y a dans la presse et ce qui est déjà publié dans le journal. Imagine, Philippe, le désagrément pour Anne-Yvonne si cette Assemblée, pour une raison ou une autre, avec toute l'amitié que j'ai pour elle, votait contre aujourd'hui. On ne serait pas idiot. C'est déjà écrit dans la presse, etc. Ne me fais pas croire que tu as demandé à toute ta majorité s'ils étaient d'accord.

Interventions hors micro.

Cyril MEUNIER

Il vous a tous appelés pour vous demander ? Ah d'accord. Toi aussi ? Toi aussi ? Toi aussi ? Alors pardon. Écoutez, je ne savais pas comment cela fonctionnait, votre groupe majoritaire. Je suis impressionné. Alors je vous prie de m'excuser. Je pensais, avec toute l'amitié que j'ai pour Anne-Yvonne Le Dain, qu'elle était en danger de pouvoir se voir refuser par cette noble Assemblée. Si c'est voté, je suis ravi pour elle, et je lui envoie un gros bisou si elle est dans l'Assemblée. Merci. Mais nous, on s'abstient.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Il faudrait d'abord que le calme revienne.

Monsieur le Président

Attendez. Monsieur Rouilleault. Monsieur Meissonnier a demandé la parole. Qui a demandé la parole ? Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Sur ce sujet, plusieurs remarques. D'abord, bien évidemment, il faut avoir en tête que l'Agora des savoirs est un très bel événement, plutôt un très bel ensemble d'événements, de caractère pluridisciplinaire – à la fois sciences dures et sciences humaines et sociales –, qui est un point de jonction entre le monde de la recherche et le grand public, qui est tout à fait intéressant, et que les Montpelliérains et l'ensemble des habitants de l'agglomération plébiscitent par leur présence nombreuse. Il faut bien avoir en tête – je crois que c'est Delafosse qui avait créé cela dans le temps – que c'est quelque chose qui est tout à fait positif.

Monsieur le Président

C'était Madame Mandroux.

Henri ROUILLEAULT

Et Madame Mandroux, bien sûr.

Monsieur le Président

En principe, c'est les Maires.

Henri ROUILLEAULT

C'est effectivement un très bel événement.

Monsieur le Président

Pardon, ce n'était pas Madame Mandroux, l'Agora des savoirs. C'est Georges Frêche.

Henri ROUILLEAULT

Voilà. Rendons à César ce qui est à César. C'est un très bel événement. On ne peut que regarder cela de près. Qu'il devienne métropolitain alors qu'il était montpelliérain est quelque chose qui, évidemment, ne pose pas de problème. Je souhaite simplement que le côté pluridisciplinaire reste un élément tout à fait fondamental de cet événement. Deuxièmement, en ce qui concerne la présidence, le fait que le Président soit pour des mandats à durée déterminée, éventuellement renouvelable une fois, c'est mieux que des présidences dont on ne sait pas quel est le terme. Je pense que de ce point de vue-là, il faut arriver à des choses permettant des rotations des responsabilités plus faciles.

La personnalité d'Anne-Yvonne, bien évidemment, elle est très connue dans notre agglomération, elle est très connue à Castelnau où elle habite. Je ne peux que me réjouir de sa nomination. J'ai simplement un regret, c'est qu'il semble, en lisant la presse, que Monsieur Miaille, qui est une personnalité très respectable, ait appris à l'occasion des vœux qu'il n'était plus Président et le nom de son successeur. Je crois que cela a été un peu trop vite en besogne et qu'il faut prendre le temps d'un management un peu plus respectueux.

Monsieur le Président

Monsieur Miaille a été prévenu avant les vœux. C'est Monsieur Sautreau, Directeur de la culture, qui l'a fait. Exactement comme le Directeur de la culture de la Région a prévenu juste avant la séance du Conseil d'administration du Centre chorégraphique que Monsieur Montanari n'en faisait plus partie.

Henri ROUILLEAULT

En tout cas, il faut des managements respectueux des personnes. Cela me paraît quelque chose de tout à fait fondamental.

Monsieur le Président

Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Un petit clin d'œil à Cyril. J'entends Cyril qui dit : « J'aime beaucoup Anne-Yvonne Le Dain, mais je vais m'abstenir. » Cela doit être pour lui une énorme souffrance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Est-ce que quelqu'un souhaite un vote secret ? Est-ce qu'il y a un autre candidat ? Il n'y a pas de scientifique ? Il n'y a pas de passionné par la science ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

Interventions hors micro.

AFFAIRE N° 49 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GEMAPI - JOURNEE MONDIALE DES ZONES HUMIDES - MANIFESTATION ART ET NATURE "GALERIE EPHEMERE EDITION 2019" - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS LANGUEDOC ROUSSILLON (CEN L-R), OLIVIER SCHER ET CAHUATE MILK, LE CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) BASSIN DE THAU ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49 ; il s'agit de la GEMAPI – journée mondiale des zones humides. Qui demande des précisions au Vice-Président ? Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, c'est l'occasion de faire un peu de pub pour cette galerie éphémère, qui est à Villeneuve-lès-Maguelone, aux salines, et qui n'est pas à la gloire de Noël. Éphémère, cela veut dire que cela ne durera qu'un week-end. Demain, vendredi, à 11 heures, il y a le vernissage.

Il s'agit d'une manifestation qui allie les amoureux de la nature, les amateurs d'art, et qui dure un week-end, toujours autour du 2 février, qui est la journée nationale des zones humides. La seule convention qui a été signée sur ce thème l'a été en 1971 à Ramsar, dans une ville iranienne. Ce week-end, si vous avez envie de venir contempler les œuvres d'une quinzaine d'artistes aux salines de Villeneuve, dans cet écrin de nature, je vous y invite. Sachez que l'année dernière, 4 000 visiteurs se sont précipités, si j'ose dire, pendant ces deux jours.

L'affaire est une convention entre les cinq organisateurs, à savoir le conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon, les deux artistes Olivier Scher et Cahuate Milk, qui sont à la programmation artistique, notre Métropole pour la mise de certains moyens dont un appui financier de 10 000 euros, la Commune de Villeneuve qui assure les appuis techniques et logistiques et donne les autorisations administratives et un financement, et le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement du bassin de Thau, qui propose un programme de sensibilisation du public à la thématique des zones humides. Venez nombreux.

Monsieur le Président

Parfait. Merci Monsieur Lussert. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Madame Le Dain, vous êtes conviée tout à l'heure au pot, avec joie. Juste en-haut. Attendez-moi. Vous irez avec moi.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 50 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - AMENAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLEE DU LEZ - CONFORTEMENT DES DIGUES DU LEZ - ACQUISITION AMIABLE DES PARCELLES DV116, DW282, DW290 ET DW291 A LATTES - AVENANT AU PROTOCOLE D'ACCORD - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50 : aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez – Confortement des digues du Lez. Qui demande des explications auprès du rapporteur, Monsieur Lussert ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 51 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE LATTES - CREATION DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES DU QUARTIER DE LA CEREREDE - DOSSIERS REGLEMENTAIRES - APPROBATION - AUTORISATION DE DEMANDER LE LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Monsieur le Président

Affaire 51 : Commune de Lattes – Création du réseau d'eaux pluviales du quartier de la Céreirède. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, je m'adresse à vous en qualité de Maire de Montpellier. Rappelez-vous que la partie Nord de la Céreirède est sur votre territoire communal. Veillez, pour l'intérêt de votre territoire, à ce que le pluvial prenne aussi en compte votre partie montpelliéraine, puisqu'à ma connaissance, je crois qu'on avait fait une petite erreur. Je dis « on », comme cela c'est collectif. On avait fait une petite erreur. Puisque c'est dans le cadre des compensations sur l'autoroute et le TGV, on n'avait peut-être pas pris en compte la totalité dans le chantier de votre partie montpelliéraine, même si elle est très courte par rapport au reste de la Céreirède lattoise. C'est pour vous avertir que vous devez être attentif.

Monsieur le Président

Je vous en remercie. Cela part, de votre part, d'un bon sentiment et je le prends comme cela. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 52 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SETE AGGLOPOLE POUR L'USAGE DU POINT PROPRETE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52 : Madame Barthas vous propose de créer un point propreté commun entre l'Agglomération de Sète et celle de Montpellier. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

M. J-L. SAVY entre en séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 53 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2019 - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53 : programmation 2019 pour les travaux d'aménagement des réseaux d'éclairage public. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUÏ, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix.

AFFAIRE N° 54 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNE DE CASTRIES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LES TRAVAUX RELATIFS A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET BASSINS D'ORAGE DU PARC REGIONAL D'ACTIVITE ECONOMIQUES (PRAE) VIA DOMITIA - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54 : convention de mise à disposition de services entre la Commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole. Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Gilbert PASTOR.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N° 55 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - INVESTISSEMENT VOIRIE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE JACOU - MODIFICATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55 : investissement voirie – convention de fonds de concours entre la Métropole et la Commune de Jacou. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 56 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNE DE CLAPIERS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LES TRAVAUX RELATIFS A LA CREATION D'UN PARKING ET LA SECURISATION DU BOULEVARD DE LA LIBERTE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56 : convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Clapiers et la Métropole. C'est la création d'un parking et la sécurisation du boulevard de la Liberté. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N° 57 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS - ORGANISMES INTERNES ET EXTERNES - DESIGNATIONS ET ACTUALISATIONS

M. C. MEUNIER sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir donné par M. P. DUDIEUZERE est annulé)

Monsieur le Président

Affaire 57 : c'est la représentation dans les organismes internes et externes et c'est la désignation des élus.

Modification de la composition du bureau métropolitain en remplacement de M. Pierre DUDIEUZERE :

- Commission de réforme du matériel et des véhicules : Guy BARRAL ;
- Ligue protectrice des oiseaux : Valérie BARTHAS-ORSAL ;
- Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole : Valérie BARTHAS-ORSAL ;
- Service Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA) : Lorraine ACQUIER ;
- Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) : Yvon PELLET ;
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) : Eliane LLORET ;
- Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) : Jean-Luc COUSQUER.

Renouvellement des Conseils d'Administration :

- Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) : Maud BODKIN (titulaire) et Abdi EL KANDOÛSSI (suppléant) ;
- Montpellier Business School : Gérard LANNELONGUE ;
- Institut d'Administration des Entreprises - École Universitaire de Management : Chantal MARION.

Il est proposé, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix.

AFFAIRE N° 58 : HORS COMMISSION - CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - DEMANDE DE PROLONGATION

M. E. PASTOR sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir donné par Mme C. DONADA est annulé).

Monsieur le Président

Affaire 58, dernière affaire de l'ordre du jour : il s'agit de la concession du domaine public maritime de la plage sur le territoire. C'est une prorogation de la DSP pour Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix.

Chers collègues, merci beaucoup de cette excellente soirée que nous avons passée ensemble.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée 23h25.